



Système de rapports de la FCM
sur la **qualité de vie**

La qualité de vie dans les
collectivités canadiennes

Deuxième rapport

Mars 2001

Message de la présidente de la FCM

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) est fière de présenter ce deuxième rapport sur la qualité de vie dans les collectivités canadiennes. Dans son énoncé de mission, la FCM s'engage à « améliorer la qualité de vie dans toutes les collectivités en favorisant des gouvernements municipaux forts, efficaces et imputables ». Le Système de rapports sur la qualité de vie et les activités qui y sont rattachées témoignent de notre engagement envers les collectivités canadiennes.

Le Système de rapports sur la qualité de vie marque la première fois que les gouvernements municipaux travaillent de concert pour mettre au point un système national de politiques et de planification pour la qualité de vie. Cet effort sans précédent est également la première fois que des données locales uniformes sont compilées à l'échelle nationale. Depuis que la FCM a rendu public son premier rapport sur la qualité de vie en mai 1999, on note un intérêt accru à l'endroit des questions touchant la qualité de vie. Nous sommes à l'avant-plan de la recherche sur la qualité de vie et nous entendons y demeurer. Pendant que nous poursuivons nos efforts, le système de rapports sera peaufiné puis amélioré pour assurer que l'information fournie est la plus utile possible pour tous les ordres de gouvernements.

Le Système de rapports sur la qualité de vie permet de mesurer, de surveiller et de faire état de la qualité de vie dans les collectivités canadiennes. En *mesurant* la qualité de vie dans nos collectivités, nous démontrons nos capacités de recherche et notre confiance envers les ressources locales. En *surveillant* l'évolution de la qualité de vie, nous montrons non seulement les changements qui se produisent, mais nous adoptons également une approche à long terme pour les questions touchant la qualité de vie. En *faisant état* de la qualité de vie, nous sommes redevables envers nos collectivités et prêts à tenir les autres gouvernements redevables. Les gouvernements municipaux utiliseront l'information fournie par le système de rapports pour améliorer la qualité de vie dans leurs collectivités. Nous encourageons les autres gouvernements à faire de même.

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) est reconnue depuis 1901 comme étant la voix nationale des gouvernements municipaux et elle est vouée à

améliorer la qualité de vie dans les collectivités canadiennes. Nous comptons parmi nos membres les plus grandes villes du Canada, des petites villes et des collectivités rurales, et toutes les associations provinciales et territoriales de municipalités. Les dirigeants municipaux de toutes les régions du Canada se réunissent chaque année pour établir les politiques de la FCM à l'égard d'enjeux clés. Le Conseil national d'administration se réunit trimestriellement pour examiner les politiques et les programmes.

Au nom de la FCM, je tiens à remercier les maires et les présidents des 18 gouvernements municipaux participants pour leur appui, ainsi que le Comité permanent de la FCM sur les infrastructures sociales pour sa contribution. Les membres de l'Équipe technique de la qualité de vie, tout comme l'Advocate Institute, méritent des remerciements particuliers pour leurs efforts diligents en vue d'élaborer et d'améliorer le système, et pour avoir utilisé l'information fournie par le système de rapports pour améliorer la qualité de vie dans leurs collectivités.

Le rôle des gouvernements municipaux évolue rapidement. À la suite du délestage de responsabilités des autres ordres de gouvernement, les municipalités ont dû renforcer leurs capacités dans plusieurs secteurs qui ne faisaient pas traditionnellement partie du répertoire municipal. Nous avons relevé ce défi et nous continuons d'élargir notre expertise dans ces secteurs.

Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires au sujet du deuxième rapport sur la qualité de vie et nous avons hâte d'entendre votre voix dans les débats de politiques publiques au sujet de la qualité de vie dans nos collectivités.

La présidente,
Fédération canadienne des municipalités



Joanne Monaghan

Message du président de l'Équipe technique

Depuis six ans, les Nations Unies choisissent le Canada comme étant le pays où il fait mieux vivre. Cette reconnaissance internationale est quelque chose que beaucoup de Canadiens, sinon la plupart, tiennent pour acquis.

Comment cette déclaration se compare-t-elle à la qualité de vie quotidienne des Canadiens ordinaires confrontés à des salles d'urgence bondées? Ou avec des manchettes montrant des itinérants qui dorment dans des tunnels ou entassés au-dessus d'une bouche d'aération ou, encore, des jeunes qui se font tuer, pris dans le feu croisé de la violence des bandes de rue?

En 1996, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) a entrepris de répondre à ces questions en mettant au point le *Système de rapports sur la qualité de vie*. Ces indicateurs mesurent les conditions sociales et économiques dans les villes canadiennes et offrent un portrait global des conditions de vie qui échappent habituellement aux autres outils d'évaluation conventionnels qui servent à mesurer les résultats des politiques. Pris ensemble, les indicateurs de la qualité de vie offrent aux décideurs de tous les ordres de gouvernement, ainsi qu'aux Canadiens ordinaires, un *bilan* de la qualité de vie dans le Canada urbain. Il offre également un point de référence qui permet de mesurer les progrès.

La première ronde de données et d'analyses préliminaires, rendue publique en mai 1999, montrait que les écarts de revenus dans les villes du Canada étaient plus importants que les moyennes provinciales et nationale. Comme on s'y attendait, les riches devenaient plus riches et les pauvres s'appauvrissaient. Les données présentées dans ce deuxième rapport sur la qualité de vie réaffirment l'analyse antérieure.

Le rapport sur la qualité de vie peut et devrait être utilisé pour favoriser le bien-être de tous les Canadiens. Nous encourageons les décideurs et les élaborateurs de programmes à utiliser l'information qui s'y trouve pour améliorer les politiques et les programmes.

Lisez-le, pensez-y et, surtout, utilisez-le.

Le président,
Équipe technique sur la qualité de vie



Michael Phair

Table des Matières

	Pages
I. Synopsis	1-2
II. Introduction	4-9
III. Nouveautés et questions touchant la qualité de vie	10-12
IV. Méthodologie et limites des données	13-14
V. Les indicateurs de la QDV, les conclusions et les données	15-96
Indices de capital humain (ICH)	15-23
Indices de niveau de vie (INV).....	24-41
Indices de qualité de l'emploi (EQE)	42-64
Indices de qualité du logement (IQL)	65-68
Indices de tension sociale (ITS).....	69-77
Incidences de santé collective (ISC)	78-84
Indices de sécurité municipale (ISM)	85-89
Indices de participation communautaire (IPC)	90-96
Annexe I	
Résultats préliminaires (1999)	97-99
Annexe II	
Membres de l'Équipe technique	100-101
Annexe III	
Indices en voie d'élaboration	102-104
Annexe IV	
Calcul de l'INV	105-106

Liste des tableaux

Indicateurs de la qualité de vie

Tableau 1	Illustration du cadre de la qualité de vie (QDV) : Indices et indicateurs	9
-----------	---	---

Indices de capital humain

Tableau 1.1	Population totale par sexe et tranche d'âge, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998	17
Tableau 1.2	Croissance de la population pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998	18
Tableau 1.3	Mesures de migration nette pour des municipalités régionales et villes choisies migrants nets, 1998-1999	19
Tableau 1.4	Mesures de migration nette pour des municipalités régionales et villes choisies, 1994-1999	20
Tableau 1.5	Caractéristiques de la population à partir du Recensement 1996 pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998	21
Tableau 1.6	Caractéristiques de l'éducation de la population (Recensement 1996) pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998	22

Indices de niveau de vie (INV et INV 2)

Tableau 2.1a	Indices de niveau de vie pour des municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998	26
Tableau 2.1b	Indices de niveau de vie pour des municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998	26
Tableau 2.2a	Indices du coût de la vie et du revenu utilisés pour calculer les INV, pour des municipalités régionales et villes choisies, 1996 et 1998	27
Tableau 2.2b	Indices du coût de la vie et du revenu utilisés pour calculer les INV, pour des municipalités régionales et villes choisies, 1996 et 1998	27
Tableau 2.3	Percentiles de revenu familial (revenu total de toutes sources), changements en pourcentage 1992-1996 et 1996-1998, municipalités régionales et villes choisies, valeur en dollars courants	28
Tableau 2.4	Percentiles de revenu familial (revenu total de toutes les sources), changements en pourcentage 1992-1996 et 1996-1998, municipalités régionales et villes choisies, valeur en dollars courants de 1998.....	30
Tableau 2.5a	Coût de l'abonnement de transport en commun (tarif adulte de base), en pourcentage du salaire minimum, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1998, et 1999	32

Tableau 2.5b	Coût de l'abonnement de transport en commun (tarif adulte de base), en pourcentage du salaire minimum, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1998, et 1999	33
Tableau 2.6a	Revenu provenant des transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu communautaire total, données familiales (familles monoparentales et personnes seules), Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998.....	34
Tableau 2.6b	Revenu provenant des transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu communautaire total, données familiales (familles monoparentales et personnes seules), Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998.....	36
Tableau 2.7a	Aperçu historique des revenus sous forme de transferts gouvernementaux aux municipalités régionales et villes choisies en 1992, 1996 et 1998	38
Tableau 2.7b	Aperçu historique des revenus sous forme de transferts gouvernementaux aux municipalités régionales et villes choisies en 1992, 1996 et 1998	40

Indices de qualité de l'emploi

Tableau 3.1	Caractéristiques de la population active, Canada, municipalités régionales et villes choisies moyennes annuelles 1998.....	44
Tableau 3.2a	Actifs permanents, temporaires et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada, municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999	45
Tableau 3.2b	Actifs permanents, temporaires et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999	47
Tableau 3.2c	Actifs permanents, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999	49
Tableau 3.2d	Actifs permanents, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999	51
Tableau 3.2e	Actifs permanents, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999	53
Tableau 3.2f	Actifs permanents, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999	55
Tableau 3.3a	Pourcentage touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale, par type de famille, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998	57

Tableau 3.3b	Pourcentage touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale, par type de famille, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998	59
Tableau 3.4	Salaire horaire médian, Canada et municipalités régionales et villes choisies, population âgée de 15 ans et plus, par sexe et âge, 1998	61
Tableau 3.5a	Chômeurs à long terme en pourcentage de tous les chômeurs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, 1996 et 1997	62
Tableau 3.5b	Chômeurs à long terme en pourcentage de tous les chômeurs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, 1996 et 1997	63
Tableau 3.6	Revenu d'emploi en pourcentage du revenu total, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998	64

Indices de qualité du logement

Tableau 4.1	Indices de qualité du logement, Canada et RMR choisies, 1998	66
Tableau 4.2a	Dépenses de loyer brutes par rapport aux frais de logement, 1996, 1998 et 1999	67
Tableau 4.2b	Dépenses de loyer brutes par rapport aux frais de logement, 1996, 1998 et 1999	68

Indices de tension sociale

Tableau 5.1a	Pourcentage de familles monoparentales, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1996 (Données du Recensement)	71
Tableau 5.1b	Pourcentage de familles monoparentales, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998 (Données régionales et administratives)	71
Tableau 5.2	Incidence économique du faible revenu, Canada et RMR choisies 1991, 1996 et 1998	72
Tableau 5.3	Taux de fécondité par 1 000 femmes âgées 15 à 19 ans, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1997	73
Tableau 5.4	Taux de décès, taux de suicide par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1997	74
Tableau 5.5	Faillites de sociétés par 1 000 établissements, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1999	75
Tableau 5.6	Faillites de particuliers par 1 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1999	76
Tableau 5.7	Nombre d'appels d'urgence au 9-1-1 par année, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1998 et 1999	77

Incidences de santé collective

Tableau 6.1	Taux de mortalité infantile par 1 000 naissances vivantes, Canada, municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998	80
Tableau 6.2	Accouchements simples à moins de 2 500 grammes en pourcentage du nombre total d'accouchements simples, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1997 et 1998	81
Tableau 6.3a	Taux de mortalité prématurée brut par 100 000 habitants, Canada, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996 et 1998	82
Tableau 6.3b	Taux de mortalité prématurée brut par 100 000 habitants, Canada, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996 et 1998	82
Tableau 6.4a	Sorties d'hôpital, taux brut par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, exercice 1991-1992, exercice 1996-1997 et exercice 1998-1999	83
Tableau 6.4b	Sorties d'hôpital, taux brut par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, exercice 1991-1992, exercice 1996-1997 et exercice 1998-1999	83
Tableau 6.5	Heures perdues (semaine complète ou partielle) pour cause de maladie ou d'invalidité en pourcentage de toutes les heures de travail effectives de tous les employés, par âge, Canada et municipalités régionales et villes choisies, moyennes annuelles 1996 et 1998	84

Indices de sécurité municipale

Tableau 7.1a	Taux de criminalité par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies 1986, 1991, 1996 et 1998	86
Tableau 7.1b	Taux de criminalité par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies 1986, 1991, 1996 et 1998	87
Tableau 7.2	Taux de mortalité brut par 100 000 habitants pour cause de blessures et empoisonnements, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996 et 1998	88
Tableau 7.3	Taux de sortie d'hôpital par 100 000 habitants pour cause de blessure et d'empoisonnement, Canada et municipalités régionales et villes choisies 1991, 1996 et 1998.....	89

Indices de participation communautaire

Tableau 8.1	Pourcentage de participation électorale, Canada et municipalités régionales et villes choisies, élections fédérales et municipales, années diverses de 1991-2000	91
Tableau 8.2a	Dons de charité, Canada et RMR choisies 1995, 1997, 1998	92
Tableau 8.2b	Dons de charité, Canada et RMR choisies, 1995, 1997, 1998.....	92

Tableau 8.3	Dons par tête à Centraide, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996, 1997, 1998, 1999	93
Tableau 8.4	Poids des produits recyclables par résident, kilogrammes collectés par habitant, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1997, 1998 et 1999	95
Tableau 8.5	Pourcentage du nombre total de ménages recevant des journaux quotidiens, municipalités régionales et villes choisies, 1995, 1997, 1998 et 1999	96

I. Synopsis

1. Contexte qui a mené au Système de rapports sur la qualité de vie

En 1996, la FCM a commandé une étude sur les répercussions que les changements apportés à la structure de financement des paiements de transfert fédéraux exerceraient sur les gouvernements municipaux. Après avoir pris connaissance de ce rapport, la FCM a conclu que ces changements auraient une incidence sur les responsabilités croissantes des municipalités, mais que ses membres n'avaient pas les outils ni les données nécessaires pour débattre de ces répercussions et d'autres politiques au nom de leurs collectivités. Afin d'assurer plus de poids à leur voix, les grandes villes membres de la FCM ont recommandé la création d'un système de rapports pour suivre l'évolution de la qualité de vie dans les collectivités canadiennes. La FCM a immédiatement commencé à élaborer le Système de rapports sur la qualité de vie.

En offrant un cadre qui permet de suivre l'évolution de la qualité de vie, le rapport procure aux collectivités canadiennes et à tous les ordres de gouvernement un outil utile pour :

- déterminer et promouvoir les facteurs qui influent sur la qualité de vie dans les collectivités canadiennes;
- mieux cibler les politiques et les ressources visant à améliorer la qualité de vie;
- appuyer les efforts de coopération en vue d'améliorer la qualité de vie; et
- établir les gouvernements municipaux comme partenaires influents et légitimes dans le débat sur les politiques publiques au Canada.

2. Les indicateurs de la qualité de vie

Huit ensembles complets d'indicateurs sont examinés pour la deuxième fois dans le présent rapport. Voici un sommaire de ces indicateurs :

1. **Indices de capital humain (ICH)** : il s'agit d'un profil de la population, comportant des caractéristiques telles que la croissance, les niveaux d'éducation, les niveaux d'alphabétisme, la diversité culturelle, l'immigration et la structure par âge de la population. Cet indicateur permet de suivre les changements démographiques à long terme.

2. **Indices de niveau de vie (INV)** : ces mesures comparent les niveaux de revenu au coût de la vie. Cet indicateur est d'autant plus élevé que le revenu moyen dépasse le coût de la vie moyen.
3. **Indices de qualité de l'emploi (IQE)** : ces mesures déterminent les valeurs et tendances de l'emploi, comme l'équité salariale et la distribution de l'emploi à temps plein, à temps partiel et du chômage à l'intérieur de la population active.
4. **Indices de qualité du logement (IQL)** : ces mesures englobent le coût du logement locatif (par rapport à l'échelle des revenus), le pourcentage des logements nécessitant des réparations, les taux d'inoccupation et les mises en chantier.
5. **Indices de tension sociale (ITS)** : ces mesures reflètent les problèmes sociaux et englobent des variables décrivant les groupes vulnérables. Elles englobent l'incidence du faible revenu, le nombre de sans-abri, la proportion de familles monoparentales et la fréquence de diverses crises, comme les demandes d'intervention urgente, les faillites et les suicides.
6. **Indices de santé collective (ISC)** : ces valeurs mesurent le taux de décès prématuré (avant l'âge de 75 ans), la mortalité infantile, le pourcentage des nouveaux-nés en mauvaise santé et les jours de travail perdus pour cause de maladie ou d'invalidité.
7. **Indices de sécurité municipale (ISM)** : ces indices couvrent les taux de criminalité et de violence, la délinquance juvénile, le taux de blessures accidentelles.
8. **Indices de participation communautaire (IPC)** : ces mesures reflètent la participation de la population à la collectivité et englobent la participation politique (taux de participation aux élections), le tirage des quotidiens, les dons de charité et le soutien aux projets communautaires tels que mesurés par les contributions à la campagne annuelle de Centraide.



3. Principales conclusion du rapport sur la qualité de vie de 2001

Le Rapport sur la qualité de vie 1999 de la FCM (les conclusions préliminaires de 1999 se trouvent à l'Annexe 1) a établi des mesures de référence qui peuvent être utilisées pour un suivi futur. Ce deuxième Rapport sur la qualité de vie s'appuie sur le premier, puisqu'il offre une mise à jour des données de base et dégage certaines tendances à partir des données.

Ce deuxième rapport renferme également de bonnes et de mauvaises nouvelles au sujet de la qualité de vie dans les collectivités canadiennes. Voici les faits saillants :

1. Les taux d'emploi et de chômage se sont améliorés pour tous les groupes d'âge. Les salaires se sont améliorés marginalement pour tous les groupes d'âge, et la proportion de familles prestataires de l'assurance-emploi ou de l'aide sociale a diminué. La baisse des revenus que la plupart des familles ont connu entre 1992 et 1996 a été pour la majeure partie réduite, mais elle n'a aucunement été renversée. Les mises en chantier ont augmenté dans la plupart des collectivités et on signale un taux d'inoccupation plus bas pour les logements locatifs.
2. La diminution du taux de pauvreté mentionnée dans ce rapport ne compense pas les hausses de pauvreté survenues pendant la première moitié des années 1990. L'écart de revenu ne s'est pas rétréci. Souvent, les améliorations au bas de l'échelle ne sont pas aussi importantes que celles au haut de l'échelle. La pauvreté et le désavantage relatif (inégalité des revenus) continuent d'être concentrés dans les grands centres urbains. Les hausses moyennes de revenus dans la portion de 30 pour cent au bas de l'échelle des revenus étaient en général plus faibles dans les collectivités participantes que dans l'ensemble du Canada. La proportion de familles monoparentales demeure au-dessus de la moyenne canadienne dans la majorité des collectivités participantes
3. La croissance démographique rapide dans certaines des collectivités participantes exerce des pressions sur la planification locale des infrastructures et des services. L'élargissement des services et des installations communautaires

pour répondre à la croissance démographique est souvent en retard par rapport à la disponibilité des ressources qui permettraient ces expansions. Plus une collectivité croît vite, plus ce problème devient grave et urgent.

4. Le Système de rapports sur la qualité de vie comme outil pour l'élaboration des politiques

Malgré la très forte croissance de l'économie au cours de la deuxième moitié des années 1990, les améliorations mentionnées dans ce rapport n'ont eu qu'une incidence mineure sur les problèmes soulevés dans le Rapport sur la qualité de vie de 1999. Le peu de progrès réalisé à l'égard des préoccupations soulevées en 1999 devrait inciter les décideurs canadiens à redoubler d'efforts. Les résultats associés à la qualité de vie mentionnés dans ce document reflètent la situation à l'échelle locale, mais ce sont des préoccupations de politiques pour tous les ordres de gouvernement et ils exigent un effort concerté. Les gouvernements municipaux ne peuvent, à eux seuls, régler ces préoccupations, mais ils apportent une expérience et des connaissances directes à cet effort. L'union sociale du Canada bénéficierait de la participation des gouvernements municipaux à titre de partenaires au processus d'élaboration des politiques sociales.

Collectivités participant au système de rapports sur la qualité de vie

Ville de Vancouver

Ville de Burnaby

Ville de Calgary

Ville d'Edmonton

Ville de Regina

Ville de Saskatoon

Ville de Winnipeg

Ville de Windsor

Ville de London

Municipalité régionale de Waterloo

Ville du Grand Sudbury**

Ville de Toronto

Ville de Hamilton*

Municipalité régionale de Halton

Municipalité régionale de Peel

Municipalité régionale de York

Ville d'Ottawa*

Municipalité régionale d'Halifax

* Pendant l'élaboration de ce rapport, les municipalités régionales de Hamilton-Wentworth, Ottawa-Carleton et Sudbury ont fait l'objet de fusions municipales. Au moment de rédiger ce rapport, les anciennes régions sont devenues la Ville de Hamilton, la Ville d'Ottawa et la Ville du Grand Sudbury.

II. Introduction

1. Contexte

Le présent rapport est le deuxième préparé à l'aide de données obtenues auprès de diverses sources, tant nationales que municipales. Le rapport est fondé sur les données de la période 1991 à 1998. Le premier rapport technique, qui remonte à 1999 (pour les faits saillants, voir l'Annexe 1), présentait des données de base à des fins de comparaison avec le temps.

Le Système de rapports sur la qualité de vie permet de suivre l'évolution de la santé sociale, économique et environnementale des collectivités. Les indices ont été élaborés après un vaste processus de consultation et de participation des collectivités.

En 1996, la FCM a commandé une étude sur les répercussions que les changements apportés à la structure de financement des paiements de transfert fédéraux exerceraient sur les gouvernements municipaux. Après avoir pris connaissance de ce rapport, la FCM a conclu que ces changements auraient une incidence sur les responsabilités croissantes des municipalités, mais que ses membres n'avaient pas les outils ni les données nécessaires pour débattre de ces répercussions et d'autres politiques au nom de leurs collectivités. Afin d'assurer plus de poids à leur voix, les grandes villes membres de la FCM ont recommandé la création d'un système de rapports pour suivre l'évolution de la qualité de vie dans les collectivités canadiennes. La FCM a immédiatement commencé à élaborer le Système de rapports sur la qualité de vie.

Initialement, le projet de la qualité de vie (QDV) regroupait 16 municipalités et gouvernements régionaux. Ce nombre a depuis augmenté à 18.

Une équipe technique (voir l'Annexe 2), composée de représentants de chacune des municipalités participantes, a supervisé l'élaboration des indicateurs de la QDV. Pour accélérer cette tâche, l'équipe a été subdivisée en « équipes spécialisées » de deux ou trois gouvernements municipaux, chacune chargée d'un indicateur. Ces équipes spécialisées ont ensuite présenté leurs idées à l'équipe technique, garantissant ainsi que le travail demeure local, tout en ayant une portée nationale. Puisque les connaissances au sujet de la QDV et d'autres indicateurs des résultats de politiques continuent d'évoluer et que le projet a été

conçu pour examiner différents indicateurs interdépendants du bien-être avec le temps, ce projet demeure un « travail en cours ».

Les données du Système de rapports sur la QDV sont uniformes à l'échelle nationale, mais applicables à chaque collectivité. C'est une caractéristique importante, puisque les tendances observées seulement dans certaines collectivités ne sont pas comparables entre les collectivités ou les régions avec le temps. La cohérence nationale que l'on trouve dans les résultats du Système de rapports sur la qualité de vie est une méthode fiable, qui peut être utilisée pour suivre les effets des forces économiques, de l'évolution démographique et des politiques publiques.

2. But

En offrant un cadre qui permet de suivre l'évolution de la qualité de vie, le rapport procure aux collectivités canadiennes et à tous les ordres de gouvernement un outil utile pour :

- déterminer et promouvoir les facteurs qui influent sur la qualité de vie dans les collectivités canadiennes;
- mieux cibler les politiques et les ressources visant à améliorer la qualité de vie;
- appuyer les efforts de coopération en vue d'améliorer la qualité de vie; et
- établir les gouvernements municipaux comme partenaires influents et légitimes dans le débat sur les politiques publiques au Canada.

Les indicateurs de la QDV présentés dans ce rapport ne sont pas limités uniquement aux secteurs de compétence municipale. Des changements majeurs sont en voie de se produire sur le plan de la gestion interne des municipalités, surtout dans les grands centres urbains. Les gouvernements municipaux canadiens doivent assumer de plus en plus de responsabilités, en particulier dans les provinces où les services administrés par la province ont été transférés aux gouvernements municipaux.

Ce rôle élargi des gouvernements municipaux découle des changements économiques, des progrès technologiques et des initiatives de politiques face à la mondialisation. Même s'ils puisent leurs pouvoirs et s'ils sont limités par la compétence législative des gouvernements provinciaux, les gouvernements municipaux sont également l'instrument de fait de leurs résidents, et ils souhaitent jouer un rôle dans les forces mondiales qui les touchent.

Les gouvernements municipaux sont confrontés à des préoccupations découlant de l'interaction entre le changement social et la qualité de la vie dans leurs collectivités.

- La « nouvelle économie » — les technologies de l'information, les communications, les logiciels d'affaires et pédagogiques, la biotechnologie et les entreprises connexes — est en voie de transformer les économies locales. Sur le plan géographique, cette « nouvelle économie » tend à établir des grappes — de nouveaux quartiers industriels dans un sens, mais avec des modes de travail différents et des besoins d'infrastructure différents — dans les quartiers en périphérie des villes, aux abords des établissements de santé ou des campus universitaires, ou dans des collectivités satellites entourant les villes-centres¹.
- Les populations urbaines croissantes ont besoin de services diversifiés, ce qui entraîne des pressions financières sur les gouvernements municipaux qui dépendent des recettes de l'impôt foncier.
- Une incidence accrue de la pauvreté urbaine dans les villes-centres et des préoccupations croissantes à l'endroit de la création de ghettos, de quartiers peu sûrs, de la détérioration urbaine et de la violence dans les centres-villes sont notables.
- Des problèmes très visibles, comme les sans-abri, la maladie mentale et la toxicomanie, contribuent à des perceptions de menaces à la sécurité des citoyens et minent la confiance dans l'efficacité des gouvernements de répondre aux besoins humains.
- Le contexte des services publics et des attentes du public à l'endroit des services a changé en raison des modifications survenues dans la prestation des services (dans les soins de santé,

les services sociaux, l'éducation et la formation).

- De nouvelles tendances d'immigration et la croissance rapide de la population dans les collectivités d'accueil posent des défis pour l'aménagement urbain, ainsi que pour les relations culturelles et ethniques au sein des collectivités.
- Les changements dans les tendances de l'emploi et l'expansion au cours des années 1990 et au début des années 1990 du travail à temps partiel et du travail à domicile ont changé les modes de vie dans les collectivités, les types d'interactions sociales et les habitudes des consommateurs.
- Les préoccupations publiques à l'endroit de la santé et de la sécurité des aliments, la sensibilité aux polluants et les inquiétudes au sujet de la viabilité mondiale accentuent les problèmes environnementaux.

Voici quelques exemples de la participation des municipalités à différents aspects visant à améliorer la qualité de vie :

- Certains gouvernements municipaux ont participé à l'effort national visant à réinvestir dans les enfants par le biais de la prestation nationale pour enfants et d'autres éléments connexes dans le cadre du Programme d'action national en faveur des enfants.
- La promotion d'une action nationale coordonnée en vue d'améliorer l'environnement, notamment en ce qui touche les polluants atmosphériques. Par exemple, la FCM coordonne une stratégie nationale visant à encourager les gouvernements municipaux à s'engager individuellement à atteindre les objectifs environnementaux de Kyoto au chapitre des émissions de gaz à effet de serre. La FCM estime que les gouvernements municipaux canadiens ont un pouvoir réglementaire sur la moitié des émissions actuelles².
- Des interventions nationales pour les sans-abri et le logement abordable visent à encourager une fois de plus l'élaboration d'un programme national de logement coordonné à l'échelle fédérale-provinciale-locale.

1. Beaucoup d'agglomérations urbaines sont maintenant constituées de plusieurs villes avec leurs banlieues sous forme d'entités distinctes. Le terme "ville centre" fait référence à une ville plus ancienne (parfois plus d'une) entourée de nouvelles villes (souvent appelées "villes satellites").
2. Consultez le programme Partenaires dans la protection du climat sur le site Web de la FCM (www.fcm.ca).

- L'établissement de relations avec les collectivités autochtones, en assurant une coordination nationale par l'intermédiaire de la FCM.
- L'élaboration de cadres de planification intégrée à l'échelle locale pour la qualité de vie grâce à la consultation et à la participation des collectivités.
- L'établissement de partenariats avec les gouvernements fédéral et provinciaux dans le cadre de programmes d'environnement et d'infrastructures majeurs visant à améliorer la qualité de vie grâce à des mesures novatrices favorisant le développement durable³.
- Des politiques et des interventions coordonnées en matière de prévention des maladies et de promotion de la santé. Par exemple, les règlements régissant la santé et la sécurité publique, les préoccupations relatives à l'hygiène du milieu, l'aménagement de pistes cyclables et leur promotion, ainsi que des programmes de santé en milieu de travail.
- La participation à des interventions nationales en vue de réduire ou de prévenir le crime⁴.

L'élaboration du Système de rapports sur la qualité de vie est un autre exemple de l'intérêt des municipalités à suivre l'évolution du bien-être des collectivités. Le Système offre un autre outil de recherche et de participation coordonnée aux priorités de politiques publiques plus générales.

3. Indicateurs de la qualité de vie

L'étude des indicateurs de la qualité de vie⁵ est relativement nouvelle au Canada. Plusieurs organismes, dont Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, Santé Canada et les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP) se penchent sur l'élaboration des indicateurs de la qualité de vie. Le Système de rapports sur la QDV est le premier système à atteindre le stade de la mise en oeuvre et à bénéficier de l'appui et de l'engagement continu des gouvernements à l'échelle du pays.

3. Voir le Fonds d'investissement municipal vert sur le site Web de la FCM (www.fcm.ca).

4. Vers une intervention communautaire contre le crime organisé, voir : www.fcm.ca.

5. Les organismes nommés et d'autres collaborent actuellement à une initiative nationale sous l'égide du RCRPP. On peut trouver plus de précisions à l'adresse <http://www.cprn.org>.

Le Programme d'indicateurs du développement durable et le Système de rapports sur la qualité de vie : un partenariat fort qui prend de l'ampleur

En même temps que la Fédération canadienne des municipalités (FCM) commençait à élaborer son premier ensemble d'indicateurs de la qualité de vie, Environnement Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) avaient commencé à préparer le Programme d'indicateurs du développement durable (PIDD). Le PIDD est un outil destiné à aider les collectivités à élaborer leurs propres indicateurs et à suivre leurs progrès sur la voie du développement durable. Après avoir constaté les objectifs communs et les points forts complémentaires du Système de rapports sur la qualité de vie de la FCM et du PIDD, Environnement Canada, la SCHL et la FCM ont forgé un partenariat dans le but de collaborer et de tirer profit des possibilités d'aide mutuelle. Le PIDD a grandement bénéficié des commentaires et des suggestions des participants du Système de rapports sur la qualité de vie de la FCM, et les indicateurs de la qualité de vie ont été ajoutés aux indicateurs de base du PIDD. Les utilisateurs des indicateurs de la qualité de vie peuvent ainsi effectuer des analyses et des comparaisons qui ne seraient pas possibles en publiant directement les indicateurs. L'ensemble des indicateurs de base (avec des descriptions et des données pertinentes) offre aux utilisateurs un contexte national.

Le but du PIDD est d'aider les collectivités à renforcer leur capacité d'élaborer des indicateurs par les moyens suivants :

1. fournir des outils et une orientation pour l'élaboration des indicateurs;
2. encourager l'échange d'indicateurs entre les collectivités et avec d'autres ordres de gouvernement; et
3. fournir un ensemble d'indicateurs fondamentaux à des fins de comparaison.

Le PIDD comprend un logiciel autonome et un site Web (<http://www.ec.gc.ca/scip-pidd>). Ces outils aident les urbanistes ou les chercheurs dans les municipalités, les associations ou les organismes communautaires à produire et à suivre les indicateurs du développement durable. À leur tour, les utilisateurs peuvent présenter de l'information complexe dans une forme plus accessible aux décideurs et au public, afin de mieux cerner les priorités pour assurer un avenir durable.

Les diverses composantes du PIDD permettent aux utilisateurs de créer, de choisir, d'analyser, de suivre et d'échanger des indicateurs. Le PIDD peut être considéré comme un guichet unique pour le programme d'indicateurs d'un utilisateur. Il comprend une fonction d'aide et un document électronique renfermant des lignes directrices pour l'élaboration et l'application des indicateurs. Le PIDD peut être utilisé avec d'autres outils pour analyser et suivre les indicateurs, et pour les intégrer aux mécanismes de rapports ou d'examen des plans existants d'une collectivité. Le site Web du PIDD permet aux collectivités de partager des analyses, des rapports et des suggestions, et d'échanger des indicateurs et des données.

Le cadre organisationnel du PIDD aide les utilisateurs à documenter de façon uniforme les indicateurs et les données lorsqu'ils en ajoutent, les révisent ou les mettent à jour, et il les aide à rechercher des indicateurs précis dans le système. Les profils "collent" à chaque indicateur des descripteurs des enjeux et des objectifs pertinents, les fonctions des gouvernements locaux, les définitions, les avantages et les désavantages de l'indicateur, les objectifs connexes ou les points de référence et les méthodes.

Un client peut utiliser le PIDD pour :

- examiner comment établir un programme d'indicateurs;
- obtenir des conseils pour tenir des consultations communautaires afin de décider des objectifs et des enjeux prioritaires;
- obtenir une liste des indicateurs possibles pour encourager la collectivité à participer à l'élaboration de ses propres indicateurs du développement durable;
- cerner et utiliser tout indicateur de base qui est directement pertinent à sa collectivité;
- ajouter de nouveaux indicateurs (y compris des données et de la documentation sur les données) et indiquer pour chacun les objectifs et les enjeux ainsi que d'autres renseignements pertinents;
- obtenir des conseils pour examiner, suivre ou rechercher des données lorsque celles-ci ne sont pas disponibles;
- effectuer des analyses et préparer des rapports sur les indicateurs du développement durable des collectivités; et
- échanger des indicateurs et de l'information avec d'autres participants par le biais du site Web du PIDD.

Pour l'avenir, on entrevoit l'intégration d'outils plus flexibles au PIDD, le recrutement de nouveaux partenaires et une articulation plus étroite avec le projet des indicateurs de la qualité de vie de la FCM. Le PIDD peut recruter d'autres clients et de nouveaux partenaires, mais le partenariat initial sera respecté afin d'assurer que l'outil est adapté aux besoins du cadre de la FCM. La FCM pourra utiliser le PIDD pour structurer les données et l'information lorsqu'elle procédera à la troisième ronde de rapports sur les indicateurs de la qualité de vie.

À l'heure actuelle, le Système de rapports sur la qualité de vie est composé de huit indicateurs quantitatifs. L'Annexe 3 décrit deux indicateurs qui sont en voie d'élaboration, un indicateur pour l'environnement et un autre pour les infrastructures sociales.

Les indicateurs actuels sont présentés dans le tableau 1 :

Tableau 1: Illustration du cadre de la qualité de vie (QDV) : Indices et indicateurs

Capital humain	Niveau de vie	Qualité de l'emploi	Qualité de logement	Tension sociale	Santé collective	Sécurité municipale	Participation communautaire	Qualité de l'environnement* (En cours de mise au point)	Infrastructure sociale* (En cours de mise au point)
Tranches d'âge	INV1 INV2	Emploi/chômage	Revenu relatif au coût de logement	Proportion de familles monoparentales	Mortalité infantile	Délinquance juvénile	Participation électorale	Nombre de jours d'alerte smog	Proportion de force de travail employé dans le secteur des services communautaire
Croissance de la population	Tendance en matière de revenu	Emploi permanent, temporaire et travail indépendant	Locataires payant plus de 30% de revenu	Naissances par (1000 adolescentes)	Faible poids à la naissance	Crimes violents	Dons de charité	Montant de déchets urbains générés par habitant	Dépenses annuelles par habitant pour les parcs, les installations de loisir et les équipements culturels
Multiculturalisme, et minorités	Coût du transport public	Incidence de l'assurance-emploi et de l'aide sociale	Proportion des logements ayant besoin de réparations majeures	Taux de suicides	Mortalité prématurée	Crimes matériels	Dons à Centraide	Poids de produits recyclables collectés par résident	Dépenses annuelles par habitant et/ou fonds de documentation par habitant dans les bibliothèques publiques
Migration intranationale et internationale	Contribution des prestations au revenu, par source	Salaire médian	Recettes de taxes résidentielles	Appels Crise	Causes d'admission (de congé) à l'hôpital	Blessures accidentelles	Tirage des quotidiens	Qualité de l'eau non traitée utilisée comme eau potable	Places en garderie par résident
Taux de remplacement de la main-d'oeuvre		Chômage à long terme	Ventes immobilières/habitant	Faillites		Jours travail perdus pour maladie/invalidité	Recyclage par habitant	% de la population servie par de l'eau traitée	Rapports élèves-maître
Niveaux d'instruction		Proportion de revenu d'emploi						% de zone importante et sensible sur le plan environnemental qui est protégée	
Littératie									

* Les éléments listés sous ces mesures ont été suggérés mais n'ont pas été testés.

III. Nouveautés et questions touchant la qualité de vie

Cette section résume les principales conclusions du rapport. Les conclusions sont analysées en fonction des préoccupations de politiques publiques qu'elles reflètent (les conclusions détaillées sont présentées à la section 5).

1. Forte croissance économique

Au cours de la dernière partie des années 1990, nous avons connu une très forte croissance économique, qui s'est d'ailleurs manifestée dans la plupart des collectivités participant au Système de rapports sur la QDV.

- Les taux d'emploi et de chômage se sont améliorés dans tous les groupes d'âges. Entre 1996 et 1998, environ 2 pour 100 de plus de la population en âge de travailler a trouvé un emploi (voir les taux d'emploi dans le tableau 3.1), tandis que le taux de chômage a diminué de 1 pour 100 ou plus dans tous les groupes d'âges.
- Les salaires se sont améliorés marginalement pour tous les groupes d'âges et la proportion de familles tributaires de l'assurance-emploi (AE) et de l'aide sociale (AS) a continué de diminuer. La diminution des prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale n'est pas uniquement attribuable à la croissance économique, mais également aux restrictions de l'admissibilité et à la compression des prestations.
- Dans la plupart des collectivités, mais pas toutes, les familles à tous les niveaux de revenu ont connu une hausse de leur revenu réel. Entre 1996 et 1998, la plupart des familles canadiennes ont bénéficié d'une hausse de leur revenu réel de 6 à 8 pour 100. Dans les collectivités participantes, les hausses étaient plus variables. Toutefois, la baisse des revenus qu'ont connu la plupart des familles entre 1992 et 1996 a été pour la majeure partie réduite, mais aucunement renversée.
- La proportion du revenu communautaire (le revenu total déclaré par tous les membres de la collectivité) qui provient des transferts gouvernementaux a diminué de façon importante, en partie en raison d'une économie plus forte et en partie en raison des compressions apportées à ces prestations au début de la décennie. Ces

compressions se sont traduites en excédents budgétaires pour le gouvernement fédéral et la plupart des gouvernements provinciaux.

- En 1999, les mises en chantier avaient augmenté dans la plupart des collectivités, reflétant un regain de confiance chez les consommateurs et les promoteurs. Des taux d'inoccupation plus bas ont été signalés pour les logements locatifs, entraînant des hausses de loyer qui, quoi qu'elles soient encourageantes pour les promoteurs et les métiers de la construction, laissent certaines personnes vulnérables dans des logements peu convenables ou peu sécuritaires. Le faible taux d'inoccupation laisse également les consommateurs avec un choix limité de logements et peut aussi accroître leur vulnérabilité.

2. Collectivités à forte croissance

Cette spectaculaire croissance économique a été accompagnée d'une croissance démographique explosive pour certaines collectivités. Les municipalités régionales de York et de Peel et, dans une moindre mesure, la municipalité régionale de Waterloo et la ville de Calgary, ont tous connu une forte croissance démographique.

La population canadienne a augmenté d'environ 1 pour 100 par année, mais la population de ces collectivités a augmenté à plus de quatre fois ce rythme. Autour de ces régions et d'autres régions à forte croissance, on note aussi de petites collectivités qui ont sans doute connu un taux de croissance plus considérable. Cette croissance est caractéristique d'une économie forte. Les résidents restent dans leur collectivité, alors que les migrants internes et les nouveaux immigrants sont attirés dans ces collectivités.

La croissance démographique appuie et stimule l'économie, mais elle peut aussi poser des défis⁶ d'une perspective sociale et environnementale. Une forte croissance est généralement accompagnée de pressions pour des locaux d'affaires et commerciaux, des logements, des réseaux d'aqueduc et d'égout, des routes, des services d'éducation, de santé et sociaux. Elle peut aussi entraîner le surpeuplement dans les écoles et des listes d'attente pour des services de base.

6. On peut trouver une analyse des enjeux et des défis de la croissance urbaine dans Bunting, T., et Fillion, P., éditeurs, *Canadian Cities in Transition*, Oxford University Press, Canada 2000, et dans Bourne, L., *Urban Canada in Transition to the Twenty-First Century: Trends, Issues and Visions*, pages 35-49.

L'expansion des services publics est souvent en retard sur la croissance parce que les budgets sont restreints. Lorsque les budgets sont établis par la province, la croissance démographique locale n'est pas toujours un facteur majeur dans le processus budgétaire. Même pour les budgets locaux, il existe des délais entre une hausse de la population et l'augmentation des recettes fiscales. Dans ces cas, les groupes de population dont les besoins en services ne sont pas bien établis sont confrontés à une lutte difficile pour obtenir des services. La planification et la construction de nouvelles installations exige un délai d'exécution important et peut donner lieu à des situations d'inégalité d'accès.

L'expansion physique des agglomérations urbaines entraîne aussi la nécessité d'améliorer les systèmes de transport. L'investissement dans les infrastructures de transport est habituellement en retard par rapport à la croissance démographique. Les pressions exercées sur les voies d'accès des automobiles peuvent nuire aux quartiers établis, créer des embouteillages et faire augmenter les niveaux de pollution. Le développement commercial ou résidentiel peut s'étendre jusque dans des terres qui conviendraient mieux à d'autres usages.

La croissance des collectivités satellites peut créer une demande et des problèmes de transport pour les villes-centres plus anciennes qui ont une forte concentration d'ânés ou de personnes à faible revenu. Les personnes et les familles qui ont une certaine mobilité sur le plan du travail vont là où se trouvent les occasions d'emploi à l'extérieur du centre-ville. Les résidents des banlieues ou des collectivités satellites ont des besoins différents de services qui sont souvent en concurrence avec ceux des quartiers plus anciens à faible revenu.

Ce sont quelques-uns des défis auxquels sont confrontés les gouvernements municipaux dans les régions à forte croissance. Même s'ils peuvent être considérés comme des défis attribuables à la croissance économique (qui est habituellement perçue comme un phénomène positif), il est parfois difficile de répondre rapidement et de manière efficace à la croissance démographique. La prestation de services sociaux et de santé appropriés et la mise en œuvre de logements à prix abordable pour les résidents actuels et nouveaux peuvent poser des problèmes.

3. Développement social

Améliorations

Certains des indicateurs de la dimension sociale ont pris un virage positif depuis la publication du premier rapport sur la qualité de vie (1999). Les indicateurs sociaux suivent généralement la tendance des changements économiques. Par exemple, il faut un certain temps avant que les nouvelles possibilités d'emploi soient reflétées dans les données sur le chômage. Au cours des années 1990, il y a eu un délai entre le début de la croissance économique et un changement dans les indicateurs sociaux. De plus, les améliorations sociales mentionnées dans le présent rapport ne correspondent pas à l'ampleur du changement économique ou ne compensent pas la détérioration sociale décrite dans le rapport sur la qualité de vie de 1999.

- Les possibilités d'emploi se sont améliorées dans la plupart des collectivités, mais pas toutes. Windsor et Burnaby ont connu une hausse nette du taux de chômage global, tandis qu'Ottawa, la Municipalité régionale de York et Hamilton ont connu une faible hausse du chômage chez les jeunes.
- Les salaires se sont améliorés marginalement et le chômage à long terme a diminué.
- Plusieurs indicateurs de la santé montrent des améliorations, dont une réduction des décès prématurés, de la mortalité infantile et des mères adolescentes.
- Le taux de pauvreté des familles a diminué dans la plupart des collectivités participantes. En partie parce que l'économie a procuré plus de possibilités d'emploi.

Secteurs problématiques

Les améliorations mentionnées dans le présent rapport n'ont eu qu'une incidence mineure sur les problèmes soulevés dans le premier rapport. Le premier rapport sur la qualité de vie (1999) indiquait un écart de revenu accru entre les familles à haut et à modeste revenu, et une baisse importante du pouvoir d'achat des familles à faible revenu. Le rapport soulignait également une concentration accrue de la pauvreté et des populations vulnérables (comme les familles monoparentales) dans les grands centres urbains. Le présent rapport indique des changements modestes et une plus grande variété des tendances.

- L'amélioration du taux de pauvreté indiquée dans ce rapport ne compense pas l'augmentation de la pauvreté qui s'est produite pendant la première moitié des années 1990⁷. Les hausses de revenu parmi les familles à faible revenu étaient de l'ordre de 2 à 6 pour 100, comparativement à des baisses de 10 à 30 pour 100 pendant les périodes précédentes (voir le tableau 2.3b).
- L'écart de revenu ne s'est pas rétréci. Les améliorations à la partie inférieure de l'échelle n'étaient souvent pas aussi importantes que celles au haut de l'échelle. Dans beaucoup de collectivités, les hausses réelles les plus faibles se trouvaient au milieu de l'échelle.
- Le premier rapport sur la qualité de vie indiquait que la pauvreté et le désavantage relatif (inégalité des revenus) étaient de plus en plus concentrés dans les grands centres urbains. Cette tendance n'a pas changé. Les hausses moyennes de revenus dans la portion de 30 pour 100 au bas de l'échelle des revenus étaient en général plus faibles dans les collectivités participantes que dans l'ensemble du Canada. La proportion de familles monoparentales demeure au-dessus de la moyenne canadienne dans la majorité des collectivités participantes, bien qu'il y ait eu certains changements au sein du groupe dans l'ensemble. (Voir le tableau 5.1)

Certaines tendances majeures se dégagent lorsqu'on combine les indicateurs de la qualité de vie.

Des collectivités comme Vancouver et Toronto combinent des niveaux de revenu moyens et inférieurs à la moyenne avec un coût de vie élevé. Or, ni l'une ni l'autre de ces villes n'obtient de bons résultats pour les indicateurs du niveau de vie. La population à modeste revenu de Toronto est particulièrement vulnérable (voir le tableau 2.1a). Même si le salaire horaire est assez élevé à Vancouver et à Toronto, le coût de la vie, principalement pour le logement, est également élevé. Ces villes ont un taux de criminalité plus élevé que la moyenne, ce qui nuit au sentiment de sécurité. Même si le système des indicateurs de la QDV ne mesure pas encore l'itinérance, Toronto et Vancouver signalent que l'itinérance représente un problème majeur.

Une tendance bien différente se dégage des villes de Winnipeg, Regina et Saskatoon et, dans une moindre mesure, Edmonton et Calgary (Windsor reflète également cette même tendance). Ces agglomérations de l'Ouest diffèrent de la plupart des autres collectivités dans plusieurs indicateurs non associés au revenu. Les tendances comportent certes des exceptions, mais en général la fréquence est plus élevée dans les Prairies pour les éléments suivants :

- mères adolescentes
- suicides
- mortalité infantile
- hospitalisations
- heures de travail perdues pour cause de maladie ou d'incapacité
- mortalité due aux blessures ou à l'empoisonnement
- taux de criminalité

Les données relatives au niveau d'instruction qui se trouvent au tableau 1.6 du présent rapport (données du Recensement de 1996) indiquent que ces villes ont également un taux plus élevé que la moyenne de décrocheurs au niveau secondaire, même si les données pour le niveau universitaire sont comparables à celles pour le reste du Canada.

Ces collectivités font face à un ensemble de préoccupations qui semblent être plus prédominantes dans cette région. Ces problèmes ne reflètent pas un plus grand nombre de ménages à faible revenu ou un taux de pauvreté plus élevé. En général, ces collectivités ont des salaires moyens et des taux d'emploi et de chômage raisonnables.

7. La tendance divergente du début des années 1990 — une diminution du chômage accompagnée d'une hausse de la pauvreté, même chez les personnes en âge de travailler — a été documentée par le Conseil national du bien-être social. 2001. Profil de la pauvreté 1998. Ottawa : Conseil national du bien-être social.

IV. Méthodologie et limites des données

1. Orientation sur la qualité de vie

Les indicateurs de la qualité de vie reflètent des dimensions importantes de la vie quotidienne à l'échelle de la collectivité. La confiance du public à l'endroit du leadership gouvernemental et institutionnel exige un certain lien avec la qualité de vie. Si les rapports indiquent que le PIB est élevé ou que les marchés explosent et que les citoyens ne constatent aucune amélioration correspondante dans leur qualité de vie, ils ne croiront plus en ces rapports. Les indicateurs de la qualité de vie transcendent les secteurs, les programmes et les politiques, incitant les décideurs à établir le lien entre ce que les rapports populaires indiquent et l'expérience des particuliers et des familles. L'approche de la qualité de vie mesure les résultats en fonction des « personnes », afin d'encourager une meilleure communication entre les gouvernements et les collectivités, une plus grande transparence des programmes et une plus grande imputabilité pour obtenir des résultats.

On a déjà essayé de mettre au point des indicateurs axés sur les personnes et les résultats. Au cours des années 1980, un projet de l'Organisation mondiale de la santé intitulé « Collectivités en santé » a encouragé les collectivités à recourir à la coopération pour améliorer les conditions de vie locales, et à partager leur expérience en élaborant des indicateurs. Peu de temps après, un intérêt croissant à l'endroit des questions environnementales a donné lieu au concept du « développement durable » et à l'élaboration d'indicateurs connexes. Au cours des années 1990, les chercheurs ont tenté de mettre au point un ensemble d'indicateurs qui pourraient être combinés en un indice composé qui remplacerait ou du moins compléterait l'indicateur du produit intérieur brut (PIB)⁸. Les Nations Unies publient chaque année le Rapport mondial sur le développement humain, qui compare les pays par rapport à un ensemble d'indicateurs de base combinant les aspects sociaux et économiques.

Le concept du Système de rapports sur la qualité de vie s'inspire des initiatives décrites précédemment. Des indicateurs uniques ont été ajoutés, comme la mesure du niveau de vie. L'aspect le plus important du Système de rapports sur la QDV est l'établissement d'une base pour appuyer le projet avec le temps. La faiblesse commune des autres projets d'indicateurs n'est pas la base conceptuelle, mais la capacité de recueillir et d'analyser des données et

de produire des rapports périodiques à leur sujet. Les données et les rapports peuvent ensuite être ajustés pour élaborer des plans d'action plus précis visant à améliorer la qualité de vie.

La clé du succès à long terme des rapports sur la qualité de vie repose dans leur utilisation au fil des années par des groupes ayant divers intérêts. Ce "baromètre national" augmente en valeur à mesure qu'on accumule les données de tendance.

Le concept de la qualité de vie prend de plus en plus racine au Canada. C'est un « concept d'intégration » qui englobe un large éventail de préoccupations concrètes, qu'il s'agisse de la vitalité des entreprises, des préoccupations environnementales ou de la cohésion sociale. Il peut également être appliqué à des populations précises, comme les aînés, les peuples autochtones, les femmes ou les personnes à modeste revenu.

2. Orientation sur les résultats

Essentiellement, le Système de rapports sur la QDV est axé sur la mesure des résultats. La mesure des résultats s'inscrit dans une stratégie du secteur public qui met l'accent sur l'imputabilité des politiques publiques et la transparence dans le fonctionnement des institutions publiques. Des analyses de pointe s'intéressent aux indicateurs de la qualité de vie, évaluant ce qui arrive aux gens à la suite de changements sociaux, économiques et environnementaux (et bien entendu de leur propre choix de mode de vie), et dans quelle mesure les politiques publiques contribuent à améliorer leur situation de vie. Cette approche contraste nettement avec les évaluations de programmes conventionnelles, qui cherchent généralement à mesurer la prestation d'avantages ou de services précis, sans égard à leurs effets.

8. Ce travail est coordonné par le Canadian Centre for Measurement of Living Standards, avec l'aide de DRHC et de Statistique Canada.

3. Sources d'information

Dans la mesure du possible, les données utilisées dans le présent rapport ont été obtenues auprès de sources nationales, comme Statistique Canada, ou d'institutions nationales spécialisées, comme le Centre canadien de la statistique juridique ou l'Institut canadien d'information sur la santé. Lorsque des séries de données spéciales ont été préparées, associant des indicateurs nationaux au territoire des collectivités, les notes des sources indiquent « totalisations spéciales », puisqu'il n'y a pas de source publiée. Le résultat est une puissante base de données pour suivre l'évolution de la qualité de vie, évaluer les résultats des politiques et rechercher les besoins changeants. L'information présentée dans ce rapport ne représente que la surface de la base de données.

4. Méthodologie

La mise sur pied d'un système détaillé de rapports sur la qualité de vie est complexe. Les équipes de recherche établies par la FCM, chacune ayant deux municipalités directrices, ont d'abord défini les catégories et les dimensions de l'information devant être recueillie. Cette information devait être :

- a) pertinente à l'échelle locale;
- b) disponible annuellement et comparable à l'échelle nationale; et
- c) facilement compréhensible.

Les équipes ont ensuite élaboré des documents de conception lorsque des indicateurs étaient requis et elles ont consulté leur collectivité au sujet des définitions et du contenu. Les consultations ont indiqué sans exception que les indicateurs devraient refléter les diverses dimensions de notre réalité quotidienne et mettre à profit les nombreuses recherches antérieures qui ont indiqué des relations cohérentes entre ces dimensions.

5. Limites

Il existe des limites quant au type et à la qualité de l'information disponible de source nationale.

- Plusieurs enquêtes utilisent des échantillons trop petits pour fournir des données locales fiables, en particulier pour les sous-échantillons de population comme les jeunes ou les familles monoparentales. Lorsque la mention « 0,0 » figure

dans les tableaux, c'est habituellement parce que l'échantillon du sondage est trop petit (moins de 15 répondants) pour que les chiffres soient considérés valides sur le plan statistique. Dans ces cas, les ordinateurs de Statistique Canada sont programmés de manière à éliminer la réponse et à indiquer la mention « 0,0 ».

- Dans certains cas, l'information n'est pas recueillie ou n'est pas coordonnée à l'échelle nationale. Les municipalités participantes au Système de rapports sur la QDV ont recueilli certaines informations elles-mêmes à l'aide d'une approche consensuelle pour définir les indicateurs. Ces indicateurs sont préliminaires à l'étape actuelle, mais ils peuvent être développés davantage ultérieurement.
- Certaines données, notamment celles relatives à la population, proviennent du recensement national, lequel est réalisé tous les cinq ans. Certaines données ne peuvent donc être actualisées aussi souvent que d'autres. Toutefois, Statistique Canada offre des estimations entre les recensements ainsi que des améliorations postcensitaires aux données du recensement. Lorsque celles-ci étaient disponibles, elles sont indiquées. Lorsque des données démographiques annuelles sont requises pour certains tableaux de ce rapport, des estimations de population interrecensement sont utilisées au lieu des données démographiques du recensement. Toutefois, afin de préserver la cohérence des données, ces données sont également utilisées pour toutes les années de recensement dans ces circonstances.

V. Les indicateurs de la QDV, les conclusions et les données

1. Indices de capital humain

Définition :

Il s'agit d'un profil des caractéristiques de la population, de la croissance démographique, des niveaux de scolarité, des niveaux d'alphabétisation, de la diversité culturelle, de l'immigration, de la migration et de la structure par âge de la population. Cet indicateur permet de suivre les changements démographiques à long terme.

Que nous révèlent ces données?

Les données démographiques fournissent de l'information importante au sujet des collectivités, dont une appréciation du capital humain. Les niveaux de scolarité et la structure par âge sont des indicateurs importants de la viabilité économique à long terme de la collectivité. Ces indicateurs peuvent également signaler des problèmes ou des défis éventuels (par exemple, lorsque plus de gens prennent leur retraite qu'il n'y a de jeunes travailleurs pour les remplacer). Les tendances démographiques indiquent également l'évolution des besoins en services (par exemple, une hausse du nombre d'aînés). Les tendances au niveau de l'immigration et de la migration interne peuvent entraîner des changements dans la composition des groupes d'âges, la distribution des niveaux d'instruction, la diversité des compétences ou la composition culturelle de la collectivité. Ces changements peuvent être accompagnés par une croissance ou une diminution de la population.

Population et croissance démographique (tableaux 1.1 et 1.2)

Les tableaux 1.1 et 1.2 indiquent que la population canadienne a augmenté à un rythme d'environ 1 pour 100 par année au cours de la dernière décennie. Ce taux de croissance est appréciablement plus faible que pendant les années du « baby boom » au milieu du siècle. Dans l'ensemble, la population ne fait que se reproduire à un

ratio de un pour un, alors que la croissance est attribuable en grande partie à l'immigration. Une économie en expansion entraîne des besoins de main-d'oeuvre et de consommation et, dans le contexte d'une croissance naturelle lente, l'immigration joue un rôle important. Les données indiquent que le Canada produit actuellement suffisamment d'enfants pour remplacer les travailleurs en place. Toutefois, il y aura probablement une pénurie de main-d'œuvre dans environ une décennie, lorsqu'un plus grand nombre de travailleurs quitteront sans doute la population active.

Certaines collectivités connaissent une croissance rapide — York, Peel, Burnaby et Calgary croissent à un taux trois ou quatre fois plus élevé que le taux national. D'autres croissent plus lentement ou sont même en train de diminuer marginalement. En général, les collectivités à forte croissance connaissent une expansion économique, de sorte que les tendances indiquent des possibilités économiques positives. Les villes de York, Peel et Calgary affichent un excellent rendement sur l'indice des revenus (tableau 2.2a et b), ce qui indique que les revenus relatifs dans ces collectivités sont élevés et en croissance. De façon surprenante, Burnaby et Vancouver ont connu une croissance très rapide, tout en affichant encore des faiblesses sur l'indice des revenus. Il y a sans doute des attributs de la qualité de vie à Burnaby et Vancouver qui attirent et retiennent les gens malgré des revenus relativement faibles. Le climat et la beauté naturelle peuvent être des facteurs influents, mais il y en a d'autres, comme une activité économique plus informelle.

Migration (tableaux 1.3 et 1.4)

Les tableaux 1.3 et 1.4 illustrent les effets nets de la migration vers l'intérieur et vers l'extérieur des collectivités participantes. Les collectivités sont touchées non seulement par le changement de la population attribuable à la migration nette, mais également par le nombre de personnes qui se déplacent dans chaque sens. La croissance à York, Peel et Calgary est évidente. Toronto et Vancouver sont des régions d'accueil majeures, mais elles perdent en même temps une part de leur population au profit des collectivités en périphérie.

Éducation (Tableau 1.6)

Le tableau 1.6 montre les données du recensement de 1996 relativement aux niveaux d'instruction de la population adulte. En incluant la catégorie d'âge de 25 à 34 ans, on peut constater les changements qui se produisent au sein de la jeune génération. Ce groupe reflète un niveau de scolarité plus élevé et un niveau d'analphabétisme plus bas ⁹. L'enseignement universitaire augmente, mais la formation professionnelle dans la plupart des collectivités participantes diminue dans le groupe des jeunes. Cette diminution peut signaler des pénuries dans les métiers à mesure que la génération plus vieille quittera le marché du travail.

9. Même si cet indicateur comporte des limites, le Système de rapports sur la QDV utilise une "scolarité inférieure à la 9e année" comme indice de l'analphabétisme.

Indices de capital humain : Tranches d'âge

Tableau 1.1 : Population totale par sexe et tranche d'âge, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
<i>Les deux sexes</i>	30 246 891	360 117	757 663	2 509 400	663 494	948 496	490 201	432 030	339 039	362 907
Moins de 15 (%)	19,7	19,4	19,2	19,2	21,4	22,2	19,6	21,2	19,9	20,5
15 - 24 ans	13,5	13,2	13,1	12,2	14,1	14,0	12,9	14,0	13,6	12,5
25 - 44 ans	32,3	35,5	34,1	35,5	32,8	35,4	31,6	33,3	32,9	32,1
45 - 64 ans	22,2	21,6	22,4	21,3	23,1	21,1	21,8	20,7	21,0	23,5
65 - 74 ans	7,0	5,7	6,2	7,6	5,3	4,6	8,0	6,2	7,0	6,9
75 ans et plus	5,3	4,6	5,1	4,7	3,3	2,7	6,1	4,6	5,6	4,5
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
<i>Les deux sexes</i>	30 246 891	165 393	206 537	627 320	186 617	204 116	841 505	646 466	194,650	551 831
Moins de 15 (%)	19,7	18,5	18,4	19,5	21,0	21,4	20,1	19,5	16,0	13,5
15 - 24 ans	13,5	14,7	14,0	13,4	15,0	15,4	13,9	14,7	14,0	13,0
25 - 44 ans	32,3	31,1	32,5	32,0	32,2	33,0	37,2	34,6	35,2	39,2
45 - 64 ans	22,2	23,3	20,8	21,2	19,8	18,7	19,9	20,0	21,9	21,8
65 - 74 ans	7,0	7,6	8,0	7,2	6,3	6,0	5,3	6,5	7,0	6,7
75 ans et plus	5,3	4,8	6,3	6,7	5,7	5,5	3,6	4,7	5,9	5,8

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, tabulations spéciales.

Calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de capital humain : Croissance de la population

Tableau 1.2 : Croissance de la population pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Population, 1998	30 246 891	360 117	757 663	2 509 400	663 494	948 496	490 201	432 030	339 039	362 907
Population, 1996	29 671 892	352 153	742 969	2 462 510	611 659	881 794	481 531	418 334	335 664	350 180
Population, 1991	28 030 864	337 085	701 129	2 349 931	522 322	758 476	465 823	390 460	322 264	323 164
% de croissance de la population 1996-'98	1,94	2,26	1,98	1,90	8,47	7,56	1,80	3,27	1,01	3,63
% de croissance de la population 1996-'98	7,91	6,83	8,06	6,79	27,03	25,05	5,23	10,65	5,21	12,30
% de croissance de la population 1996-'98	5,85	4,47	5,97	4,79	17,10	16,26	3,37	7,14	4,16	8,36
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Population, 1998	30 246 891	165 393	206 537	627 320	186 617	204 116	841 505	646 466	194 650	551 831
Population, 1996	29 671 892	168 678	204 167	629 637	186 581	200 358	790 822	633 068	187 324	538 231
Population, 1991	28 030 864	166 394	197 646	625 184	182 236	189 252	722 736	626 940	163 440	485 617
% de croissance de la population 1996-'98	1,94	-1,95	1,16	-0,37	0,02	1,88	6,41	2,12	3,91	2,53
% de croissance de la population 1996-'98	7,91	-0,60	4,50	0,34	2,40	7,85	16,43	3,11	19,10	13,64
% de croissance de la population 1996-'98	5,85	1,37	3,30	0,71	2,38	5,87	9,42	0,98	14,61	10,83

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, tabulations spéciales basées sur les estimations postcensitaires de 1998 (qui incluent des ajustements pour le sous-dénombrement du recensement).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de capital humain : Migration nette* - internationale, inter-provinciale et à l'intérieur d'une province

Tableau 1.3 : Mesures de migration nette pour des municipalités régionales et villes choisies migrants nets, 1998-1999

	À l'intérieur d'une province – Hommes	À l'intérieur d'une province – Femmes	Inter-provinciale – Hommes	Inter-provinciale – Femmes	Internationale – Hommes	Internationale – Femmes
Municipalité régionale de Halifax	229	193	71	277	584	534
Ottawa	351	136	2229	2221	1956	1930
Toronto	-23675	-24458	2630	2211	24108	24284
Municipalité régionale de York	10721	10551	381	372	1978	2173
Municipalité régionale de Peel	2452	2628	1379	1131	5778	5990
Hamilton	-97	-186	281	200	1288	1270
Municipalité régionale de Waterloo	1028	837	501	397	1117	1087
London	118	45	45	50	576	594
Municipalité régionale de Halton	1248	1698	390	422	272	321
Sudbury†	-1247	-1137	-235	-185	-58	-61
Windsor	803	594	272	168	982	941
Winnipeg	86	11	-854	-993	899	937
Regina	227	289	-595	-599	248	273
Saskatoon	507	451	-684	-770	345	319
Calgary	-218	-59	6412	5176	2591	2936
Edmonton	547	476	2953	2125	927	1135
Vancouver (comp. Burnaby)	-1549	-2098	-2835	-2228	14425	15897

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales.

*Note : Migration nette signifie nombre de migrants qui arrivent moins nombre de migrants qui partent.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de capital humain : Migration nette* - internationale, inter-provinciale et à l'intérieur d'une province

Tableau 1.4 : Mesures de migration nette pour des municipalités régionales et villes choisies, 1994-1999

	À l'intérieur d'une province – Hommes	À l'intérieur d'une province – Femmes	Inter-provinciale – Hommes	Inter-provinciale – Femmes	Internationale – Hommes	Internationale – Femmes
Municipalité régionale de Halifax	359	659	-1808	-435	5254	4809
Ottawa	-1987	-2756	2136	2500	11544	13349
Toronto	-100886	-102540	5130	4262	133620	139559
Municipalité régionale de York	33716	33534	1157	1065	16366	18049
Municipalité régionale de Peel	14459	13689	3162	2881	35809	37759
Hamilton	76	-269	501	388	7049	7203
Municipalité régionale de Waterloo	3788	3469	1418	1161	6711	6885
London	16	-43	-641	-546	4396	4329
Municipalité régionale de Halton	6608	7845	1434	1460	2134	2599
Sudbury†	-3249	-3532	-939	-824	23	29
Windsor	3124	2019	846	598	5711	5534
Winnipeg	-1685	-1379	-8395	-8618	3999	4482
Regina	692	840	-3441	-3454	1006	1077
Saskatoon	2387	1882	-2807	-2657	1356	1440
Calgary	3331	3068	28185	24010	11726	13498
Edmonton	-2671	-2102	7069	4440	5624	7190
Vancouver (comp. Burnaby)	-19708	-21450	14561	14502	87264	97199

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales.

*Note : Migration nette signifie nombre de migrants qui arrivent moins nombre de migrants qui partent.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de capital humain : Divers

Tableau 1.5 : Caractéristiques de la population à partir du Recensement 1996 pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Minorités visibles (%)	11,2	6,6	20,5	37,0	24,2	31,2	9,0	8,5	8,9	6,5
Nés à l'étranger (%)	17,4	7,0	15,0	47,6	35,8	40,0	24,6	21,1	20,9	21,8
Taux de remplacement de la main-d'œuvre*	0,97	0,9	0,91	0,85	1,06	1,04	0,99	1,05	0,98	1,5
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Minorités visibles (%)	11,2	1,7	12,7	11,9	5,7	5,8	16,5	18,1	39,4	44,8
Nés à l'étranger (%)	17,4	7,2	23,7	17,7	8,3	8,2	21,7	22,5	41,8	44,9
Taux de remplacement de la main-d'œuvre*	0,97	1,4	0,92	0,97	1,06	1,07	0,96	0,97	0,74	0,61

Source : Statistique Canada, recensement de 1996.

*Note : Taux de remplacement de la main d'oeuvre est le rapport entre la population âgée de 0-15 ans (nouveaux venus) et la population âgée de 50-64 (partants).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de capital humains : Divers

Tableau 1.6 : Caractéristiques de l'éducation de la population (Recensement 1996) pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Total Pop/Pop 25-34 ans										
Inférieur à la 9 ^e année d'études (mesure d'alphabétisation)	12,1/3,3	6,7/1,7	6,1/1,5	12,2/3,4	8,8/1,0	8,0/2,1	11,5/2,1	10,7/3,0	6,9/1,5	3,7/1
Certificat de classes 9 - 13	22,7/15,6	22,6/13,0	16,7/8,4	20,1/13,1	19,6/11,0	21,4/14,2	25,0/14,8	24,4/16,6	21,7/11,8	9,6/10,1
Certificat du Secondaire	14,3/14,3	9,8/9,4	13,4/11,7	12,8/12,7	13,6/12,4	15,5/15,3	14,3/16,0	14,6/15,2	15,1/14,4	17,3/12,8
Certificat d'une école de métiers	3,7/3,3	3,2/2,6	2,4/1,5	2,6/1,9	3,2/2,3	3,3/3,5	2,6/2,4	3,4/2,3	3,4/2,3	12,9/2,3
Autres non-universitaire	24,2/32,8	24,7/31,1	22,8/29,2	20,5/26,4	24,0/33,1	25,6/33,5	25,6/36,9	24,9/33,8	25,8/35,2	24,6/35,4
Universités, sans diplôme	9,7/11,0	14,2/15,8	12,8/13,1	11,3/12,4	11,1/10,7	10,7/11,2	8,0/9,1	8,7/8,8	10,1/11,1	17,8/10,7
Universités, diplômés	13,3/19,8	18,7/26,3	25,8/34,7	20,5/30,2	19,7/29,5	15,4/11,2	11,6/18,9	13,4/20,3	17,0/23,7	26,8/27,7

Source : Statistique Canada, Recensement de 1996.

Indices de capital humains : Divers

Tableau 1.6 (suite) : Caractéristiques de l'éducation de la population (Recensement 1996) pour le Canada et des municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Total Pop/Pop 25-34 ans										
Inférieur à la 9 ^e année d'études (mesure d'alphabétisation)	12,1/3,3	1,5/1	10,7/1,8	9,1/2,2	7,8/1,8	7,9/1,9	5,5/1,8	7,9/2,4	7,7/1,4	10,4/2,8
Certificat de classes 9 - 13	22,7/15,6	10,9/14,2	23,7/13,8	26,0/17,6	25,6/17,6	23,8/17,2	21,5/14,4	23,9/16,7	20,8/10,9	17,4/10,0
Certificat du Secondaire	14,3/14,3	19,2/13,8	16,0/16,3	11,6/12,6	12,0/11,4	10,5/10,7	11,4/11,3	11,3/11,4	12,9/11,5	10,5/8,8
Certificat d'une école de métiers	3,7/3,3	12,4/2,8	3,0/2,1	3,1/2,4	2,8/1,4	2,7/1,7	2,9/2,0	3,2/2,3	2,8/2,1	1,9/1,5
Autres non-universitaire	24,2/32,8	31,6/45	23,5/32,2	21,6/27,3	20,6/26,2	23,1/29,6	27,2/32,6	27,0/35,1	26,2/33,9	22,3/27,3
Universités, sans diplôme	9,7/11,0	24,6/8,8	10,6/13,4	13,5/16,3	16,3/21,0	15,5/16,0	12,8/13,5	11,0/11,8	13,2/15,3	13,9/14,6
Universités, diplômés	13,3/19,8	27/14,4	12,5/20,5	15,1/21,6	14,8/20,6	16,6/22,8	18,7/24,2	15,6/20,4	16,3/24,9	23,6/34,9

Source : Statistique Canada, Recensement de 1996.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

2. Indices de niveau de vie (INV et INV 2)

Définition :

Le niveau de vie est le ratio des niveaux de revenus par rapport au coût de la vie dans la localité. L'indicateur comporte des indices distincts pour les coûts relatifs et les revenus relatifs.

Ces indices ont été préparés spécialement pour le Système de rapports sur la QDV et on ne les trouve pas dans d'autres sources. Les indices de niveau de vie (INV) comparent les niveaux de revenu actuels de l'ensemble de la population de la collectivité (INV 1) et de la moitié de la population dont le revenu est inférieur au point médian, la population à modeste revenu (INV 2), avec le coût de vie type qui s'applique à ces populations dans la collectivité. Un INV plus élevé signifie que les revenus moyens sont relativement plus élevés que le coût de vie moyen. C'est un indice raffiné du niveau de vie financier réel de la collectivité, par rapport à la moyenne de l'ensemble des collectivités participantes. Les données des composantes de ces indices offrent également une perspective utile de la répartition des revenus au sein de la collectivité et de la provenance de ces revenus.

Pour plus de précisions sur la façon dont les INV sont calculés, voir l'annexe 4.

Que nous révèlent ces données?

Pour avoir une idée claire du niveau de vie d'une collectivité, il faut connaître les niveaux de revenu et le coût de la vie. Puisque ces mesures sont tellement importantes dans les comparaisons avec des collectivités semblables, les INV sont conçus de façon à indiquer comment chaque collectivité participante se classe relativement à la moyenne de toutes les collectivités. C'est une excellente mesure de la santé de l'économie locale, en particulier si l'INV augmente chaque année. La méthodologie de la QDV permet également de calculer un INV pour des sous-groupes de la population, comme les femmes, les aînés ou les jeunes. Nous avons choisi la moitié de la population qui se situe en bas du revenu médian comme sous-groupe — la population ayant un revenu modeste — pour mettre en lumière les changements qui touchent le regroupement le plus

large possible de la population relativement moins affluente. Lorsque les possibilités de gagner un revenu sont déséquilibrées ou lorsque les coûts augmentent rapidement en réponse à une forte croissance économique, l'INV 2 peut différer de l'INV 1.

Niveau de vie (tableaux 2.1a, b, et 2.2a, b)

Les plus récentes données indiquent des changements modestes dans l'INV (tableaux 2.1a et 2.1b). On note une baisse dans les chiffres pour Vancouver, de 0,90 à 0,80 pour l'INV 1 et de 0,87 à 0,70 pour l'INV 2. Il se trouve que les revenus à Vancouver diminuaient pendant cette période, alors que le Canada et la plupart des collectivités participantes ont connu des hausses de revenus. La médiane de la population à modeste revenu de Halton était de 43 500 \$ en 1998, comparativement à la mesure canadienne de 27 200 \$¹⁰. La médiane de l'ensemble des revenus familiaux à Halton était de 72 800 \$, tandis que la médiane canadienne était de 47 600 \$. Cela signifie qu'une personne considérée pauvre d'après les normes canadiennes est relativement en bas de la norme communautaire globale à Halton.

Tendances dans l'évolution des revenus familiaux (Tableaux 2.3 et 2.4)

Les données indiquent une hausse nette des revenus à tous les niveaux de revenus sur une base nationale, même après avoir tenu compte des hausses de coûts (voir le tableau 2.4). Les gains dans le revenu courant (avant l'ajustement pour l'inflation) ont été importants chez les personnes à modeste revenu. Les personnes qui se situaient dans le 10^e percentile de revenu ont bénéficié d'une hausse de 10 pour 100 en moyenne. Parmi la population à revenu médian, la hausse était de 6,5 pour 100 et, au 80^e percentile, elle se situait à 6,97 pour 100. Pendant cette période, l'inflation était d'environ 2,7 pour 100.

Toutefois, cette hausse n'était pas répartie de façon uniforme à l'échelle du pays. La hausse moyenne nationale était de 10 pour 100 au bas de l'échelle, mais les collectivités participantes (moyenne pondérée en fonction de la population) ont connu une hausse de 6,6 pour 100. Puisque les collectivités participantes représentent plus du tiers de la population du Canada, on peut déduire que le reste de la population aurait dû bénéficier d'une

10. La médiane de la population à modeste revenu correspond au 25^e percentile du revenu de la population. Les revenus en dollars ne sont pas indiqués dans les tableaux, mais ils proviennent des totalisations spéciales préparées par la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada.

hausse de près de 12 pour 100 pour en arriver à cette moyenne. Cet écart mérite un examen plus approfondi¹¹. En outre, le tableau 2.3a montre que les hausses dans le 10e percentile de la catégorie des revenus variaient entre moins 6,36 pour 100 à Burnaby et plus 15,09 pour 100 à Calgary. Au 25^e percentile (la médiane de la population à modeste revenu), les hausses couvraient un écart semblable, mais la moyenne des collectivités participantes (7,17 pour 100) était plus près de la moyenne canadienne de 7,24 pour 100.

Même si l'expérience varie considérablement d'une collectivité à une autre, les mesures indiquent que l'écart entre les riches et les pauvres ne s'est pas rétréci dans les collectivités participantes, même si l'écart s'est rétréci à l'échelle nationale. Pour les groupes à plus faibles revenus, les plus grands gains semblent avoir été réalisés dans les collectivités des Prairies et les municipalités régionales de York et de Peel. Les villes de Calgary et Edmonton étaient les seules collectivités participantes à afficher des gains au-dessus de la moyenne nationale pour les familles à faible revenu.

Transports publics : coût en pourcentage du salaire minimum (Tableaux 2.5a, b)

Le tableau 2.4 indique le coût du tarif adulte ordinaire pour un aller simple pour le transport public dans chaque collectivité et le tarif en pourcentage du salaire minimum. Ces coûts sont généralement de l'ordre de 20 à 30 pour 100, le plus bas étant à Regina, Burnaby et Vancouver, et le plus élevé à Ottawa-Carleton. Cette mesure est importante parce qu'un service de transport public abordable offre aux familles à modeste revenu un plus grand choix d'établissement.

Transferts de revenus gouvernementaux par source (Tableaux 2.6a, b)

Les tableaux 2.6a et b montrent que les transferts de revenus gouvernementaux poursuivent leur tendance à la baisse en proportion du revenu communautaire total. De 18,6 pour 100 en 1992, il a diminué à 13,9 pour 100 en 1996 et à 12,8 pour 100 en 1998.

Halton, York, Peel et Calgary sont au bas de l'échelle à 6 ou 7 pour 100, tandis que Sudbury et Hamilton sont au haut de l'échelle à 14 ou 15 pour 100. Hamilton a une forte proportion de personnes âgées (voir les indices de capital humain) et reçoit des montants au-dessus de la moyenne en pensions de vieillesse et du Régime de pensions du Canada, ainsi qu'en prestations d'aide sociale. Sudbury a une population dont l'âge se rapproche davantage de la moyenne, mais reçoit des montants au-dessus de la moyenne du Régime de pensions du Canada (qui comprend des prestations d'invalidité), en indemnités des accidents du travail et en prestations d'aide sociale. Même si le rapport sur la QDV de 1999 indique que la pauvreté devient peut-être plus concentrée dans les grandes agglomérations urbaines, et les tendances mentionnées dans le présent rapport appuient cette observation, des montants inférieurs à la moyenne de transferts gouvernementaux sont dirigés vers ces collectivités.

Une tendance connexe mentionnée dans le rapport de 1999 figure également dans le présent rapport, en ce sens que, relativement au reste du Canada, les grandes collectivités urbaines du Canada reçoivent moins d'aide en transferts gouvernementaux. En 1998, la proportion moyenne des revenus communautaires provenant de sources gouvernementales dans les collectivités participantes était de seulement 82,1 pour 100 de la moyenne reçue dans l'ensemble du Canada, en baisse comparativement à 82,7 pour 100 en 1996 et à 87,6 pour 100 en 1992¹².

11. Lorsque nous avons constaté la divergence, nous avons demandé aux responsables de Statistique Canada de confirmer que les chiffres fournis étaient exacts, ce qu'ils ont fait.

12. Les données de 1996 et 1992 sont présentées dans le rapport 1999, à la page 21. Pour 1998, le pourcentage moyen des revenus communautaires provenant de sources gouvernementales dans les collectivités participantes (moyenne nominale) était de 10,5 pour 100. Le pourcentage canadien correspondant était de 12,8 pour 100.

Indices de niveau de vie : INV1 et INV2

Tableau 2.1a : Indices de niveau de vie pour des municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton*
INV1**1998	1,06	1,26	0,84	1,27	1,11	1,12	1,19	1,10	1,37
INV1** 1996	1,06	1,26	0,86	1,26	1,10	1,10	1,17	1,09	1,36
INV1** 1992	1,08	1,32	1,01	1,30	1,15	1,11	1,14	1,11	ND
INV2*** 1998	1,07	1,19	0,74	1,18	1,05	1,12	1,23	1,09	1,44
INV2*** 1996	1,10	1,21	0,85	1,19	1,04	1,16	1,23	1,11	1,48
INV2*** 1992	1,14	1,32	0,94	1,28	1,12	1,15	1,19	1,15	ND

Sources : Chiffage des prix locaux de la FCM, données régionales et administratives de Statistique Canada (tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Certaines données sur la municipalité régionale de Halton et la ville du Grand Sudbury ne sont pas disponibles car ces villes ont participé au projet après la collecte ou l'acquisition des données.

**Note : INV 1 est calculé selon le revenu médian de la population totale. Plus la valeur est grande, plus élevé est le niveau de vie du centre urbain.

***Note : INV 2 exprime la même valeur pour la population à revenu modeste (la moitié de la population en-dessous de la médiane).



Indices de niveau de vie : INV1 et INV2

Tableau 2.1b : Indices de niveau de vie pour des municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Sudbury*†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
INV1** 1998	1,03	1,21	1,09	1,20	1,13	1,22	1,14	0,88	0,80
INV1** 1996	1,11	1,20	1,09	1,22	1,13	1,19	1,13	0,90	0,84
INV1** 1992	ND	1,00	1,09	1,19	1,12	1,18	1,17	1,01	0,87
INV2*** 1998	1,06	1,16	1,17	1,23	1,14	1,22	1,14	0,79	0,70
INV2*** 1996	1,12	1,18	1,18	1,26	1,15	1,19	1,13	0,87	0,76
INV2*** 1992	ND	1,10	1,16	1,24	1,12	1,18	1,15	0,99	0,79

Sources : Chiffage des prix locaux de la FCM, données régionales et administratives de Statistique Canada (tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Certaines données sur la municipalité régionale de Halton et la ville du Grand Sudbury ne sont pas disponibles car ces villes ont participé au projet après la collecte ou l'acquisition des données.

**Note : INV 1 est calculé selon le revenu médian de la population totale. Plus la valeur est grande, plus élevé est le niveau de vie du centre urbain.

***Note : INV 2 exprime la même valeur pour la population à revenu modeste (la moitié de la population en-dessous de la médiane).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de niveau de vie : INV 1 et INV 2

Tableau 2.2a : Indices du coût de la vie et du revenu utilisés pour calculer les INV, pour des municipalités régionales et villes choisies, 1996 et 1998

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
COÛT 1 1998	0,99	1,02	1,09	1,05	1,07	0,98	1,00	1,00	1,12
COÛT 1 1996	0,99	1,02	0,99	1,05	1,07	0,98	1,00	1,00	1,10
REVENU 1 1998	1,04	1,28	0,92	1,33	1,19	1,10	1,19	1,10	1,53
REVENU 1 1996	1,05	1,28	0,85	1,32	1,18	1,1	1,17	1,09	1,50
COÛT 2 1998	0,98	1,02	1,15	1,06	1,10	0,97	1,01	0,99	1,11
COÛT 2 1996	0,98	1,02	1,07	1,05	1,09	0,97	1,01	0,99	1,09
REVENU 2 1998	1,05	1,21	0,85	1,25	1,15	1,09	1,24	1,08	1,60
REVENU 2 1996	1,08	1,23	0,91	1,25	1,14	1,13	1,24	1,11	1,61

Sources : Chiffage des prix locaux de la FCM, données régionales et administratives de Statistique Canada (tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.



Indices de niveau de vie : INV 1 et INV 2

Tableau 2.2b : Indices du coût de la vie et du revenu utilisés pour calculer les INV, pour des municipalités régionales et villes choisies, 1996 et 1998

	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
COÛT 1 1998	1,05	1,02	0,95	0,94	0,91	0,98	0,89	1,01	1,08
COÛT 1 1996	1,03	1,02	0,93	0,93	0,91	0,97	0,89	1,03	1,10
REVENU 1 1998	1,08	1,23	1,03	1,13	1,03	1,20	1,02	0,89	0,86
REVENU 1 1996	1,15	1,22	1,02	1,13	1,03	1,15	1,00	0,95	0,92
COÛT 2 1998	1,03	1,01	0,93	0,92	0,90	0,98	0,89	1,02	1,10
COÛT 2 1996	1,01	1,01	0,92	0,91	0,99	0,96	0,89	1,03	1,11
REVENU 2 1998	1,09	1,17	1,09	1,13	1,02	1,20	1,02	0,80	0,77
REVENU 2 1996	1,13	1,19	1,09	1,15	1,03	1,15	1,00	0,90	0,84

Sources : Chiffage des prix locaux de la FCM, données régionales et administratives de Statistique Canada (tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de niveau de vie : Tendances des revenus familiaux

Tableau 2.3 : Percentiles de revenu familial (revenu total de toutes sources), changements en pourcentage 1992-1996 et 1996-1998, municipalités régionales et villes choisies, valeur en dollars courants

% d'évolution	10%_ile	20%_ile	25%_ile	30%_ile	40%_ile	50%_ile	60%_ile	70%_ile	75%_ile	80%_ile	90%_ile
Halifax 1996-1998	5,56	5,24	5,54	4,79	4,57	5,10	5,97	6,33	6,83	7,01	7,91
1992-1996	-11,10	-7,00	-5,90	-3,50	-0,80	1,30	2,20	3,20	3,70	4,80	6,30
Ottawa 1996-1998	5,73	7,45	6,45	6,61	6,17	6,10	6,30	6,97	7,41	7,79	8,77
1992-1996	-21,00	-14,50	-10,30	-7,40	-3,40	-1,40	0,10	1,60	2,30	3,20	5,40
Toronto 1996-1998	4,30	7,70	8,00	8,10	6,30	6,80	6,90	6,60	7,20	7,50	9,00
1992-1996	-23,60	-12,60	-9,60	-6,80	-3,90	-1,50	0,90	2,60	3,40	4,10	6,10
York 1996-1998	9,03	8,46	7,28	7,59	7,52	7,63	7,65	8,12	8,41	8,70	10,49
1992-1996	-30,60	-13,10	-9,20	-6,80	-2,70	ND	2,30	3,70	4,50	5,20	7,00
Peel 1996-1998	8,82	10,17	8,71	8,38	7,67	7,37	7,12	7,52	7,78	8,11	9,57
1992-1996	-29,40	-13,60	-8,70	-6,60	-3,00	-0,80	1,40	2,90	3,60	4,50	6,30
Hamilton 1996-1998	1,84	4,08	4,23	4,97	5,19	5,88	6,16	6,73	7,14	7,65	8,10
1992-1996	-12,90	-2,90	-1,10	ND	2,30	4,00	5,40	6,50	7,10	7,60	8,50
Waterloo 1996-1998	7,95	7,38	7,35	7,58	7,22	7,60	7,50	7,61	7,96	8,27	9,06
1992-1996	-9,70	0,40	1,60	3,20	5,50	6,30	7,20	8,20	8,40	8,90	9,70
London 1996-1998	3,87	6,78	6,12	5,97	6,20	6,94	7,39	7,29	7,35	7,56	8,02
1992-1996	-18,10	-7,60	-5,40	-2,80	ND	1,70	2,80	3,80	4,50	4,90	6,10
Halton 1996-1998	8,10	7,80	7,10	7,80	8,10	8,30	9,20	9,90	10,50	11,10	13,50
1992-1996	6,69	-0,29	1,75	2,68	4,60	5,49	6,52	7,88	8,38	9,61	12,55
Sudbury† 1996-1998	1,90	2,40	2,10	2,10	2,20	2,20	0,80	0,80	1,00	1,20	1,90
1992-1996	-14,05	-3,49	-1,36	1,21	-0,96	0,40	3,93	5,46	5,74	5,90	6,73
Windsor 1996-1998	5,03	5,88	5,98	6,36	6,98	6,57	6,60	6,64	6,95	7,22	8,03
1992-1996	-10,10	3,20	5,60	7,50	9,90	12,10	13,00	13,80	14,20	15,00	16,10
Winnipeg 1996-1998	9,33	8,05	8,03	7,40	7,59	7,22	7,26	7,32	7,33	7,23	7,80
1992-1996	-8,70	-0,80	ND	1,00	1,60	2,90	3,50	4,10	4,60	5,20	6,60

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calcul de l'Advocate Institute.

À noter : La moyenne pondérée de la population tient compte de la population dans chaque collectivité de sorte que Toronto, qui a une population importante, influencera la moyenne davantage que Régina, qui a une population plus faible.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de niveau de vie : Tendances des revenus familiaux

Tableau 2.3 (suite) : Percentiles de revenu familial (revenu total de toutes sources), changements en pourcentage 1992-1996 et 1996-1998, municipalités régionales et villes choisies, valeur en dollars courants

% d'évolution	10%_ile	20%_ile	25%_ile	30%_ile	40%_ile	50%_ile	60%_ile	70%_ile	75%_ile	80%_ile	90%_ile
Régina 1996-1998	7,74	5,67	5,88	5,72	5,74	6,35	6,55	7,23	7,21	7,47	7,84
1992-1996	-3,90	0,40	0,30	1,80	3,50	4,10	5,50	6,00	6,40	6,90	8,20
Saskatoon 1996-1998	8,03	6,82	6,95	6,33	6,04	6,49	6,19	6,51	6,70	6,63	7,72
1992-1996	-5,10	ND	0,80	2,00	3,50	4,50	6,00	7,10	7,80	8,30	9,50
Calgary 1996-1998	14,09	12,55	12,37	11,64	11,11	10,68	10,71	10,70	10,96	11,20	13,07
1992-1996	-10,70	-1,20	-0,30	0,60	2,40	3,40	4,60	6,00	6,80	7,80	10,20
Edmonton 1996-1998	11,54	10,70	10,36	10,80	9,62	8,52	8,65	8,54	8,68	8,96	9,85
1992-1996	-16,90	-3,70	-4,00	-3,80	-2,70	-1,10	-0,20	0,80	1,30	1,70	2,80
Burnaby 1996-1998	-6,36	-3,16	-3,54	-3,03	-2,33	-0,94	0,38	1,89	2,14	2,70	4,13
1992-1996	-33,60	-16,80	-15,90	-13,30	-9,30	-6,30	-3,10	ND	1,50	2,40	4,60
Vancouver 1996-1998	-4,50	-2,19	-1,42	-2,02	-1,53	-0,24	0,78	1,73	2,24	2,59	3,71
1992-1996	-15,30	-4,90	-6,60	-6,00	-3,10	-1,20	1,00	2,80	3,80	4,70	5,60
Canada 1996-1998	10,00	7,83	7,94	7,24	6,56	6,25	6,31	6,54	6,69	6,97	8,04
1992-1996	-10,70	-1,80	-1,60	-0,30	1,70	3,00	4,50	5,40	5,90	6,30	7,50

Source: Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calcul de l'Advocate Institute.

À noter : La moyenne pondérée de la population tient compte de la population dans chaque collectivité de sorte que Toronto, qui a une population importante, influencera la moyenne davantage que Régina, qui a une population plus faible.

Indices de niveau de vie : Tendances des revenus familiaux

Tableau 2.4 : Percentiles de revenu familial (revenu total de toutes les sources), changements en pourcentage 1992-1996 et 1996-1998, municipalités régionales et villes choisies, valeur en dollars courants de 1998*

% d'évolution	10%_ile	20%_ile	25%_ile	30%_ile	40%_ile	50%_ile	60%_ile	70%_ile	75%_ile	80%_ile	90%_ile
Halifax 1996-1998	2,94	2,63	2,92	2,19	1,97	2,49	3,34	3,69	4,18	4,36	5,23
1992-1996	-18,60	-14,50	-13,40	-11,00	-8,30	-6,20	-5,30	-4,30	-3,80	-2,70	-1,20
Ottawa 1996-1998	3,11	4,78	3,81	3,97	3,54	3,46	3,67	4,31	4,75	5,11	6,07
1992-1996	-28,50	-22,00	-17,80	-14,90	-10,90	-8,90	-7,40	-5,90	-5,20	-4,30	-2,10
Toronto 1996-1998	1,60	5,00	5,30	5,40	3,60	4,10	4,20	3,39	4,50	4,80	6,30
1992-1996	-31,10	-20,10	-17,10	-14,30	-11,40	-9,00	-6,60	-4,90	-4,10	-3,40	-1,40
York 1996-1998	6,32	5,77	4,62	4,92	4,85	4,96	4,98	5,44	5,72	6,01	7,75
1992-1996	-38,10	-20,60	-16,70	-14,30	-10,20	ND	-5,20	-3,80	-3,00	-2,30	-0,50
Peel 1996-1998	6,12	7,44	6,01	5,69	5,00	4,71	4,46	4,85	5,10	5,43	6,86
1992-1996	-36,90	-21,10	-16,20	-14,10	-10,50	-8,30	-6,10	-4,60	-3,90	-3,00	-1,20
Hamilton 1996-1998	-0,69	1,50	1,64	2,36	2,57	3,25	3,53	4,08	4,48	4,98	5,42
1992-1996	-20,40	-10,40	-8,60	ND	-5,20	-3,50	-2,10	-1,00	-0,40	0,10	1,00
Waterloo 1996-1998	5,28	4,72	4,68	4,91	4,56	4,93	4,84	4,94	5,28	5,59	6,35
1992-1996	-17,20	-7,10	-5,90	-4,30	-2,00	-1,20	-0,30	0,70	0,90	1,40	2,20
London 1996-1998	1,29	4,13	3,48	3,34	3,57	4,28	4,72	4,63	4,69	4,89	5,34
1992-1996	-25,60	-15,10	-12,90	-10,30	ND	-5,80	-4,70	-3,70	-3,00	-2,60	-1,40
Halton 1996-1998	5,40	5,10	4,40	5,10	5,40	5,60	6,50	7,20	7,80	8,40	10,80
1992-1996	-14,19	-7,79	-5,75	-4,82	-2,90	-2,01	-0,98	0,38	0,88	2,11	5,05
Sudbury † 1996-1998	-0,80	-0,30	-0,60	-0,60	-0,50	-0,50	-1,90	-1,90	-1,70	-1,50	-0,80
1992-1996	-21,55	-10,99	-8,86	-8,71	-8,46	-7,10	-3,57	-2,04	-1,76	-1,60	-0,77
Windsor 1996-1998	2,42	3,25	3,35	3,72	4,33	3,92	3,95	3,99	4,29	4,56	5,35
1992-1996	-17,60	-4,30	-1,90	0,00	2,40	4,60	5,50	6,30	6,70	7,50	8,60
Winnipeg 1996-1998	6,62	5,37	5,35	4,73	4,92	4,56	4,60	4,66	4,67	4,57	5,12
1992-1996	-16,20	-8,30	ND	-6,50	-5,90	-4,60	-4,00	-3,40	-2,90	-2,30	-0,90

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calcul de l'Advocate Institute.

*Note : La valeur en dollars de 1998 exprime le gain ou la perte au niveau du pouvoir d'achat réel entre 1992 et 1996, en tenant compte de la baisse attribuable à l'inflation.

Le rajustement en fonction de l'inflation provient des données de l'IPC de Statistique Canada.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de niveau de vie : Tendances des revenus familiaux

Tableau 2.4 (suite) : Percentiles de revenu familial (revenu total de toutes les sources), changements en pourcentage 1992-1996 et 1996-1998, municipalités régionales et villes choisies, valeur en dollars courants de 1998*

% change	10%_ile	20%_ile	25%_ile	30%_ile	40%_ile	50%_ile	60%_ile	70%_ile	75%_ile	80%_ile	90%_ile
Régina 1996-1998	5,07	3,05	3,25	3,10	3,12	3,71	3,91	4,56	4,55	4,80	5,16
1992-1996	-11,40	-7,10	-7,20	-5,70	-4,00	-3,40	-2,00	-1,50	-1,10	-0,60	0,70
Saskatoon 1996-1998	5,35	4,17	4,30	3,69	3,41	3,85	3,56	3,87	4,05	3,99	5,04
1992-1996	-12,60	ND	-6,70	-5,50	-4,00	-3,00	-1,50	-0,40	0,30	0,80	2,00
Calgary 1996-1998	11,26	9,76	9,58	8,87	8,35	7,93	7,97	7,96	8,21	8,44	10,26
1992-1996	-18,20	-8,70	-7,80	-6,90	-5,10	-4,10	-2,90	-1,50	-0,70	0,30	2,70
Edmonton 1996-1998	8,77	7,95	7,62	8,05	6,90	5,83	5,95	5,85	5,99	6,26	7,12
1992-1996	-24,40	-11,20	-11,50	-11,30	-10,20	-8,60	-7,70	-6,70	-6,20	-5,80	-4,70
Burnaby 1996-1998	-8,69	-5,56	-5,93	-5,44	-4,76	-3,40	-2,11	-0,64	-0,40	0,15	1,54
1992-1996	-4,10	-24,30	-23,40	-20,80	-16,80	-13,80	-10,60	ND	-6,00	-5,10	-2,90
Vancouver 1996-1998	-6,87	-4,61	-3,86	-4,45	-3,98	-2,72	-1,72	-0,79	-0,29	0,05	1,13
1992-1996	-22,80	-12,40	-14,10	-3,50	-10,60	-8,70	-6,50	-4,70	-3,70	-2,80	-1,90
Canada 1996-1998	7,27	5,16	5,26	4,58	3,91	3,61	3,67	3,90	4,04	4,31	5,36
1992-1996	-18,20	-9,30	-9,10	-7,80	-5,80	-4,50	-3,00	-2,10	-1,60	-1,20	0,00

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calcul de l'Advocate Institute.

*Note : La valeur en dollars de 1998 exprime le gain ou la perte au niveau du pouvoir d'achat réel entre 1992 et 1996, en tenant compte de la baisse attribuable à l'inflation.

Le rajustement en fonction de l'inflation provient des données de l'IPC de Statistique Canada.

Indices de niveau de vie : Transport en commun (coût en pourcentage de salaire minimum)

Tableau 2.5a : Coût de l'abonnement de transport en commun (tarif adulte de base), en pourcentage du salaire minimum, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1998, et 1999

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Coût autobus/métro									
1999	1,65 \$	2,25 \$	2,00 \$	1,90 \$	2,00 \$	2,00 \$	2,00 \$	2,25 \$	2,00 \$
1998	1,55 \$	2,25 \$	2,00 \$	1,90 \$	2,00 \$	2,00 \$	2,00 \$	2,00 \$	1,88 \$
1996	1,50 \$	2,25 \$	2,00 \$	\$1,80 \$	2,00 \$	1,75 \$	1,75 \$	2,00 \$	1,88 \$
Salaire minimum									
1999	5,60 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$
1998	5,50 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$
1996	5,50 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$	6,85 \$
Coût en % salaire minimum									
1999	0,30	0,33	0,29	0,28	0,29	0,29	0,29	0,32	0,29
1998	0,27	0,33	0,29	0,28	0,29	0,29	0,29	0,29	0,27
1996	0,27	0,32	0,29	0,26	0,29	0,26	0,26	0,29	0,27

Source : Réponses au questionnaire (QOLTT), Conseil canadien de développement social (<http://www.ccsd.ca/>), Calculs de l'Advocate Institute.

Indices de niveau de vie : Transport en commun (coût en pourcentage de salaire minimum)

Tableau 2.5b : Coût de l'abonnement de transport en commun (tarif adulte de base), en pourcentage du salaire minimum, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1998, et 1999

	Sudbury	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Coût autobus/métro									
1999	2,00 \$	1,95 \$	1,55 \$	1,50 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,50 \$	1,50 \$
1998	1,75 \$	1,95 \$	1,45 \$	1,35 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,50 \$	1,50 \$
1996	1,60 \$	1,75 \$	1,40 \$	1,15 \$	1,50 \$	1,50 \$	1,60 \$	1,50 \$	1,50 \$
Salaire minimum									
1999	6,85 \$	6,85 \$	6,00 \$	6,00 \$	6,00 \$	5,90 \$	5,90 \$	7,15 \$	7,15 \$
1998	6,85 \$	6,85 \$	5,40 \$	5,60 \$	5,60 \$	5,00 \$	5,00 \$	7,15 \$	7,15 \$
1996	6,85 \$	6,85 \$	5,40 \$	5,60 \$	5,60 \$	5,00 \$	5,00 \$	7,15 \$	7,15 \$
Coût en % salaire minimum									
1999	0,29	0,28	0,26	0,25	0,27	0,27	0,27	0,21	0,21
1998	0,26	0,28	0,27	0,24	0,29	0,32	0,32	0,21	0,21
1996	0,23	0,26	0,26	0,21	0,27	0,30	0,32	0,21	0,21

Source : Réponses au questionnaire (QOLTT), Conseil canadien de développement social (<http://www.ccsd.ca/>), Calculs de l'Advocate Institute

Indices de niveau de vie : Revenu provenant des transferts gouvernementaux, par source

Tableau 2.6a : Revenu provenant des transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu communautaire total, données familiales (familles monoparentales et personnes seules), Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Transferts Gouvernementaux										
% Bénéficiaires	84,1	80,8	76,7	79,7	77,5	78,4	83,9	80,4	82,9	72,7
% Revenu total	12,8	10,7	9,6	9,3	6,6	7,6	14,0	10,3	12,7	6,4
Assurance-emploi										
% Bénéficiaires	16,3	15,2	9,9	10,9	10,9	12,9	11,7	13,1	10,8	10,0
% Revenu total	1,7	1,4	0,8	0,9	0,8	1,0	0,9	1,0	0,9	0,6
Sécurité de la vieillesse/ Suppléments fédéraux nets										
% Bénéficiaires	21,7	18,2	19,6	19,4	17,1	14,2	24,7	19,8	22,2	21,5
% Revenu total	3,5	2,8	2,4	2,4	1,7	1,7	3,7	2,6	3,2	2,0
Régime de pensions du Canada/Québec										
% Bénéficiaires	26,0	24,7	23,8	21,5	19,7	17,0	30,0	24,4	27,6	24,0
% Revenu total	3,5	3,5	3,0	2,7	2,1	2,1	4,3	3,2	4,0	2,5
Prestations pour enfants										
% Bénéficiaires	25,7	26,1	21,2	24,6	27,2	30,2	24,4	26,6	23,9	20,7
% Revenu total	1,0	0,8	0,6	0,7	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,4
Crédits de TPS										
% Bénéficiaires	57,6	55,0	47,8	54,3	47,9	49,3	54,6	49,3	54,0	38,9
% Revenu total	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

Indices de niveau de vie: Revenu provenant des transferts gouvernementaux, par source

Tableau 2.6a (suite) : Revenu provenant des transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu communautaire total, données familiales (familles monoparentales et personnes seules), Canada et municipalités régionales et ville choisies, 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Indemnisation des accidents du travail										
% Bénéficiaires	5,2	3,1	2,6	4,5	4,5	5,7	7,8	5,6	5,4	4,5
% Revenu total	0,6	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,9	0,6	0,8	0,3
Assistance sociale										
% Bénéficiaires	12,5	10,1	14,2	11,3	5,5	7,4	15,4	11,4	14,9	4,5
% Revenu total	1,6	1,5	1,9	1,4	0,5	0,8	2,4	1,4	2,3	0,4
Crédits d'impôts provinciaux remboursables/ allocation familiale										
% Bénéficiaires	46,7	7,9	47,1	53,5	47,7	48,1	54,9	48,5	54,4	39,2
% Revenu total	0,5	0,0	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,2

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.



Indices de niveau de vie : Revenu provenant des transferts gouvernementaux, par source

Tableau 2.6b : Revenu provenant des transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu communautaire total, données familiales (familles monoparentales et personnes seules), Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Transferts Gouvernementaux										
% Bénéficiaires	84,1	85,8	81,4	89,4	81,2	83,0	73,3	81,3	81,8	78,9
% Revenu total	12,8	15,3	11,3	12,7	11,3	11,7	6,5	10,8	12,6	10,5
Assurance-emploi										
% Bénéficiaires	16,3	16,8	13,8	12,7	10,5	12,1	11,8	13,5	12,2	11,0
% Revenu total	1,7	1,8	0,9	1,1	0,9	1,1	0,8	1,2	1,3	1,1
Sécurité de la vieillesse/ Suppléments fédéraux nets										
% Bénéficiaires	21,7	22,0	22,6	24,1	22,6	20,8	15,5	19,2	21,1	19,2
% Revenu total	3,5	3,3	2,9	3,9	3,4	3,3	1,9	3,0	3,6	3,1
Régime de pensions du Canada/Québec										
% Bénéficiaires	26,0	30,2	27,1	28,0	26,6	24,9	18,5	23,0	22,5	19,2
% Revenu total	3,5	4,5	3,4	4,1	3,6	3,5	2,0	3,3	3,6	2,7
Prestations pour enfants										
% Bénéficiaires	25,7	24,1	22,7	24,9	26,6	27,6	23,7	25,3	21,8	16,1
% Revenu total	1,0	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	0,6	0,9	0,8	0,6
Crédits de TPS										
% Bénéficiaires	57,6	56,0	51,0	59,2	55,2	57,7	48,8	57,1	59,8	61,3
% Revenu total	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de niveau de vie : Revenu provenant des transferts gouvernementaux, par source

Tableau 2.6b (suite) : Revenu provenant des transferts gouvernementaux en pourcentage du revenu communautaire total, données familiales (familles monoparentales et personnes seules), Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Indemnisation des accidents du travail										
% Bénéficiaires	5,2	10,2	7,9	5,3	4,5	4,4	4,0	4,8	5,3	3,4
% Revenu total	0,6	1,6	1,1	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,7	0,4
Assistance sociale										
% Bénéficiaires	12,5	17,3	13,1	10,1	13,1	13,1	11,6	18,5	10,4	12,6
% Revenu total	1,6	2,5	1,7	1,4	1,6	1,8	0,6	1,5	1,5	1,6
Crédits d'impôts provinciaux remboursables/ allocation familiale										
% Bénéficiaires	46,7	56,5	50,3	67,3	5,0	9,5	11,2	12,4	39,2	42,2
% Revenu total	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	0,2	0,0	0,1	0,4	0,4

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de niveau de vie : Information historique revenu provenant des transferts, par source

Tableau 2.7a : Aperçu historique des revenus sous forme de transferts gouvernementaux aux municipalités régionales et villes choisies en 1992, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Transferts gouvernementaux										
% Revenu total 1998	12,8	10,7	9,6	9,3	6,6	7,6	14,0	10,3	12,7	6,4
1996	13,9	11,6	10,5	10,7	7,6	8,8	15,2	11,8	13,8	7,3
1992*	18,6	17,1	16,7	14,5	10,4	11,9	21,1	15,9	18,7	12,13
Assurance-emploi										
% Revenu total 1998	1,7	1,4	0,8	0,9	0,8	1,0	0,9	1,0	0,9	0,6
1996	2,2	1,8	1,1	1,3	1,1	1,5	1,3	1,4	1,3	0,9
1992	3,6	2,9	1,6	2,5	2,1	2,8	2,9	2,6	2,0	1,8
Sécurité de la vieillesse/ Suppléments fédéraux nets										
% Revenu total 1998	3,5	2,8	2,4	2,4	1,7	1,7	3,7	2,6	3,2	2,0
1996	3,6	2,9	2,4	2,5	1,8	1,7	3,7	2,8	3,2	2,1
1992	2,4	2,0	1,8	1,8	1,2	1,1	2,7	2,1	2,4	1,6
Régimes de pensions du Canada/Québec										
% Revenu total 1998	3,5	3,5	3,0	2,7	2,1	2,1	4,3	3,2	4,0	2,5
1996	3,6	3,6	3,0	2,9	2,2	2,1	4,4	3,3	4,0	2,6
1992	3,1	2,9	2,5	2,4	1,7	1,7	3,9	2,9	3,3	2,2
Prestation d'impôt pour enfant										
% Revenu total 1998	1,0	0,8	0,6	0,7	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,4
1996	0,9	0,9	0,6	0,8	0,6	0,9	0,8	0,8	0,8	0,4
1992	1,1	1,0	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	0,9	0,6
Crédits de taxe sur les produits et services										
% Revenu total 1998	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2
1996	0,5	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,2
1992	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,3

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Les données 1992 ne sont pas fractionnées de la même façon mais le total est comparable.

Indices de niveau de vie : Information historique revenu provenant des transferts, par source

Tableau 2.7a (suite) : Aperçu historique des revenus sous forme de transferts gouvernementaux aux municipalités régionales et villes choisies en 1992, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Indemnisation des accidents du travail										
% Revenu total 1998	0,6	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,9	0,6	0,8	0,3
1996	0,7	0,3	0,3	0,6	0,6	0,7	1,1	0,8	0,9	0,4
Assistance sociales										
% Revenu total 1998	1,6	1,5	1,9	1,4	0,5	0,8	2,4	1,4	2,3	0,4
1996	2,0	1,7	2,3	1,8	0,7	1,1	2,9	1,9	2,7	0,5
Crédits d'impôts provinciaux remboursables/ allocation familiale										
% Revenu total 1998	0,5	ND	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,2
1996	0,4	ND	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,4	0,5

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

*Note : les données 1992 ne sont pas fractionnées de la même façon mais le total est comparable.

Indices de niveau de vie : Information historique revenu provenant des transferts, par source

Tableau 2.7b : Aperçu historique des revenus sous forme de transferts gouvernementaux aux municipalités régionales et villes choisies en 1992, 1996 et 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Transferts gouvernementaux										
% Revenu total 1998	12,8	15,3	11,3	12,7	11,3	11,7	6,5	10,8	12,6	10,5
1996	13,9	15,3	12,7	13,9	12,0	12,5	7,8	12,0	12,7	11,1
1992*	18,6	21,1	20,9	19,4	16,7	17,5	12,4	16,3	16,3	15,0
Assurance-emploi										
% Revenu total 1998	1,7	1,8	0,9	1,1	0,9	1,1	0,8	1,2	1,3	1,1
1996	2,2	1,8	1,3	1,4	1,1	1,4	1,3	1,7	1,6	1,4
1992	3,6	3,0	2,6	2,5	1,9	2,6	2,4	2,8	2,6	2,5
Sécurité de la vieillesse/ Suppléments fédéraux nets										
% Revenu total 1998	3,5	3,3	2,9	3,9	3,4	3,3	1,9	3,0	3,6	3,1
1996	3,6	3,1	3,0	4,1	3,5	3,4	2,0	3,1	3,4	3,1
1992	2,4	2,1	2,6	2,9	2,5	2,5	1,4	2,0	2,6	2,3
Régimes de pensions du Canada/Québec										
% Revenu total 1998	3,5	4,5	3,4	4,1	3,6	3,5	2,0	3,3	3,6	2,7
1996	3,6	4,3	3,6	4,2	3,6	3,6	2,2	3,4	3,4	2,6
1992	3,1	3,5	3,5	3,6	3,1	3,1	2,0	2,7	3,2	2,5
Prestation d'impôt pour enfant										
% Revenu total 1998	1,0	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	0,6	0,9	0,8	0,6
1996	0,9	0,8	0,7	0,9	0,9	1,1	0,7	1,0	0,8	0,6
1992	1,1	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	0,9	1,0	0,7	0,7
Crédits de taxe sur les produits et services										
% Revenu total 1998	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5
1996	0,5	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,6
1992	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,5	0,6

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Les données 1992 ne sont pas fractionnées de la même façon mais le total est comparable.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

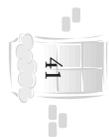
Indices de niveau de vie : Information historique revenu provenant des transferts, par source

Tableau 2.7b (suite) : Aperçu historique des revenus sous forme de transferts gouvernementaux aux municipalités régionales et villes choisies en 1992, 1996 et 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Indemnisation des accidents du travail										
% Revenu total 1998	0,6	1,6	1,1	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,7	0,4
1996	0,7	1,7	1,3	0,5	0,5	0,4	0,3	0,5	0,6	0,3
Assistance sociales										
% Revenu total 1998	1,6	2,5	1,7	1,4	1,6	1,8	0,6	1,5	1,5	1,6
1996	2,0	2,8	2,0	1,8	1,8	2,1	0,8	1,8	1,7	2,0
Crédits d'impôts provinciaux remboursables/ allocation familiale										
% Revenu total 1998	0,5	0,5	0,4	0,5	6,5	0,2	ND	0,1	0,4	0,4
1996	0,5	0,4	0,4	0,5	ND	ND	ND	ND	0,6	0,5

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada (Tabulations spéciales), calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



3. Indices de qualité de l'emploi (IQE)

Définition :

Pour la plupart des personnes et des familles, l'emploi est le principal mécanisme de participation au sein de la société. À l'échelle locale, la disponibilité des emplois, une rémunération et des conditions de travail appropriées, ainsi que l'équité de la distribution et de la rémunération sont des dimensions essentielles de la qualité. Ces mesures reflètent la répartition des possibilités d'emploi, ainsi que la nature et la qualité de l'emploi. Le taux d'emploi indique le nombre de personnes employées exprimé en pourcentage de la population de chaque groupe d'âge, tandis que le taux de chômage reflète le niveau, la durée et la concentration du chômage chez des groupes de population en particulier.

Que nous révèlent ces données?

Les centres urbains du Canada sont les incubateurs économiques du pays. Ils offrent des infrastructures sociales, économiques et physiques pour permettre aux entreprises de se développer et de prospérer, de même qu'aux travailleurs et aux familles de vivre dans des quartiers sûrs et sains. Ils façonnent l'économie et offrent des possibilités d'emploi à leurs résidents et à ceux des collectivités avoisinantes. Les indices de qualité de l'emploi reflètent la distribution des perspectives et des problèmes entre les différents groupes d'âges et par sexe. Les groupes d'âges sont choisis pour illustrer la situation des jeunes (15 à 24 ans) et séparément pour la moitié la plus jeune de la main-d'œuvre (15-39 ans) et la moitié plus âgée (40 et plus).

Taux d'emploi et de chômage (tableau 3.1)

L'amélioration des conditions économiques entre 1996 et 1998 est reflétée à l'échelle nationale dans une baisse du taux de chômage pour toutes les catégories d'âges. La plupart des collectivités participantes ont un taux de chômage plus faible que la moyenne nationale. À Edmonton et à Calgary et, dans une moindre mesure, à Winnipeg et à Waterloo, les améliorations ont été importantes. Windsor et Burnaby ont connu une hausse du chômage pendant cette période, tout comme York dans la catégorie

des jeunes. Le taux de chômage à Sudbury est au-dessus de la moyenne nationale, tandis que celui de Halton est plus bas.

Le taux de chômage dans les catégories 15-39 ans et 40 ans et plus a augmenté d'environ 1,5 pour 100 à l'échelle nationale entre 1996 et 1998. On note des écarts importants entre les collectivités dans les taux d'emploi de divers groupes d'âges. Ces écarts reflètent les facteurs économiques et la proportion du groupe d'âge qui recherche normalement un emploi. Le taux d'emploi peut être un bon indicateur du rythme auquel l'économie produit des emplois. C'est une mesure plus simple que le taux de chômage, qui, de l'avis de certains, sous-estime la pénurie d'emplois, puisqu'il tient uniquement compte des personnes qui " cherchent activement un emploi ".

Emploi permanent, emploi temporaire et travail autonome (tableaux 3.2 a, b, c, d, e, f)

La catégorie des emplois « permanents » a diminué de façon marginale chez les jeunes travailleurs de 1997 à 1998, tandis que la catégorie des emplois « temporaires » a réalisé des gains au profit des catégories des emplois permanents et des travailleurs autonomes. Dans le groupe d'âge de 40 ans et plus, le changement était inversé, puisque les nombres étaient légèrement plus élevés dans la catégorie des emplois permanents.

Dans l'ensemble, les collectivités participantes semblent avoir un niveau plus élevé que la moyenne des emplois permanents. Les villes de York et Vancouver ont une proportion plus grande de travailleurs autonomes, surtout chez les hommes plus âgés. La concentration de chômage temporaire demeure présente dans le groupe des jeunes, tant chez les hommes que chez les femmes.

Familles prestataires de l'assurance-emploi (AE) ou de l'aide sociale (tableaux 3.3 a et b)

L'assurance-emploi a deux fonctions principales : aider les gens qui n'ont pas d'emploi à subvenir à leurs besoins pendant qu'ils se cherchent un autre emploi, et aider à compenser les effets des cycles économiques lorsque les employeurs réduisent leurs effectifs. L'aide sociale est accordée aux personnes qui n'ont aucune source de revenu. Nous en tenons compte ici parce qu'elle est étroitement

associée aux problèmes d'emploi et qu'elle procure un revenu aux personnes exclues du marché du travail parce que leurs handicaps nuisent à leurs chances d'emploi. En plus des améliorations économiques, la réduction des prestations d'AE imposée par le gouvernement fédéral dans les années 1990 a entraîné une diminution du pourcentage du revenu global provenant de cette source.

Au plan national, le changement en pourcentage du revenu global provenant de l'assurance-emploi entre 1996 et 1998 était négatif pour toutes les catégories de prestataires. Le tableau 3.3 a, b montre que les baisses dans les collectivités participantes sont plus importantes que la moyenne nationale, indiquant une combinaison de baisse du chômage et de diminution de l'aide pour les chômeurs.

En 1998, dans presque toutes les collectivités participantes, les familles époux-épouse, les familles monoparentales et les personnes hors famille étaient moins susceptibles d'avoir reçu des prestations d'AE que la moyenne nationale. Pour les familles époux-épouses, Halton avait l'incidence la moins élevée de prestataires d'AE. Ottawa et London avaient l'incidence la plus basse dans la catégorie des familles monoparentales, tandis que Halton et York étaient les prestataires les plus bas dans la catégorie des personnes hors famille.

Les tendances sont moins claires pour ce qui est des données touchant l'aide sociale. Cinq collectivités participantes avaient un niveau de familles époux-épouses prestataires de l'aide sociale dépassant la moyenne nationale, et six étaient dans la même situation pour les personnes hors famille. Toutefois, neuf collectivités avaient un niveau de parents monoparentaux prestataires d'aide sociale plus élevé qu'à l'échelle nationale. En général, ces données viennent appuyer les observations voulant que les personnes à faible revenu soient davantage concentrées dans les grands centres urbains. Parmi les collectivités qui avaient des proportions appréciablement plus faibles de parents monoparentaux prestataires de l'aide sociale, la plupart étaient situées dans les régions métropolitaines entourant Toronto. Halifax, Ottawa, Hamilton, London, Sudbury et Saskatoon ont toutes plus de 40 pour 100 de leurs familles monoparentales prestataires de l'aide sociale.

Salaires (tableau 3.4)

La plupart des collectivités participantes ont des niveaux de salaire dépassant les moyennes nationales. Compte tenu du rôle économique des grands centres urbains, ce constat n'est pas étonnant.

Lorsqu'on examine les salaires moyens des hommes et des femmes sur une base nationale, il est évident qu'il existe encore un écart salarial. Par exemple, les hommes dans le groupe d'âge 15-39 ans gagnent environ 25 pour 100 de plus que les femmes, ce qui remet en question les résultats des anciennes politiques d'équité salariale. Même s'il y a beaucoup de variations, la plupart des écarts de salaires dans les collectivités participantes sont plus faibles que la moyenne nationale. Burnaby a l'écart salarial le plus faible dans le groupe d'âge 15-39 ans, les hommes gagnant 15 \$ et les femmes 14,42 \$. Par contre, Windsor et Waterloo, ont des écarts de 14,65 \$ - 10 \$ et de 14,42 \$ - 10,99 \$. Dans les deux cas l'écart s'est élargi de façon perceptible depuis 1997.

Chômage à long terme¹³ (tableaux 3.5 a et b)

De 1997 à 1998, le portrait national du chômage à long terme s'est amélioré dans toutes les catégories. Les collectivités participantes ont bénéficié de cette amélioration. À Halifax, le chômage à long terme parmi les travailleurs âgés de plus de 40 ans a diminué de près de 50 pour 100. Cette baisse du chômage à long terme devrait signaler un allègement dans les budgets d'aide sociale.

Le revenu d'emploi en pourcentage du revenu total (tableau 3.6)

Même si les collectivités obtiennent des revenus de source gouvernementale et de leurs investissements, il faut une base d'emploi variée pour assurer la viabilité économique. Toutes les collectivités participantes tirent plus de 70 pour 100 de leur revenu de l'emploi, et York, Peel et Calgary en tirent plus de 80 pour 100. Entre 1996 et 1998, la base d'emploi s'est améliorée partout sauf à Ottawa, Burnaby et Sudbury. Plusieurs collectivités participantes ont des revenus d'emploi relatifs supérieurs à la moyenne nationale. Cela est compatible avec l'observation selon laquelle elles reçoivent moins de revenus de sources gouvernementales.

13. Par chômage à long terme, on entend les personnes sans emploi depuis six mois ou plus.

Indices de qualité de l'emploi : Taux d'emploi et de chômage

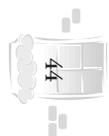
Tableau 3.1 : Caractéristiques de la population active, Canada, municipalités régionales et villes choisies moyennes annuelles 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Taux de chômage										
15-24 ans	15,1	13,4	12,9	14,9	14,9	12,8	14,9	11,6	12,4	6,3
15-39 ans	9,9	8,7	8,0	8,9	7,4	7,3	7,1	7,4	7,5	4,8
Plus de 40 ans	6,3	5,2	4,1	7,2	3,6	5,4	3,8	4,7	5,3	0,0
Taux d'emploi*										
15-24 ans	52,5	58,1	54,2	45,3	47,8	56,7	54,5	61,9	53,4	64,4
15-39 ans	69,3	72,9	70,3	68,0	71,1	74,6	72,4	75,2	69,9	77,3
Plus de 40 ans	51,4	53,5	53,8	50,5	60,2	62,8	48,7	54,9	51,2	60,4
	Canada	Grand Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Taux de chômage										
15-24 ans	15,1	24,5	16,3	10,7	10,2	11,9	8,8	10,5	18,6	13,0
15-39 ans	9,9	14,3	11,6	6,6	6,6	8,5	6,0	7,0	11,9	9,4
Plus de 40 ans	6,3	6,7	6,8	4,5	3,0	5,5	4,0	5,2	7,8	8,6
Taux d'emploi*										
15-24 ans	52,5	46,0	59,0	62,0	63,1	57,0	63,0	61,7	46,6	46,9
15-39 ans	69,3	64,8	70,6	75,5	76,1	70,4	77,0	75,7	66,5	68,7
Plus de 40 ans	51,4	46,4	43,4	53,2	57,9	53,3	61,9	53,2	45,6	44,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093. " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Taux d'emploi se rapportant au pourcentage de personnes d'un groupe d'âge employées.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2a : Actifs permanents*, temporaires et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada, municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
<i>Les deux sexes</i>										
15-24 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	2206,4	29,9	70,1	148,7	53,9	83,7	35,7	38,9	22,7	25,3
% Actifs permanents	66,9	64,9	79,2	60,6	75,6	73,8	78,7	73,8	69,6	63,6
% Actifs temporaires	26,6	28,4	15,1	35,0	17,1	21,7	17,9	18,3	25,1	31,2
% Indépendants	6,5	6,7	5,7	4,4	7,3	4,4	4,0	8,2	5,3	5,2
Total des actifs (' 000) 1998	2101,9	29,0	62,0	139,5	41,7	82,8	34,4	38,8	23,3	29,7
% Actifs permanents	67,3	65,2	72,9	66,3	74,8	73,4	77,3	75,5	70,8	75,1
% Actifs temporaires	25,7	25,9	21,9	29,7	19,9	22,7	18,3	17,8	22,7	22,2
% Indépendants	7,0	8,6	5,3	3,9	5,3	3,9	4,4	6,7	6,5	2,7
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NA	25,1
% Actifs permanents	69,0	66,6	69,4	71,2	71,4	78,4	76,3	76,7	70,4	70,1
% Actifs temporaires	23,3	25,5	22,6	22,4	23,3	18,6	15,3	15,0	20,8	23,5
% Indépendants	7,7	7,9	7,9	6,3	5,3**	3,0**	8,4	8,0	8,8	0
15-39 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	7742,8	103,1	227,7	686,5	171,5	316,1	136,1	127,9	89,7	78,9
% Actifs permanents	74,8	74,6	81,1	76,9	76,9	81,3	82,7	80,4	77,0	79,2
% Actifs temporaires	13,6	15,4	9,5	12,7	8,5	9,9	8,1	9,7	13,3	12,0
% Indépendants	11,5	10,0	7,7	10,3	14,6	8,7	9,2	9,9	6,7	8,7
Total des actifs (' 000) 1998	7655,5	102,0	217,7	669,9	158	330	139,1	129,2	83,1	86,6
% Actifs permanents	74,7	76,3	77,4	77,8	77,8	80,8	83,2	79,6	79,7	80,7
% Actifs temporaires	13,2	14,0	11,7	11,4	8,0	10,8	8,3	9,8	11,3	9,7
% Indépendants	21,1	9,8	10,9	10,8	14,2	8,4	8,5	10,7	9,1	9,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2a (suite) : Actifs permanents*, temporaires et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada, municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
15-39 ans (suite)										
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	81,3
% Actifs permanents	75	77,2	77,3	78,1	74,3	82,6	81,2	81,2	75,6	75,5
% Actifs temporaires	12,3	13,1	11,6	10,8	9,6	8,7	7,2	7,8	11,7	10,0
% Indépendants	12,8	9,7	11,1	11,1	16,1	8,7	11,5	11	12,5	14,5
Plus de 40 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	6788,3	77,3	176,3	554,6	165,5	243,1	106,1	102,4	70,2	91,0
% Actifs permanents	70,9	76,1	74,6	72,1	69,9	79,4	81,4	76,5	78,6	76,5
% Actifs temporaires	6,0	5,8	5,0	5,4	3,3	3,9	2,4	3,2	4,4	2,2
% Indépendants	23,0	18,1	20,3	22,5	26,6	16,7	16,2	20,3	16,9	21,3
Total des actifs (' 000) 1998	6484,9	74,8	160,6	536,6	154,7	229,3	101,2	91,3	69,5	91,1
% Actifs permanents	71,1	75,9	76	75	69,7	79,2	82,4	73,8	76,1	76,6
% Actifs temporaires	5,9	7,1	4,6	5,6	3,4	4,4	2,8	3,3	4,3	3,1
% Indépendants	23,1	17	19,4	19,4	26,9	16,4	14,9	22,9	19,6	20,3
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	85,5
% Actifs permanents	70,3	75,9	75,4	72,7	68,7	75,4	76,9	75,1	77,5	78,6
% Actifs temporaires	5,6	6,1	3,9	4,5	3,1	4,7	3	3,9	3,9	3,6
% Indépendants	24	17,8	20,7	22,7	28,2	19,9	20,1	20,9	18,6	17,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2b : Actifs permanents*, temporaires et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Grand Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
<i>Les deux sexes</i>										
15-24 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	2,206,4	10,7	18,0	55,2	18,5	18,2	80,5	56,1	13,0	35,5
% Actifs permanents	66,9	56,1	73,3	72,3	76,2	73,1	76,0	70,1	63,8	76,6
% Actifs temporaires	26,6	32,7	22,8	24,5	20,1	21,4	20,9	27,1	26,9	16,9
% Indépendants	6,5	11,2	3,9	3,3	4,3	5,5	3,1	2,9	9,3***	6,5
Total des actifs (' 000) 1998	2101,9	10,8	18	52	17,6	19,9	75,7	59,4	13,6	32,8
% Actifs permanents	67,3	55,6	66,1	72,3	73,3	65,3	78,3	74,4	66,9	81,4
% Actifs temporaires	25,7	33,3	27,2	24,4	21	27,1	17	21,9	28,7	11,6
% Indépendants	7	11,1	6,7	3,3	5,7	7,5	4,6	3,7	4,4	7
Total des actifs (' 000) 1997	ND	11,6	ND	ND	NA	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	69	63,8	86,3	74,2	70,3	68,9	75,2	74,6	79,7	78,7
% Actifs temporaires	23,3	27,6	10,6	20,9	23,6	22,8	18,4	20,6	0	13,8
% Indépendants	7,7	0,0	3,1**	4,9	6,7	8,2	6,4	5	0	7,5
15-39 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	7742,8	40,3	58,0	178,8	54,3	56,6	272,8	199,7	55,4	161,5
% Actifs permanents	74,8	72,0	84,8	80,2	78,6	76,1	80,2	78,3	70,2	76,0
% Actifs temporaires	13,6	15,1	9,1	13,0	13,4	12,5	10,3	13,5	16,6	10,6
% Indépendants	11,6	12,7	6,0	6,7	8,1	11,1	9,5	8,3	13,2	13,4
Total des actifs (' 000) 1998	7655,5	39,7	58,1	178,5	56,5	58,5	266,7	206,3	52,5	168,9
% Actifs permanents	74,7	72,3	80,7	80	79,6	71,8	77,9	79,7	75,2	79,4
% Actifs temporaires	13,2	16,4	12,2	12,7	12,6	16,9	9,8	12,1	15	7,9
% Indépendants	12,1	11,6	7,1	7,3	7,8	11,1	12,3	8,2	9,7	12,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2b (suite) : Actifs permanents*, temporaires et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Grand Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Regina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
15-39 ans (suite)										
Total des actifs (' 000) 1997	ND	40,6	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	75	73,7	87,8	79,4	79,1	72,8	78,1	77,6	76,5	75,7
% Actifs temporaires	12,3	14,3	6,6	12,1	12,5	15,3	9,5	9,7	13	9,4
% Indépendants	12,8	12,1	5,6	8,5	8,5	12,1	12,4	12,7	10,7	15
Plus de 40 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	6788,3	31,7	40,2	140,9	44,5	42,2	200,6	150,7	46,6	106,3
% Actifs permanents	70,9	77,6	83,3	78,6	77,3	75,8	73,2	71,9	65,5	70,9
% Actifs temporaires	6,0	6,6	2,8**	6,1	5,6	5,0	4,7	6,7	5,4	4,9
% Indépendants	23,0	16,1	13,9	15,3	17,1	19,4	22,1	21,3	29,2	24,2
Total des actifs (' 000) 1998	6484,9	32	38,2	138,6	42,2	39,3	193,9	137,8	38	105,3
% Actifs permanents	71,1	77,2	84	78,9	77,7	68,4	72,1	72,1	66,8	66,9
% Actifs temporaires	5,9	6,3	3,4	6,5	5,2	7,1	4,2	7,1	4,3	4,3
% Indépendants	23,1	16,6	12,6	14,6	17,1	24,2	23,7	20,8	28,9	28,9
Total des actifs (' 000) 1997	ND	32,1	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	70,3	79,8	85,9	78,1	76,9	72,4	71	71,5	76	69,5
% Actifs temporaires	5,6	5,3	2,7**	4,7	4,1	6,4	4,5	5,9	5,9	3,9
% Indépendants	24	15,3	11,4	17,2	19	21,2	24,5	22,7	18,1	26,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2c : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
<i>Femmes</i>										
15-24 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	1065,4	15,6	33,3	74,4	25,6	38,6	18,5	17,4	12,2	12,5
% Actifs permanents	66,9	66,7	76,9	59,9	78,5	72,3	71,4	73,0	71,3	63,2
% Actifs temporaires	26,7	25,6	16,8	35,8	16,4	23,3	24,3	20,1	23,0	34,4
% Indépendants	6,3	7,7	6,3	4,3	5,1**	4,4**	4,3**	6,9**	5,7**	2,4**
Total des actifs (' 000)	1020,5	15,4	31,6	70,3	20,2	42,1	16,5	19,3	12,5	14,7
Total des actifs (' 000) 1998	946,8	13,9	29,8	68,2	19,4	40,1	15,7	17,9	11,6	14,3
% Actifs permanents	66,9	65,6	74,7	65,9	75,2	76,7	77,6	76,1	72,8	76,2
% Actifs temporaires	25,8	24,7	19,9	31,2	20,8	18,8	17,6	16,6	20	21,1
% Indépendants	7,2	9,7	5,4	2,9	4	4,5	4,8	7,3	7,2	2,7
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	11,0
% Actifs permanents	69,4	66,9	66,1	73,9	71	79,3	76,5	74,7	73,2	65,5
% Actifs temporaires	22,8	25	25,3	22,4	21,9	17,5	16,1	14,6	17,6	25,5
% Indépendants	7,9	8,1	8,6	3,7**	7,1**	3,2**	7,4**	10,1	9,2**	0
15-39 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	3625,2	51,9	104,5	322,7	81,1	144,3	64,2	59,0	44,4	36,9
% Actifs permanents	75,9	76,9	80,4	78,8	80,1	83,1	81,9	79,8	77,7	78,9
% Actifs temporaires	14,3	14,8	10,4	14,3	8,9	11,0	10,7	10,8	13,3	13,6
% Indépendants	9,8	8,3	9,1	6,9	10,2	5,8	7,3	9,3	9,0	7,6
Total des actifs (' 000)	3578,3	50,9	109,1	311,9	74,5	157	63,1	59,7	39,7	41,6
Total des actifs (' 000) 1999	3212,7	46,6	98,4	289,2	68,5	147,1	58,9	53,6	36,6	38,3
% Actifs permanents	75,6	76,6	77,9	80,3	84	81,9	84,6	79,7	80,9	81,7
% Actifs temporaires	14,1	14,9	12,3	12,6	8,1	11,7	8,7	10,1	11,3	10,3
% Indépendants	10,2	8,4	9,8	7,3	8,1	6,4	6,7	10,2	7,6	7,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2c (suite) : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
15-39 ans (suite)										
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	37,5
% Actifs permanents	76,4	77,9	77,8	81,7	76,3	83,5	83,3	81,9	77,4	76
% Actifs temporaires	12,8	13,5	12,6	11,4	9,4	9,2	6,8	7,6	12	10,7
% Indépendants	10,8	8,3	9,7	6,9	14,1	7,3	9,9	10,5	10,5	13,3
Plus de 40 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	3040,1	35,5	84,5	251,9	76,6	112,1	46,8	46,5	32,8	39,4
% Actifs permanents	76,4	82,0	75,7	78,4	79,2	83,9	85,7	79,8	81,1	81,7
% Actifs temporaires	6,9	5,9	6,0	6,7	5,6	4,4	2,1**	4,3	6,1	3,1**
% Indépendants	16,7	12,1	18,1	14,8	15,1	11,8	12,2	15,7	13,1	15,2
Total des actifs (' 000)	2900,7	34,4	72,2	250,6	69,4	102,5	46,1	41,7	33,7	41,8
Total des actifs (' 000) 1998	2403,3	29,5	63,1	218,8	56,8	89,9	41,1	33,6	28,5	35,7
% Actifs permanents	75,9	77,9	81,2	80,3	78,1	82,1	86,8	77,2	78,9	80,1
% Actifs temporaires	7	7,8	6,1	7,1	3,7	5,6	2,1	17,3	5,6	5,3
% Indépendants	17,1	14,2	12,6	12,6	18,2	12,3	11,1	5,5	15,4	14,6
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	36,6
% Actifs permanents	75,5	79,9	78,4	78,3	74,4	81,7	80,6	78,6	80,7	82,2
% Actifs temporaires	6,7	7,2	5,5	6	4,3	4,9	2,5**	4,8	4,7	4,9
% Indépendants	17,8	12,9	16,2	15,7	21,3	13,3	16,9	16,6	14,6	13,1

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2d : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
<i>Femmes</i>										
15-24 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	1065,4	5,6	8,2	28,2	9,4	39,1	39,7	27,0	5,2	20,7
% Actifs permanents	66,9	55,4	72,0	72,0	74,5	67,3	77,8	69,3	67,3	77,3
% Actifs temporaires	26,7	32,1	23,2	24,8	21,3	23,3	19,4	27,0	0,0	17,9
% Indépendants	6,3	12,5**	4,8**	3,2	4,2**	9,7	2,8**	3,7**	0,0	4,8**
Total des actifs (' 000) 1998	1020,5	5,4	8,5	25,7	9,2	9,6	38,1	29,9	6,5	17,8
% Actifs permanents	67,0	53,7	62,4	70,8	72,8	65,6	77,7	74,2	67,7	79,8
% Actifs temporaires	25,8	33,3	28,2	25,3	21,7	27,1	17,6	21,7	0,0	0,0
% Indépendants	7,2	13,0	9,4	3,5	6,5	8,3	4,7	4,0	0,0	0,0
Total des actifs (' 000) 1997	NA	6,2	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
% Actifs permanents	69,4	64,5	89,2	73,2	68,4	72,4	79,8	78,4	77,4	78,5
% Actifs temporaires	22,8	24,2	0,0	21,1	24,1	20,0	13,6	17,7	0,0	16,6
% Indépendants	7,9	0	0,0	5,8	7,5**	7,6	6,7	3,9**	0,0	4,9**
15-39 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	3625,2	20,3	24,9	85,6	27,2	115,8	124,5	95,9	24,4	76,6
% Actifs permanents	75,9	71,9	84,7	80,4	77,2	72,7	80,5	79,4	75,4	78,6
% Actifs temporaires	14,3	15,3	10,4	14,6	14,7	14,3	10,8	13,1	15,6	12,3
% Indépendants	9,8	12,3	4,9**	4,9	8,1	13,0	8,8	7,4	9,0**	9,3
Total des actifs (' 000) 1999	3578,3	19,4	24,8	83,4	27,7	26,9	121,9	95,2	23,7	77,7
% Actifs permanents	75,6	71,6	77,0	80,5	78,0	72,9	77,7	80,3	79,7	82,8
% Actifs temporaires	14,1	16,5	14,5	13,9	14,4	17,1	11,6	12,9	13,9	8,4
% Indépendants	10,2	11,9	8,5	5,5	7,6	10,0	10,7	6,8	6,3	9,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2d (suite) : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
15-39 ans (suite)										
Total des actifs (' 000) 1997	ND	19,2	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	76,4	74	88,7	79,6	80,0	73,6	80,4	79,2	78,1	78,8
% Actifs temporaires	12,8	15,1	6,9	12,8	12,5	14,9	8,7	13,0	14,8	11,0
% Indépendants	10,8	10,9	4,4**	7,6	7,5	11,6	10,9	7,7	7,1**	10,2
Plus de 40 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	3040,1	13,7	17,5	66,1	21,3	103,1	91,1	70,2	21,2	49,2
% Actifs permanents	76,4	77,4	84,6	81,2	80,8	68,3	77,1	77,1	76,4	80,5
% Actifs temporaires	6,9	8,7**	3,4**	7,7	6,6	6,8	5,6	8,3	4,7**	6,1
% Indépendants	16,7	13,9	12,0	11,0	13,1	24,9	17,3	14,7	18,9	13,6
Total des actifs (' 000) 1998	2900,7	13,5	16,8	65,1	20,7	18,7	86,3	64,4	17,0	49,4
% Actifs permanents	75,9	78,5	88,1	81,7	82,6	70,6	75,9	77,3	63,5	72,3
% Actifs temporaires	7,0	8,9	3,0	8,3	6,3	8,0	5,6	8,2	4,7	5,3
% Indépendants	17,1	12,6	8,9	10,0	11,6	21,4	18,5	14,4	31,8	22,3
Total des actifs (' 000) 1997	ND	13,9	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	75,5	80,6	87,1	83,2	80,7	76,0	76,6	75,4	81,3	77,2
% Actifs temporaires	6,7	0	2,9***	6,0	6,1	8,0	4,7	7,3	0,0	5,9
% Indépendants	17,8	11,5	10,0	10,8	12,7	16,0	18,7	17,3	0,0	17,1

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2e : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Hommes										
15-24 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	1141,0	14,3	36,8	74,3	28,0	45,1	17,2	21,5	10,5	12,7
% Actifs permanents	67,0	62,9	81,3	61,2	73,2	73,6	86,6	74,4	67,6	64,6
% Actifs temporaires	26,5	31,5	13,6	34,2	18,2	20,4	11,0	16,7	27,6	28,3
% Indépendants	6,5	6,4**	5,2	4,4	8,6**	6,0**	2,4**	8,8	4,9**	7,1**
Total des actifs (' 000) 1998	1081,4	13,6	30,4	69,2	21,4	40,7	17,9	19,5	10,8	15
% Actifs permanents	67,6	64,7	71,1	66,8	74,3	70	77,1	74,9	68,5	74,7
% Actifs temporaires	25,6	27,9	24	28,3	19,2	27	19	19	25,9	23,3
% Indépendants	6,8	7,4	4,9	4,9	6,5	3	3,9	6,1	5,6	2
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	14,2
% Actifs permanents	68,6	66,2	72,7	68,8	72,2	77,5	76,5	78,5	67	73,9
% Actifs temporaires	23,8	26,9	19,8	22,6	24,6	19,6	14,7	15,4	23,7	22,5
% Indépendants	7,6	7,7	7,5	8,7	3,2**	2,9**	8,8**	6,1**	9,3**	0
15-39 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	4117,6	51,2	123,3	363,8	90,4	171,8	71,9	68,9	45,3	42,0
% Actifs permanents	73,9	72,3	81,5	75,3	73,3	79,8	83,4	80,8	76,4	79,5
% Actifs temporaires	12,9	16,2	8,8	11,4	8,2	9,1	5,8	8,7	13,2	10,7
% Indépendants	13,2	11,5	9,7	13,4	18,6	11,1	10,6	10,4	10,4	9,8
Total des actifs (' 000) 1998	4077,2	51,1	108,7	357,2	83,5	173	76	69,5	43,5	45
% Actifs permanents	73,9	75,9	76,7	75,7	72,2	79,8	82	79,4	78,2	79,8
% Actifs temporaires	12,3	13,1	11,1	10,5	7,9	9,9	8	9,5	11,3	9,1
% Indépendants	13,8	11	12,1	13,8	19,9	10,2	10	11,1	10,6	11,1

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2e (suite) : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
15-39 ans (suite)										
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	43,8
% Actifs permanents	73,6	76,3	76,8	75,2	72,6	81,9	79,6	80,7	74,3	5,1
% Actifs temporaires	11,9	12,6	10,8	10,3	9,7	8,3	7,6	7,9	11,5	9,4
% Indépendants	14,5	11,1	12,4	14,5	17,7	9,9	12,9	11,5	14,2	15,5
Plus de 40 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	3748,2	41,8	91,9	302,8	89,0	131,0	59,3	55,9	37,4	51,6
% Actifs permanents	66,5	71,1	73,7	66,8	62,0	75,6	78,1	73,7	76,7	72,3
% Actifs temporaires	5,3	5,5	4,0	4,3	1,5**	3,6	2,5**	2,1**	3,0**	1,7**
% Indépendants	28,2	23,4	22,3	28,9	36,5	20,8	19,4	24,2	20,3	20,3
Total des actifs (' 000) 1998	3584,2	40,4	88,4	286,1	85,3	126,8	55	49,6	35,9	49,2
% Actifs permanents	87,2	74,3	71,1	70,4	62,8	76,7	78,7	71,0	73,3	73,6
% Actifs temporaires	5	6,4	3,4	4,4	3,2	3,5	3,1	3,2	3,3	1,2
% Indépendants	27,8	19,3	25	25,3	33,9	19,7	18,2	25,8	23,4	25,2
Total des actifs (' 000) 1997	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	48,9
% Actifs permanents	66,3	72,8	72,7	68,3	63,8	70,5	73,8	72	74,5	75,9
% Actifs temporaires	4,8	5,1	2,5	3,4	2,0**	4,5	3,4	3,3	3,1**	0
% Indépendants	28,8	22,1	24,7	28,3	34,2	25,1	22,7	24,5	22,4	21,3

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2f: Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Hommes										
15-24 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	1141,0	5,1	9,7	27,0	9,1	9,1	40,9	29,1	7,8	14,8
% Actifs permanents	67,0	56,9	76,3	72,6	78,0	73,6	74,1	70,8	60,1	75,7
% Actifs temporaires	26,5	33,3	21,6	24,1	18,7	19,8	22,2	27,1	0,0	0,0
% Indépendants	6,5	9,8**	2,1**	3,3	3,3**	6,6	3,7	2,1**	0,0	0,0
Total des actifs (' 000) 1998	1081,4	5,4	9,5	26,4	8,4	10,3	37,6	29,5	7,0	15,0
% Actifs permanents	67,6	57,4	69,5	73,5	75,0	65,0	79,0	74,6	67,1	83,3
% Actifs temporaires	25,6	33,3	25,3	23,5	20,2	28,2	16,5	22,4	0,0	0,0
% Indépendants	6,8	9,3	5,2	3,0	4,8	6,8	4,5	3,0	0,0	0,0
Total des actifs (' 000) 1997	ND	5,4	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	68,6	63	83,3	75,1	71,3	66,7	70,8	70,8	80,4	79,0
% Actifs temporaires	23,8	29	0,0	20,8	23,0	24,6	23,1	23,5	0,0	0,0
% Indépendants	7,6	0	0,0	4,1	5,7**	7,9	6,1**	5,7**	0,0	0,0
15-39 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	4117,6	20,0	33,2	93,2	27,1	30,2	148,4	103,8	31,0	84,9
% Actifs permanents	73,9	71,5	84,9	80,0	80,1	75,8	79,9	61,3	66,5	73,7
% Actifs temporaires	12,9	15,0	8,1	11,7	12,2	11,3	9,8	13,7	17,4	9,1
% Indépendants	13,2	13,0	6,9	8,3	7,7	12,9	10,2	9,1	16,1	17,1
Total des actifs (' 000) 1998	4077,2	20,3	33,4	95,1	28,9	31,5	144,8	111,1	28,8	91,2
% Actifs permanents	73,9	72,9	83,2	79,6	81,0	71,1	78,0	79,2	71,5	76,5
% Actifs temporaires	12,3	16,3	10,8	11,5	10,7	16,8	8,3	11,3	16,0	7,6
% Indépendants	13,8	11,3	6,0	8,9	8,3	12,1	13,7	9,4	12,5	15,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Actifs permanents, temporaires et indépendants

Tableau 3.2f (suite) : Actifs permanents*, temporaire et indépendants en pourcentage de tous les actifs, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, moyennes annuelles 1997, 1998 et 1999

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
15-39 ans (suite)										
Total des actifs (' 000) 1997	ND	21,4	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	73,6	73,4	87,1	79,3	78,1	71,9	76,1	78,4	74,9	75,1
% Actifs temporaires	11,9	13,6	6,3	11,4	12,5	15,7	10,2	10,8	10,8	8,2
% Indépendants	14,5	13,1	7,0	9,4	9,7	12,5	13,7	10,8	14,3	16,7
Plus de 40 ans										
Total des actifs (' 000) 1999	3748,2	18,0	22,6	74,8	23,2	22,5	109,5	80,5	25,4	57,1
% Actifs permanents	66,5	77,8	82,3	76,2	74,6	74,7	70,0	67,5	56,3	62,9
% Actifs temporaires	5,3	4,4**	2,2**	4,7	4,7	3,6	4,0	5,5	6,3**	3,8**
% Indépendants	28,2	17,8	15,5	19,1	21,1	21,8	26,0	27,0	37,4	33,3
Total des actifs (' 000) 1998	3584,2	18,5	21,4	73,5	21,5	20,6	107,6	73,4	21,0	55,9
% Actifs permanents	67,2	76,8	80,8	76,5	73,0	66,5	69,1	67,6	69,5	62,1
% Actifs temporaires	5,0	3,8	3,8	4,9	4,2	6,3	3,1	6,1	3,8	3,2
% Indépendants	27,8	19,5	15,4	18,6	22,8	26,7	27,9	26,4	26,7	34,7
Total des actifs (' 000) 1997	ND	18,3	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
% Actifs permanents	66,3	78,1	85,5	73,8	73,2	70,1	66,7	68,1	71,1	63,8
% Actifs temporaires	4,8	0	1,9**	3,4	2,4**	5,2	4,3	4,5	6,6**	2,5**
% Indépendants	28,8	17,5	12,6	22,8	24,4	25,1	29	27,3	22,3	33,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit comme "actifs permanents" les personnes qui comptent conserver leur emploi pendant au moins les six prochains mois.

**Note : Valeur ajoutée par l'Advocate Institute (occultée par l'ordinateur de Statistique Canada).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Familles touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale en pourcentage de tous les contribuables

Tableau 3.3a : Pourcentage touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale, par type de famille, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Familles à deux parents										
AE 1998	21,3	20,0	13,6	14,7	13,4	16,4	15,9	16,9	14,9	12,6
AE 1996	24,2	23,1	16,4	18,5	16,8	21,0	19,5	20,7	18,5	16,3
AE 1992	31,9	30,4	21,1	26,1	24,8	28,9	28,3	29,2	25,5	23,3
AE, changement en pourcentage 1996-1998	-12,0	-13,4	-17,1	-20,5	-20,2	-21,9	-18,5	-18,5	-19,5	-22,7
AE, changement en pourcentage 1992-1996	-24,1	-24,0	-22,3	-29,1	-32,3	-27,3	-31,1	-29,1	-27,5	30
Assistance sociale 1998	6,9	5,0	8,1	6,4	2,6	4,0	8,0	6,3	8,3	2,0
Assistance sociale 1996	7,8	5,3	9,3	7,7	3,2	5,0	9,3	7,4	9,4	2,5
A,S, changement en % 1996-1998	-11,5	-5,7	-12,9	-16,9	-18,8	-20,0	-14,0	-14,9	-11,7	-20,0
Familles monoparentales										
AE 1998	15,0	12,6	8,4	9,9	9,4	10,6	9,9	11,2	8,7	9,0
AE 1996	16,5	14,5	9,8	11,7	11,5	13,2	11,1	12,4	10,2	12,0
AE 1992	24,0	20,6	14,6	18,6	17,9	20,2	18,5	19,9	15,2	18,8
AE, changement en pourcentage 1996-1998	-9,0	-13,1	-14,3	-15,4	-18,3	-19,7	-15,0	-9,7	-14,7	-25,0
AE, changement en pourcentage 1992-1996	-31,3	-29,6	-32,9	-37,1	-35,8	-34,7	-40,0	-37,7	-32,9	-56,7
Assistance sociale 1998	35,5	40,4	40,6	32,4	20,7	25,4	45,7	38,8	43,5	19,3
Assistance sociale 1996	39,9	42,6	45,2	38,4	26,9	31,5	50,7	45,5	49,5	24,7
A,S, changement en % 1996-1998	-11,0	-5,2	-10,2	-15,6	-23,0	-19,4	-9,9	-14,7	-12,1	-21,9

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l'Advocate Institute.

Les chiffres indiquent les pourcentages de toutes les familles et personnes seules qui font une déclaration d'impôt.

*Note : Statistique Canada définit les "personnes seules" comme les ménages sans conjoint, enfants ou parents.

Indices de qualité de l'emploi : Familles touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale en pourcentage de tous les contribuables

Tableau 3.3a (suite) : Pourcentage touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale, par type de famille, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Personnes seules*										
AE 1998	9,2	9,0	5,3	5,2	4,5	5,6	5,9	6,9	5,8	4,5
AE 1996	10,7	10,4	6,8	7,0	6,1	8,2	7,6	8,9	7,4	7,4
AE 1992	15,4	15,1	9,8	11,4	10,3	13,1	12,1	13,9	11,4	10,6
AE, changement en pourcentage 1996-1998	-14,0	-13,5	-22,1	-25,7	-26,2	-31,7	-22,4	-22,5	-21,6	-39,2
AE, changement en pourcentage 1992-1996	-30,5	-31,1	-30,6	-38,6	-40,8	-37,4	-37,2	-36,0	-35,1	-43,2
Assistance sociale 1998	14,7	10,6	15,9	13,0	8,6	8,5	17,5	12,8	15,8	5,9
Assistance sociale 1996	15,7	10,3	17,4	14,9	9,3	9,7	19,7	14,6	17,2	6,6
A,S, changement en % 1996-1998	-6,4	2,9	-8,6	-12,8	-7,5	-12,4	-11,2	-12,3	-8,1	-10,6

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l'Advocate Institute.

Les chiffres indiquent les pourcentages de toutes les familles et personnes seules qui font une déclaration d'impôt.

*Note : Statistique Canada définit les "personnes seules" comme les ménages sans conjoint, enfants ou parents.



Indices de qualité de l'emploi : Familles touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale en pourcentage de tous les contribuables

Tableau 3.3b : Pourcentage touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale, par type de famille, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Familles à deux parents										
AE 1998	21,3	22,3	18,8	17,6	14,3	16,3	14,3	16,8	15,6	12,6
AE 1996	24,2	23,0	21,6	20,9	16,7	18,9	18,7	21,0	18,1	16,3
AE 1992	31,9	30,6	33,0	28,3	24,2	27,5	26,6	27,4	26,2	ND
AE, changement en pourcentage 1996-1998	-12,0	-0,3	-13,0	-16,0	-14,4	-13,8	-23,5	-20,0	-13,8	-22,7
AE, changement en pourcentage 1992-1996	-24,1	-33	-34,5	-26,1	-31,0	-31,3	-29,7	-23,4	-30,9	ND
Assistance sociale 1998	6,9	8,8	6,0	4,8	6,3	6,5	6,3	8,8	6,1	2,0
Assistance sociale 1996	7,8	9,7	7,5	5,7	6,7	6,9	6,1	9,2	7,5	2,5
A,S, changement en % 1996-1998	-11,5	-9,3	-20,0	-15,8	-6,0	-5,8	-5,8	-4,3	-18,7	-20,0
Familles monoparentales										
AE 1998	15,0	14,1	12,6	11,9	9,5	11,2	11,8	13,2	12,2	9,0
AE 1996	16,5	13,4	13,6	14,5	12,1	12,0	15,1	15,2	13,6	12,0
AE 1992	24,0	19,4	20,2	20,6	17,1	19,1	21,3	19,5	22,3	ND
AE, changement en pourcentage 1996-1998	-9,1	7,1	-7,4	-17,9	-21,5	-6,7	-21,9	-13,2	-10,3	-25,0
AE, changement en pourcentage 1992-1996	-31,3	-44,8	-32,7	-29,6	-29,2	-37,2	-29,1	-22,1	-39,0	ND
Assistance sociale 1998	35,5	47,6	38,2	31,3	38,1	41,9	23,3	31,6	32,3	19,3
Assistance sociale 1996	39,9	52,8	44,6	35,5	39,3	43,5	26,6	37,2	37,5	24,7
A,S, changement en % 1996-1998	-11,0	-9,8	-14,3	-11,8	-3,1	-3,7	-12,4	-15,1	-13,9	-21,9

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Statistique Canada définit les "personnes seules" comme les ménages sans conjoint, enfants ou parents.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Familles touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale en pourcentage de tous les contribuables

Tableau 3.3b (suite) : Pourcentage touchant l'assurance-emploi et l'assistance sociale, par type de famille, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Personnes seules*										
AE 1998	9,2	9,3	7,4	6,8	5,6	7,0	7,5	8,9	7,9	7,8
AE 1996	10,7	8,7	8,6	7,9	6,6	8,3	10,1	10,3	9,6	8,8
AE 1992	15,4	15,6	13,9	11,7	10,3	12,6	15,1	15,0	14,0	14,1
AE, changement en pourcentage 1996-1998										
AE, changement en pourcentage 1992-1996	-14,0	6,9	-14,0	-13,9	-15,2	-15,7	-25,7	-13,6	-17,7	-11,4
Assistance sociale 1998										
Assistance sociale 1996	14,7	21,3	13,5	10,5	13,8	12,8	16,5	23,6	11,3	12,3
A,S, changement en % 1996-1998										
A,S, changement en % 1996-1998	-6,4	-4,9	-8,2	-13,9	-9,2	-12,3	2,5	3,5	-9,6	-28,1

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Statistique Canada définit les "personnes seules" comme les ménages sans conjoint, enfants ou parents.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de qualité de l'emploi : salaire horaire médian par sexe et âge

Tableau 3.4 : Salaire horaire médian, Canada et municipalités régionales et villes choisies, population âgée de 15 ans et plus, par sexe et âge, 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Les deux sexes										
15 - 24 ans	7,50	6,01	8,00	8,00	8,00	8,48	7,50	8,00	7,75	8,00
15 - 39 ans	11,90	10,26	14,20	13,00	14,18	13,50	14,00	12,50	12,50	14,00
40 ans et plus	16,08	15,87	22,00	16,35	18,00	17,18	17,95	16,51	18,00	20,33
Hommes										
15 - 24 ans	8,00	6,00	8,00	8,50	8,00	9,00	8,00	9,00	8,50	9,00
15 - 39 ans	13,00	11,43	15,20	14,00	15,00	15,00	15,52	14,42	14,22	15,45
40 ans et plus	19,00	18,27	25,64	17,79	21,63	19,40	20,50	18,36	21,00	25,00
Femmes										
15 - 24 ans	7,00	6,15	7,50	8,00	8,00	8,00	7,15	7,25	7,10	7,00
15 - 39 ans	10,36	10,00	13,33	12,50	13,58	12,02	12,00	10,99	11,00	13,00
40 ans et plus	13,78	13,00	19,23	15,00	15,25	14,45	14,94	14,50	15,41	15,70
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Les deux sexes										
15 - 24 ans	7,50	7,50	8,00	7,00	7,00	7,00	8,26	7,50	9,00	9,23
15 - 39 ans	11,90	12,50	12,02	11,00	12,00	11,00	12,00	11,60	14,71	14,00
40 ans et plus	16,08	20,00	17,00	15,59	16,10	15,00	17,50	15,00	20,00	17,58
Hommes										
15 - 24 ans	8,00	8,00	9,00	7,25	7,25	7,50	9,00	8,00	9,50	9,77
15 - 39 ans	13,00	14,45	14,65	12,00	13,22	12,50	13,19	13,50	15,00	16,00
40 ans et plus	19,00	22,28	21,00	18,19	19,15	17,50	20,00	17,75	21,00	19,23
Femmes										
15 - 24 ans	7,00	7,00	7,50	7,00	7,00	6,70	8,00	7,00	8,71	9,00
15 - 39 ans	10,36	11,00	10,00	10,10	11,28	10,00	10,92	10,00	14,42	12,50
40 ans et plus	13,78	15,38	13,75	13,00	13,51	13,03	15,00	13,00	17,50	16,60

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada, tabulations spéciales.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de qualité de l'emploi : Chômage à long terme

Tableau 3.5a : Chômeurs à long terme en pourcentage de tous les chômeurs*, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, 1996 et 1997

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1998										
Les deux sexes										
15 - 24 ans	11,0	13,7	9,5	9,5	9,9	13,4	13,0	12,2	16,8	0,0
15 - 39 ans	17,3	21,3	14,2	19,4	11,9	18,9	13,7	17,1	18,7	9,5
40 ans et plus	31,5	18,6	23,9	32,7	25,6	43,4	26,4	28,9	39,5	0,0
Hommes										
15 - 24 ans	11,5	17,4	7,9	10,0	10,3	12,9	10,4	17,0	11,3	0,0
15 - 39 ans	18,3	22,8	13,2	21,3	11,7	18,7	14,3	18,9	17,3	0,0
40 ans et plus	33,9	17,0	28,3	37,2	0,0	48,3	35,0	28,7	49,2	0,0
Femmes										
15 - 24 ans	10,2	7,2	11,5	8,9	0,0	13,8	16,8	5,4	23,3	0,0
15 - 39 ans	16,1	19,1	15,3	16,8	12,1	19,1	12,9	15,0	20,3	16,0
40 ans et plus	28,3	20,6	18,4	27,8	23,1	36,8	15,1	29,0	28,1	0,0
	Canada	Municipalité régionale d'Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale d'Halton
1996										
Les deux sexes										
15 - 24 ans	14,3	14,2	17,5	11,9	12,0	14,3	20,2	16,9	15,7	9,6
15 - 39 ans	23,0	20,9	28,1	28,8	25,7	23,8	28,8	22,5	25,1	14,1
40 ans et plus	35,2	38,2	42,8	36,1	42,8	50,4	29,8	36,2	39,9	28,6
Hommes										
15 - 24 ans	14,8	15,0	19,8	9,9	16,4	15,2	9,4	17,8	10,6	0,0
15 - 39 ans	23,8	24,5	33,5	26,9	31,7	19,2	31,0	24,1	28,3	0,0
40 ans et plus	35,9	36,0	45,1	37,5	0,0	46,4	29,3	40,8	50,4	0,0
Femmes										
15 - 24 ans	13,5	12,7	14,9	15,6	0,0	13,5	28,4	15,2	21,1	0,0
15 - 39 ans	22,0	16,4	20,1	31,2	18,7	27,5	26,3	20,5	21,0	0,0
40 ans et plus	34,3	41,2	39,8	34,3	50,6	54,7	30,3	31,8	27,6	27,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit le chômage à long terme comme celui durant plus de six mois

Indices de qualité de l'emploi : Chômage à long terme

Tableau 3.5b : Chômeurs à long terme en pourcentage de tous les chômeurs*, Canada et municipalités régionales et villes choisies, par âge et sexe, 1996 et 1997

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Regina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1998										
Les deux sexes										
15 - 24 ans	11,0	9,9	19,1	5,9	1,8	3,9	0,9	2,1	17,3	12,5
15 - 39 ans	17,3	13,8	24,0	8,6	8,7	9,8	4,4	8,4	17,3	21,6
40 ans et plus	31,5	23,9	38,9	27,5	27,0	21,8	16,3	13,5	24,6	37,5
Hommes										
15 - 24 ans	11,5	8,8	16,0	7,0	2,3	2,6	1,5	1,5	0,0	16,7
15 - 39 ans	18,3	10,9	20,9	8,3	11,5	10,6	4,5	7,5	19,6	24,6
40 ans et plus	33,9	21,9	40,4	29,9	28,0	20,8	18,9	14,2	0,0	47,3
Femmes										
15 - 24 ans	10,2	11,4	22,0	4,4	0,9	6,1	0,0	2,7	0,0	0,0
15 - 39 ans	16,1	17,4	26,7	8,9	4,2	8,5	4,1	9,4	13,0	16,2
40 ans et plus	28,3	25,8	37,5	24,7	25,8	23,1	12,6	12,5	0,0	18,7
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1996										
Les deux sexes										
15 - 24 ans	14,3	16,0	18,5	11,5	16,6	6,5	9,3	10,8	0,0	13,1
15 - 39 ans	23,0	23,6	19,4	19,1	27,6	16,4	13,1	13,3	23,7	18,4
40 ans et plus	35,2	39,6	31,0	36,7	32,9	32,7	30,5	34,5	42,8	28,9
Hommes										
15 - 24 ans	14,8	12,1	9,5	12,7	20,0	4,4	9,9	10,0	0,0	8,5
15 - 39 ans	23,8	23,5	17,1	21,5	27,3	16,3	12,5	14,6	30,4	18,8
40 ans et plus	35,9	44,4	36,8	38,3	35,9	37,9	30,5	30,7	0,0	28,2
Femmes										
15 - 24 ans	13,5	21,7	0,0	9,7	11,7	9,9	8,6	11,5	0,0	0,0
15 - 39 ans	22,0	25,5	22,3	16,0	28,1	16,5	13,7	11,6	0,0	0,0
40 ans et plus	34,3	34,0	24,9	34,8	30,5	26,1	30,4	39,9	0,0	30,3

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

*Note : Statistique Canada définit le chômage à long terme comme celui durant plus de six mois.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indice de qualité de l'emploi : Revenu d'emploi en pourcentage de tous les revenus

Tableau 3.6 : Revenu d'emploi en pourcentage du revenu total, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1992, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1998	72,9	72,9	72,2	77,7	81,4	83,3	71,9	77,1	71,8	79,9
1996	71,6	71,5	71,08	75,7	80,1	81,7	69,9	75,5	69,6	78,9
1992	71,9	74,8	74,8	75,9	80,7	82,0	69,6	74,8	71,1	78,8
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Regina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1998	72,9	70,3	74,9	72,8	74,9	74,8	80,5	74,6	72,1	71,9
1996	71,6	70,3	72,9	70,5	72,9	73,0	78,4	71,9	72,02	71,1
1992	71,9	70,7	69,4	70,9	73,8	72,9	77,1	73,7	73,1	69,7

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



4. Indices de qualité du logement (IQL)

Définition :

Ces mesures reflètent la qualité, l'abordabilité et la disponibilité des logements, une des composantes les plus importantes et les plus variables des dépenses des consommateurs. La principale source de données pour les indicateurs est le recensement national, mais d'autres sources permettent une mise à jour entre les recensements. Par exemple, le changement global dans le coût des logements, les tendances dans la construction, la disponibilité et le coût des logements locatifs, et le total des impôts fonciers perçus par le gouvernement local peuvent faire l'objet de rapports entre les recensements.

Que nous révèlent ces données?

Le logement et le milieu urbain sont des aspects essentiels de la qualité de vie. Les décisions concernant les enfants et la façon de les élever, les choix de carrière, la mobilité et l'investissement personnel sont associées au coût, à la disponibilité et à la qualité du logement, tant locatif qu'en propriété.

Le logement est la principale dépense permanente pour la plupart des familles et c'est également celle qui varie le plus d'une collectivité à une autre. À mesure que l'économie devient de plus en plus intégrée à l'échelle mondiale, le prix d'un nombre croissant de produits de consommation est établi à l'échelle nationale ou internationale, entraînant des variations locales minimales (sauf pour les collectivités isolées sur le plan géographique). Par contre, le prix des maisons varie grandement à l'intérieur des collectivités et entre elles.

Coûts des logements locatifs (Tableau 4.1)

Comme l'indique le tableau 4.1, le loyer d'un appartement de deux chambres dans les collectivités participantes peut prendre de 33 à 53 pour cent du revenu brut d'une personne seule moyenne. En utilisant le seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada, qui considère un niveau de 30 pour cent comme étant la dépense maximale abordable pour le logement, ce type d'appartement n'est pas abordable pour la plupart des personnes seules.

Les données du recensement (1991 et 1996) indiquent également l'importance de la proportion croissante du revenu familial que les personnes à modeste revenu doivent consacrer au loyer. Entre 1991 et 1996, la proportion de locataires qui payaient plus de 30 pour cent de leur revenu brut pour le logement a augmenté de plus de 25 pour cent. Dans la plupart des collectivités participantes, plus de 40 pour cent des locataires font maintenant partie de cette catégorie.

Mises en chantier (tableau 4.1)

Les données indiquent que les mises en chantier ont augmenté dans la plupart des collectivités. La valeur moyenne des ventes de maisons augmente de façon générale avec l'inflation dans certaines collectivités, mais, dans les secteurs de forte croissance, on peut également discerner des débuts d'inflation dans le coût des logements (tableau 4.1).

Taux d'inoccupation (tableau 4.1)

Dans l'ensemble, le taux d'inoccupation a diminué et, dans certains cas, de façon marquée. Cette diminution du taux d'inoccupation peut signaler des hausses de loyers éventuelles, ainsi qu'une augmentation des investissements, en particulier dans les logements "haut de gamme". Sudbury est une exception au faible taux d'inoccupation. Calgary et Edmonton ont également connu une hausse du taux d'inoccupation.

Indices de qualité de logement : Abordabilité des loyers. Le pourcentage du loyer par rapport au revenu moyen, aux taux d'inoccupation et aux mises en chantier

Tableau 4.1 : Indices de qualité du logement, Canada et RMR choisies, 1998

	RMR de Halifax	RMR d'Ottawa – Hull	RMR de Toronto	RMR de Hamilton	RMR de London	RMR de Kitchener	RMR de Windsor
Loyer moyen d'un appartement de deux chambres Loyer en pourcentage du Revenu médian des personnes seules* 1998	40,5	39,7	52,6	39,9	38,6	ND	38,9
Loyer moyen d'un appartement de deux chambres Loyer en pourcentage du Revenu familial médian 1998	16,3	16,0	20,8	14,2	15,1	ND	13,9
Taux d'inoccupation 1999	3,6	0,7	0,9	1,9	3,5	ND	2,7
1998	5,5	2,1	0,8	3,2	4,5	ND	4,3
Mises en chantier 1999	2 356	4 447	34 904	3 923	1 773	ND	2 387
1998	1 739	3 615	25 910	3 627	2 027	ND	1 938
	RMR de Sudbury	RMR de Winnipeg	RMR de Régina	RMR de Saskatoon	RMR de Calgary	RMR de Edmonton	RMR de Vancouver**
Loyer moyen d'un appartement de deux chambres Loyer en pourcentage du Revenu médian des personnes seules* 1998	46,1	38,3	33,0	35,2	38,0	34,8	53,5
Loyer moyen d'un appartement de deux chambres Loyer en pourcentage du Revenu familial médian 1998	15,3	14,7	12,4	13,4	15,7	13,4	22,3
Taux d'inoccupation 1999	11,1	3,0	1,4	0,9	2,8	2,2	2,7
1998	9,4	4,0	1,7	0,8	0,6	1,9	2,7
Mises en chantier 1999	199	1 772	573	1 273	10 600	6 655	8 677
1998	165	1 575	537	1 137	12 495	5 947	11 878

Sources : Enquête sur le marché de l'habitation de la SCHL, données régionales de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Statistique Canada définit les "personnes seules" comme les ménages sans conjoint, enfants ou parents.

**Note : La RMR de Vancouver comprend Burnaby.

Indices de qualité du logement : Prix moyen des maisons unifamiliales, logements défectueux et dépenses de loyer brutes

Tableau 4.2a : Dépenses de loyer brutes par rapport aux frais de logement, 1996, 1998 et 1999

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa***	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo*	London**	Municipalité régionale de Halton
Prix moyen									
Maison unifamiliale									
1999	ND	149 650 \$	228 372 \$	265 841 \$	213 500 \$	159 322 \$	146 524 \$	131 899 \$	195 750 \$****
1998	ND	143 953 \$	216 814 \$	255 066 \$	200 833 \$	156 021 \$	144 800 \$	129 706 \$	195 250 \$****
1996	ND	140 209 \$	198 150 \$	233 560 \$	175 667 \$	144 149 \$		127 261 \$	169 500 \$****
Dépenses de loyer brutes : 30 % ou plus du revenu familial pour les frais de logement									
1996	45,4	41,2	44,8	41,7	39,5	46,8	41,3	47,0	38,0
1991	34,0	28,9	32,4	31,6	30,5	34,1	31,5	34,2	30,1
Pourcentage des logements défectueux par rapport aux logements trouvés occupés									
1996	7,3	6,8	9,1	4,7	8,2	7,1	6,8	ND	6,2
Vente de biens immo- biliers par habitant									
1999	ND	2 238 \$	5 365 \$	3 751 \$	ND	1 707 \$	1 589 \$	2 614 \$	836 \$
1998	ND	1 814 \$	4 782 \$	3 243 \$	ND	1 805 \$	1 294 \$	2 455 \$	785 \$
1996	ND	1 685 \$	5 658 \$	3 046 \$	2 646 \$	3 324 \$	2 204 \$	2 646 \$	1 332 \$
1991	ND	1 779 \$	4 660 \$	ND	2 437 \$	3 004 \$	ND	2 594 \$	ND

Sources : prix de 1996, 1998 et 1999 des logements unifamiliaux, gouvernements municipaux, Recensement 1996 et 1991, tabulations spéciales. Calculs, The Advocate Institute.

À noter, les données de 1996 et 1991 n'étaient pas disponibles en 1998, seul le Recensement les présente.

À noter, les ventes par habitant en 1999 ont été calculées à partir des estimations (1998) de la population du Recensement.

* Note : Kitchener-Waterloo indiqué, Secteur Cambridge comme suit :

1999 : 152 433\$

1998 : 145 189\$

Les chiffres indiqués sont faussés par l'importante augmentation des ventes de maisons de 300 000\$ pour cette période, ils ne reflètent donc pas la vraie valeur.

** Note : MLS Residential Sales for London, Middlesex Co., St. Thomas and Elgin Co.

*** Note : Exclut les ventes exclusives et privées.

**** Note : Les chiffres sur la municipalité régionale de Halton sont basés sur les maisons à un étage, source : sondage de Royal Le Page sur le prix des maisons.



Indices de qualité du logement : Prix moyen des maisons unifamiliales, logements défectueux et dépenses de loyer brutes

Tableau 4.2b : Dépenses de loyer brutes par rapport aux frais de logement, 1996, 1998 et 1999

	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby*	Vancouver**
Prix moyen Maison unifamiliale									
1999	105 092,00 \$	135 082,00 \$	93 000,00 \$	90 321,00 \$	110 210,00 \$	201 046,00 \$	118 871,00 \$	326 933,00 \$	431 230,00 \$
1998	109 849,00 \$	132 539,00 \$	92 469,00 \$	85 408,00 \$	106 383,00 \$	182 640,00 \$	114 535,00 \$	342 054,00 \$	473 785,00 \$
1996	108 221,00 \$	105 469,00 \$	90 000,00 \$	76 728,00 \$	88 819,00 \$	168 810,00 \$	109 041,00 \$	355 000,00 \$	431 230,00 \$
Dépenses de loyer brutes : 30 % ou plus du revenu fami- lial pour les frais de logement									
1996	48,3	47,2	43,5	39,6	44,1	37,9	40,9	44,7	47,2
1991	35,3	36,6	35,0	29,7	32,5	32,9	32,6	37,4	41,3
Pourcentage des logements défectueux par rapport aux logements trouvés occupés									
1996	8,9	7,9	8,9	7,2	5,8	5,5	6,4	7,1	8,4
Vente de biens immo- biliers par habitant									
1999	1 108,15 \$	3 146,57 \$	1 178,03 \$	1 346,48 \$	2 614,94 \$	2 206,13 \$	2 499,65 \$	ND	ND
1998	1 115,14 \$	2 993,00 \$	1 087,39 \$	1 316,51 \$	2 574,16 \$	2 536,11 \$	2 431,66 \$	ND	ND
1996	1 441,56 \$	3 031,32 \$	1 372,56 \$	1 330,10 \$	2 595,20 \$	3 114,30 \$	2 046,40 \$	3 958,70 \$	ND
1991	ND	ND	1 313,69 \$	932,70 \$	ND	2 788,90 \$	2 020,20 \$	2 884,80 \$	ND

Sources : prix de 1996, 1998 et 1999 des logements unifamiliaux, gouvernements municipaux. Recensement 1996 et 1991, tabulations spéciales. Calculs, l'Advocate Institute.

À noter, les données de 1996 et 1991 n'étaient pas disponibles en 1998, seul le Recensement les présente.

À noter, les ventes par habitant en 1999 ont été calculées à partir des estimations (1998) de la population du Recensement.

*Note : prix de référence moyen.

**Note : prix moyen entre Vancouver Ouest et Est.

Prix de référence de Vancouver Est et Vancouver Ouest :

1996 – Vancouver Est 350 171\$

Vancouver Ouest 729 610\$

1998 – Vancouver Est 319 110\$

Vancouver Ouest 628 460\$

1999 – Vancouver Est 281 130\$

Vancouver Ouest 581 330\$

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

5. Indices de tension sociale (ITS)

Définition :

Ces mesures reflètent les problèmes qui causent du stress chez les particuliers et dans la population en général. Elles peuvent toucher des groupes précis de la population, des groupes vulnérables ou l'ensemble de la collectivité. Elles comprennent l'incidence du faible revenu, la proportion de familles monoparentales ainsi que la fréquence des crises personnelles, des faillites et des suicides. L'itinérance est un autre indicateur du stress de la collectivité qui sera ajouté au Système de rapports sur la QDV lorsque les données seront disponibles,

Que nous révèlent ces données?

Il existe des problèmes sociaux et économiques communs dans les collectivités canadiennes et la plupart des pays occidentaux que les gouvernements et les collectivités essaient d'éviter, de régler ou d'atténuer. Plusieurs sont directement associés à la pauvreté, au fait d'être défavorisé dans la société ou à d'autres pressions économiques.

Cet ensemble de mesures détermine une combinaison d'indicateurs qui sont constamment associés à des résultats sociaux et économiques négatifs pour les collectivités, les familles et les personnes.

Le but n'est pas de laisser entendre que des indicateurs comme l'incidence des familles monoparentales constitue un problème, mais plutôt de démontrer la vulnérabilité.

Proportion de familles monoparentales¹⁴ *(tableaux 5.1a, b)*

Les tableaux 5.1a et 5.1b indiquent le pourcentage de familles monoparentales dans les collectivités QDV, mais ils utilisent des ensembles de données différents de Statistique Canada et ils doivent être analysés séparément. Le tableau 5.1a (Recensement 1996) indique que 13 des 18 collectivités QDV dépassent la moyenne nationale quant au pourcentage des familles monoparentales. Les données indiquent que la majorité des familles monoparentales

ont un faible revenu¹⁵. De plus, la société contemporaine est structurée de façon telle qu'il faut pratiquement que deux adultes travaillent pour combiner les obligations d'élever les enfants et de subvenir aux besoins.

L'incidence du faible revenu dans les familles économiques¹⁶ (tableau 5.2)

Le tableau 5.2 indique l'incidence du faible revenu sur les familles économiques. La moyenne nationale est plus élevée que dans la plupart des collectivités QDV, mais le pourcentage des familles à faible revenu a augmenté dans toutes les collectivités QDV entre 1991 et 1996.

Taux de fertilité chez les adolescentes *(tableau 5.3)*

La moyenne nationale du nombre de naissances chez les mères adolescentes a diminué graduellement au cours de la dernière décennie, passant de 25,7 par millier d'adolescentes en 1991 à 20,0 en 1997. Dans toutes les collectivités participantes, ce nombre a également diminué, à l'exception de London. Dans plusieurs cas, le taux a diminué plus rapidement dans les collectivités participantes qu'à l'échelle nationale, baissant même à un niveau inférieur à 10 à York, Peel, Halton et Vancouver. Winnipeg, Regina et Saskatoon ont encore un taux élevé. Windsor, qui a le même écart général que les collectivités des Prairies, a connu une baisse marquée du taux de naissances chez les adolescentes.

Suicides¹⁷ (tableau 5.4)

Comme l'illustre le tableau 5.4, le taux de suicide national a diminué après 1996, passant de 13 à 12,2 par 100 000 habitants. Cette diminution se reflète également dans un grand nombre des collectivités participantes. Quatorze des collectivités participantes ont un taux inférieur à la moyenne nationale. Sudbury et les collectivités des Prairies affichent un taux de suicide plus élevé que les autres collectivités participantes.

14. " Famille monoparentale " se rapporte à un parent ayant au moins un enfant jamais marié vivant dans le même logement.

15. Voir, par exemple, les rapports du Conseil national du bien-être social, Profil de la pauvreté 1998, pp.38 et 41, Ottawa 2000, qui indiquent un taux de pauvreté national de 54 pour cent chez les femmes monoparentales et de 85 pour cent chez les femmes monoparentales âgées de moins de 25 ans.

16. " Famille économique " se rapporte à un groupe de deux personnes ou plus habitant le même logement et apparentées par des liens de sang, de mariage, le code civil ou l'adoption,

17. Les tendances locales en ce qui touche les suicides sont fondées sur des petits nombres. Par conséquent, des petits changements ou une série d'événements précis peuvent modifier les statistiques.

Faillites d'entreprises (tableau 5.5)

Les faillites d'entreprises peuvent également refléter les pressions économiques au sein d'une collectivité, mais une certaine proportion d'échecs d'entreprises indique la prise de risques et un esprit d'entrepreneuriat. Les faillites ne sont pas nécessairement un indicateur négatif, puisque plusieurs entrepreneurs réussissent après un ou plusieurs échecs.

Toutefois, une économie saine se caractérise en partie par un milieu d'affaires plus stable et cela se reflète dans la diminution du nombre de faillites à l'échelle nationale au cours des dernières années. Le tableau 5.5 a présente les tendances au cours des années 1990. Dans l'ensemble, les collectivités participantes affichent une amélioration générale, bien que la situation varie entre les collectivités et d'une année à l'autre. Ottawa, Sudbury, London et la plupart des villes des Prairies se situent au haut de l'échelle pour ce qui est du nombre de faillites, tandis que Vancouver, Burnaby et Toronto sont constamment au bas de l'échelle.

Faillites des consommateurs (tableau 5.6)

Le tableau 5.6 indique que le nombre de faillites des consommateurs est demeuré stable ou a augmenté légèrement au cours des années 1990. Les collectivités qui ont un taux constamment élevé de faillites des consommateurs sont Halifax, London, Sudbury et Edmonton. Vancouver, Burnaby, Windsor et Halton ont un taux constamment faible.

Demandes d'intervention d'urgence (tableau 5.7)

Le tableau 5.7 présente des données fournies par les villes participantes au sujet de l'incidence des appels 911 au sein de leur collectivité. Puisque l'information n'est pas traitée de la même manière dans toutes les collectivités, les données devraient être considérées comme des points de référence pour chaque collectivité, devant être suivies avec le temps.

Indices de tension sociale : Pourcentage de familles monoparentales

Tableau 5.1a : Pourcentage de familles monoparentales*, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1996
(Données du Recensement)

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Familles monoparentales*(%) 1996	14,5	15,8	15,6	17,6	9,6	13,0	15,4	13,4	16,7	11,8
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Familles monoparentales*(%) 1996	14,5	18,3	18,9	16,6	17,3	17,1	13,7	17,2	14,7	16,4

Source : Recensement 1996, calculs de l'Advocate Institute.

* Note : La famille monoparentale est définie comme un parent seul partageant son logement avec au moins un fils ou fille jamais marié(e).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de tension sociale : Pourcentage de familles monoparentales

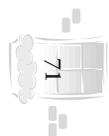
Tableau 5.1b : Pourcentage de familles monoparentales*, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1998
(Données régionales et administratives)

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Familles monoparentales*(%) 1998	15,4	17,1	15,6	15,5	10,3	14,0	16,3	14,0	17,0	11,1
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Familles monoparentales*(%) 1998	15,4	16,2	17,7	17,5	19,0	17,9	13,8	17,6	14,0	14,5

Source : 1998 Données régionales et administratives, tabulations spéciales. Calculs, l'Advocate Institute.

* Note : La famille monoparentale est définie comme un parent seul partageant son logement avec au moins un fils ou fille jamais marié(e).

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de tension sociale : Pourcentage des familles à faible revenu

Tableau 5.2 : Incidence économique du faible revenu, Canada et RMR choisies 1991, 1996 et 1998

	RMR de Canada	RMR d'Halifax	RMR d'Ottawa- Hull	RMR de Toronto	RMR d'Hamilton	RMR de London	RMR de Kitchener	RMR de Windsor	Municipalité régionale de Halton*
1996 (%)	16,3	14,6	14,4	18,6	15,9	13,6	12,1	12,9	7,5
1991 (%)	13,0	12,0	12,0	12,0	13,0	11,0	10,0	9,0	5,3
	RMR de Canada	RMR de Sudbury	RMR de Winnipeg	RMR de Régina	RMR de Saskatoon	RMR de Calgary	RMR d'Edmonton	RMR de Vancouver (y compris Burnaby)	
1996 (%)	16,3	13,8	18,4	14,1	16,6	15,7	17,4	18,7	
1991 (%)	13,0	11,7	17,0	13,0	15,0	14,0	16,0	14,0	

Source : Recensement 1996, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

* Contrairement aux autres collectivités dans le tableau 5.2, qui sont représentées par la RMR, les données présentées pour la Municipalité régionale de Halton représentent la municipalité.



Indices de tension sociale : Naissances chez les adolescentes

Tableau 5.3 : Taux de fécondité par 1 000 femmes âgées 15 à 19 ans, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1997

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1997	20,0	22,4	10,9	14,5	5,2	9,5	22,9	18,8	39,6	5,9
1996	22,1	26,8	13,3	18,0	5,8	11,7	24,3	25,8	25,5	7,8
1995	24,2	25,8	16,5	21,1	6,1	14,1	25,6	23,2	29,0	10,2
1994	24,8	31,1	18,3	22,1	6,3	13,4	25,5	23,6	29,8	11,3
1993	24,7	32,0	19,1	21,2	6,8	14,2	24,9	22,7	27,0	9,6
1992	25,4	31,0	19,5	20,3	7,6	12,7	24,1	22,1	28,6	10,5
1991	25,7	27,8	16,3	20,4	8,3	14,1	26,1	23,4	40,0	9,6
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1997	20,0	21,0	15,2	33,1	35,3	37,1	19,8	26,3	12,1	8,1
1996	22,1	25,5	33,1	33,6	39,2	39,6	20,7	27,3	13,5	9,3
1995	24,2	26,9	37,6	36,5	46,6	45,6	24,8	30,3	10,2	11,9
1994	24,8	30,3	32,6	38,3	44,3	49,9	25,0	33,4	13,5	13,2
1993	24,7	24,1	32,7	38,2	44,6	43,7	26,9	37,7	12,2	11,1
1992	25,4	26,4	32,1	38,9	44,2	44,5	29,9	38,8	13,6	15,0
1991	25,7	26,6	20,8	37,1	46,9	41,5	28,7	45,8	16,2	15,6

Source : Statistique Canada, Division de l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

Les taux sont par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans.

À noter : au moment de l'analyse, les statistiques sur la santé de 1998 n'étaient pas disponibles auprès de Statistique Canada. Elles seront disponibles au début de 2001.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de tension sociale : Taux de suicide

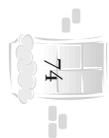
Tableau 5.4 : Taux de décès, taux de suicide par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1997

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1997	12,2	9,4	7,7	8,5	3,3	5,4	5,5	8,1	11,2	6,2
1996	13,0	10,4	10,6	8,0	5,5	6,2	8,5	9,0	11,0	7,3
1995	13,3	12,4	10,5	8,8	4,1	6,7	10,2	9,3	9,2	9,3
1994	12,7	9,0	9,1	9,5	6,4	7,9	7,6	6,7	8,8	6,8
1993	13,1	10,8	10,5	8,3	5,8	9,7	8,9	6,2	9,9	9,3
1992	13,0	8,2	10,3	8,4	8,9	6,8	5,5	8,0	10,0	6,7
1991	12,8	13,9	11,1	8,5	4,5	8,1	5,9	9,0	5,6	6,5
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1997	12,2	16,1	11,1	12,0	16,1	11,3	13,9	14,4	6,7	8,0
1996	13,0	13,6	18,6	10,3	13,5	12,4	12,5	19,1	8,1	8,2
1995	13,3	16,6	11,5	11,1	12,3	11,2	14,5	17,1	12,0	10,3
1994	12,7	13,6	11,4	9,5	14,5	12,9	12,8	17,9	8,7	11,1
1993	13,1	14,7	8,9	11,5	11,4	13,9	11,8	20,9	14,7	10,9
1992	13,0	15,4	5,4	9,3	15,8	14,9	14,9	18,1	11,6	17,4
1991	12,8	16,8	10,1	13,3	10,0	10,8	14,6	18,5	8,8	8,8

Source : Statistique Canada, Division de l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

À noter : au moment de l'analyse, les statistiques sur la santé de 1998 n'étaient pas disponibles auprès de Statistique Canada. Elles seront disponibles au début de 2001.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de tension sociale : Faillites de particuliers et de sociétés

Tableau 5.5 : Faillites de sociétés par 1 000 établissements, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1999

	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Canada	10	11	13	15	14	13	14	16	16
Municipalité régionale de Halifax	13	15	31	23	24	23	29	41	29
Ottawa*	15	16	20	20	20	19	20	23	28
Toronto	6	7	6	8	7	7	10	9	8
Municipalité régionale de York	9	18	10	12	14	10	22	21	13
Municipalité régionale de Peel	7	8	9	10	11	10	11	9	11
Hamilton	12	13	12	15	15	15	17	16	16
Kitchener**	12	10	11	8	10	8	15	19	13
London	16	16	15	11	15	11	17	18	18
Municipalité régionale de Halton	6	5	5	6	8	8	11	11	10
Sudbury†	14	8	13	18	15	18	18	11	15
Windsor	9	9	8	5	8	5	8	10	10
Winnipeg	7	10	11	10	8	10	11	14	18
Regina	16	19	15	17	15	17	13	19	24
Saskatoon	14	16	14	17	17	17	14	23	28
Calgary	14	15	16	16	20	16	18	19	16
Edmonton	14	13	15	23	30	23	19	19	17
Burnaby	4	6	5	8	5	6	5	6	10
Vancouver	3	4	3	4	3	3	4	6	5

Source : Bureau du surintendant des faillites, Industrie Canada.

*Note : Ottawa-Hull

**Note : Kitchener seulement



Indices de tension sociale : Faillites de particuliers et de sociétés

Tableau 5.6 : Faillites de particuliers par 1 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991-1999

	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
Canada				2,7	2,2	1,8	1,9	2,2	2,2
Municipalité régionale de Halifax	3,4	3,6	3,7	2,9	2,3	2,1	2,3	2,5	3,3
Ottawa*	2,2	2,5	3,5	3,2	2,6	2,0	2,0	2,4	2,7
Toronto	1,8	2,3	3,0	2,8	2,4	2,1	2,3	2,8	2,6
Municipalité régionale de York	2,0	2,6	3,2	3,0	2,4	2,1	2,4	2,8	2,5
Municipalité régionale de Peel	1,5	1,9	1,9	2,7	2,4	2,1	2,6	2,8	2,6
Hamilton	2,7	2,9	3,4	3,0	2,7	2,1	2,6	2,6	2,8
Kitchener**	2,3	2,5	2,7	2,6	2,2	1,9	1,9	2,3	2,3
London	3,3	3,3	4,1	3,9	3,1	2,4	2,1	2,5	2,3
Municipalité régionale de Halton	1,3	1,6	1,9	2,5	2,1	1,9	2,3	2,5	2,2
Sudbury†	4,1	4,2	4,8	4,8	3,6	3,1	3,1	4,4	4,0
Windsor	1,9	2,1	2,4	2,0	1,7	1,5	1,5	1,7	1,9
Winnipeg	2,9	3,0	3,4	3,5	3,3	2,9	3,0	3,3	3,4
Régina	2,4	2,2	2,9	2,7	2,2	2,1	2,0	2,6	2,8
Saskatoon	2,2	2,5	2,9	3,3	2,8	2,3	2,3	2,9	3,2
Calgary	2,6	2,6	3,6	4,2	3,9	3,3	3,0	3,5	3,2
Edmonton	4,5	4,2	5,3	5,1	3,9	2,5	2,2	2,4	2,4
Burnaby	1,7	2,0	1,8	2,3	1,6	1,6	1,3	1,9	1,7
Vancouver	1,4	1,7	2,1	2,2	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5

Source : Bureau du surintendant des faillites, Industrie Canada.

*Note : Ottawa-Hull

**Note : Kitchener seulement

Indices de tension sociale : Appels d'urgence

Tableau 5.7 : Nombre d'appels d'urgence au 9-1-1 par année, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1998 et 1999

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel***	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London*	Municipalité régionale de Halton
1999 Total des appels d'urgence	ND	200 432	749 579	52 678	253 705	86 000 (est.)	ND	121 853	64 071
1998 Total des appels d'urgence	ND	187 775	852 116	ND	178 844	89 293	ND	113 240	58 798
1996 Total des appels d'urgence	ND	ND	786 246	ND	117 356	ND	ND	205 041	52 249
	Sudbury****†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby**	Vancouver
1999 Total des appels d'urgence	11 123	74 874	169 366	60 273	54 459	250 355	234 949	51 522	ND
1998 Total des appels d'urgence	ND	70 737	172 528	62 360	59 433	239 111	214 718	50 917	ND
1996 Total des appels d'urgence	ND	ND	ND	62 044	52 958	159 058	179 051	52 969	ND

Source : gouvernements municipaux, réponse au questionnaire.

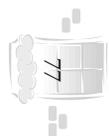
* Note : Les appels d'urgence de London incluent ceux du comté de Middlesex.

** Note : Les appels d'urgence de Burnaby n'incluent pas les téléphones sans fil (30 % des appels).

*** Note : Environ 50 % des appels sont de véritables appels d'urgence. Les autres 50 % constituent des appels abusifs ou des appels multiples pour le même incident. Les augmentations en 1999 reflètent l'augmentation des appels au 9-1-1 par téléphone cellulaire. Les appels cellulaires n'étaient pas suivis avant 1999.

****Note : les appels d'octobre à décembre, La police régionale de Sudbury ne faisait aucune collecte de données avant octobre 1999.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



6. Incidences de santé collective (ISC)

Définition¹⁸ :

Nous avons choisi d'envisager la QDV sous l'angle plus généralement accepté d'un large éventail de préoccupations et de nous en servir pour suivre les résultats plus précis et conventionnels en matière de santé.

Ces mesures sont associées aux résultats de santé dans la population. Elles comprennent le taux des décès prématurés¹⁹, l'incidence et les causes des admissions dans les hôpitaux, la proportion de nouveau-nés avec une insuffisance pondérale, ainsi que les jours de travail perdus pour cause de maladie ou d'invalidité.

Que nous révèlent ces données?

Les gens sont préoccupés par leur santé. Ils veulent vivre longtemps et en santé. Ils envisagent le concept de la santé dans un contexte individuel — la santé du corps, de l'âme et de l'esprit — et dans un contexte collectif — la santé de la population, de la collectivité, de l'économie ou de la société.

Notre santé est influencée par l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, les aliments que nous mangeons, le chauffage de nos maisons, la sécurité de nos rues et la qualité des services de santé. En s'intéressant aux résultats de santé, les gouvernements peuvent déterminer l'utilité de différentes mesures d'intervention — comme la réglementation visant à éviter les comportements négatifs et à encourager les comportements sains, les mesures favorisant la sécurité et la protection de l'environnement, ainsi que l'amélioration des services.

Mortalité infantile (tableau 6.1)

Le taux de mortalité infantile est un symbole de succès pour le réseau de la santé canadien. Ce taux diminue graduellement mais régulièrement depuis de nombreuses années. Les plus petites collectivités parmi les municipalités participantes peuvent afficher une fluctuation plus grande d'année en année parce que leurs chiffres sont relativement petits. Toutefois, il existe également un écart relativement

cohérent parmi les collectivités qui signalent des résultats différents dans ce secteur. Regina, Saskatoon et Vancouver ont toujours été au-dessus de la moyenne nationale à ce chapitre, tandis que York, Peel, Waterloo et Halton ont toujours été en-dessous.

Nouveau-nés avec déficience pondérale (tableau 6.2)

Une mesure bien connue de l'état de santé précaire des nouveau-nés est un poids à la naissance inférieur à 2 500 grammes. Le tableau 6.2 montre que le pourcentage national est demeuré stable au cours des années 1990. Sans doute que les efforts de promotion de la santé et la diminution du taux de naissances chez les adolescentes ont été compensés par une inégalité accrue des revenus, ainsi que par un nombre croissant de mères monoparentales et d'enfants vivant dans la pauvreté. Les collectivités participantes sont regroupées tout près de la moyenne nationale, mais seulement Halton et Waterloo ont un taux constamment au-dessus de la moyenne nationale. Toronto, Peel, London, Windsor, Winnipeg et Calgary sont constamment en-dessous de la moyenne nationale.

Mortalité prématurée (tableau 6.3)

Au Canada, l'espérance de vie a augmenté régulièrement au cours du dernier siècle en raison d'une amélioration de l'hygiène, d'une meilleure qualité de l'eau et de l'immunisation contre les maladies infantiles. L'élargissement de l'écart entre la naissance des enfants d'une même famille au cours du 20^e siècle a également contribué à réduire la transmission de maladies mortelles entre les enfants d'une même famille. Grâce à ces changements, un plus grand nombre de personnes vivent à un âge plus avancé qu'auparavant, et on s'intéresse davantage aux soins de santé qui permettent de prolonger le bien-être des adultes âgés. D'une certaine façon, le taux de mortalité prématuré mesure notre incapacité de maintenir ce niveau.

Comme l'indique le tableau 6.3, on discerne peu de changements au cours des années 1990. Une bonne part des chiffres couvre un large éventail de valeurs. Le taux à Calgary se rapproche de la moyenne nationale malgré sa structure d'âge plus jeune. Peel et York ont constamment un taux plus faible, tandis que Sudbury, Windsor, Hamilton et Winnipeg ont constamment un taux élevé.

18. Cette mesure est articulée d'une manière plus conventionnelle que les concepts actuels de la santé ne le laisseraient suggérer. Les gouvernements, les associations professionnelles et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) définissent généralement la santé d'une manière plus globale et universelle, englobant tous les aspects du bien-être humain. Cette approche est certes valide, mais dans le cas qui nous intéresse elle aurait pour effet de relier l'ensemble du Système de rapports sur la qualité de vie au concept de la santé. En fait, le concept du Système de rapports sur la QDV se rapproche beaucoup plus du mouvement des villes et des collectivités en santé amorcé par l'OMS.

19. Que Statistique Canada définit comme étant avant l'âge de 75 ans.

Sorties des hôpitaux (tableau 6.4)

Le tableau 6.4 indique que les collectivités participantes ont un taux d'hospitalisation plus élevé que la moyenne canadienne. Les hôpitaux dans les agglomérations urbaines sont généralement plus accessibles et offrent un plus grand éventail de services que les hôpitaux dans les régions ayant une population moindre. Les hôpitaux dans les agglomérations urbaines servent également des gens provenant de l'extérieur du territoire de la collectivité. Le taux d'hospitalisation est généralement à la baisse, suivant la tendance nationale. Lorsqu'il existe des écarts, ceux-ci sont probablement attribuables aux changements dans l'organisation des services. Même si plusieurs collectivités reflètent un recours fréquent aux hôpitaux, il est important de souligner une fois de plus les chiffres plus élevés à Regina et à Saskatoon et, dans une moindre mesure, à Calgary et à Edmonton.

Heures de travail perdues pour cause de maladie ou d'invalidité (tableau 6.5)

Un des problèmes pour déterminer la valeur des investissements destinés à améliorer la santé est la difficulté d'en mesurer l'absence. En général, les coûts de santé sont considérés comme étant les coûts des services de santé, mais ce ne sont que les coûts des services professionnels offerts aux personnes souffrant de problèmes considérés traitables et suffisamment graves pour solliciter une aide professionnelle. Les coûts associés à la maladie assumés par l'individu, sa famille ou la société, sous forme d'une perte de productivité, sont rarement comptabilisés ou pris en considération.

La mesure du nombre d'heures perdues pour cause de maladie ou d'invalidité est un indicateur qui aide à déterminer les coûts associés à la maladie ou à l'invalidité. Le tableau 6.5 indique que le Canada perd plus de 2 pour cent du temps de travail normal chaque semaine pour cause de maladie ou d'invalidité, et que ce pourcentage est en hausse. L'écart est mineur. Winnipeg a le plus grand nombre d'heures perdues et Vancouver en a le moins.

Indices de santé collective : Mortalité infantile

Tableau 6.1 : Taux de mortalité infantile par 1 000 naissances vivantes, Canada, municipalités régionales et villes choisies, 1991-1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1997	5,4	3,3	5,7	6,5	4,1	5,1	5,5	4,5	4,7	1,9
1996	5,5	6,0	4,9	6,4	3,5	5,5	4,4	3,6	5,9	5,1
1995	6,1	5,7	6,4	5,9	4,5	5,2	7,9	6,6	7,2	4,5
1994	6,3	6,8	6,0	6,9	5,1	5,0	8,1	4,6	6,8	3,3
1993	6,3	6,9	6,9	6,3	4,6	5,7	6,7	4,3	10,2	5,0
1992	6,0	4,9	5,3	7,0	5,0	3,5	4,4	6,3	8,8	3,1
1991	6,4	5,0	6,2	7,1	5,3	5,7	4,9	3,9	12,3	5,3
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1997	5,4	1,8	5,7	7,5	12,3	6,7	3,7	5,8	5,3	6,5
1996	5,5	7,8	5,8	6,0	6,0	6,8	5,5	5,4	4,3	6,4
1995	6,1	7,9	9,4	6,1	13,4	10,6	6,4	7,9	3,7	8,5
1994	8,5	7,1	4,1	5,5	7,0	9,7	7,0	7,6	8,9	10,7
1993	6,3	7,0	7,5	7,6	6,3	7,9	6,5	5,4	2,6	7,1
1992	6,0	5,9	7,0	6,0	5,9	8,4	6,9	8,2	4,6	11,1
1991	6,4	8,6	4,9	5,6	7,4	5,6	5,0	8,3	3,1	6,9

Source : Statistique Canada, Division de l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de santé collective : Nouveau-nés avec déficience pondérale

Tableau 6.2 : Accouchements simples à moins de 2 500 grammes en pourcentage du nombre total d'accouchements simples, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1997 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1998	4,6	5,0	4,4	5,5	4,2	4,8	4,7	4,4	4,8	3,4
1996	4,6	4,3	4,7	5,7	4,3	5,2	4,7	4,1	4,9	3,3
1992	4,6	4,7	4,8	5,4	4,0	4,8	5,2	3,7	5,1	4,0
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1998	4,6	4,5	5,3	5,0	4,7	5,3	5,3	4,4	4,5	4,5
1996	4,6	6,1	4,6	4,9	4,1	4,4	5,2	5,6	5,0	4,8
1992	4,6	5,8	6,2	5,0	5,1	4,6	5,1	5,1	4,1	4,0

Source : Statistique Canada, Division de l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de santé collective : Mortalité prématurée et hospitalisation

Tableau 6.3a : Taux de mortalité prématurée brut* par 100 000 habitants, Canada, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1997	315 16	437 87	409 34	493 38	290 24	278 32	576 18	422 32	473 21	367 31
1996	325 71	451 79	404 19	488 08	303 76	284 65	556 77	433 62	480 24	384 66
1991	349 05	448 47	379 72	461 35	270 39	276 44	560 38	403 91	502 89	379 16

Source : Statistique Canada, Division sur l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

*Note : La mortalité prématurée est définie comme le décès avant l'âge de 75 ans.

Indices de santé collective : Mortalité prématurée et hospitalisation

Tableau 6.3b : Taux de mortalité prématurée brut* par 100 000 habitants, Canada, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996 et 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1997	315 16	555 00	568 90	529 10	485 00	475 70	327 70	419 00	265 09	469 50
1996	325 71	534 20	611 30	536 30	458 20	422 20	314 60	414 30	470 80	470 80
1991	349 05	559 50	623 80	543 20	494 40	500 90	399 50	451 10	568 40	585 20

Source : Statistique Canada, Division sur l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

*Note : La mortalité prématurée est définie comme le décès avant l'âge de 75 ans.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de santé collective : Mortalité prématurée et hospitalisation

Tableau 6.4a : Sorties d'hôpital, taux brut par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, exercice 1991-1992, exercice 1996-1997 et exercice 1998-1999

	Canada*	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Total										
1998/1999	8 312	13 281	9 066	9 335	9 790	9 482	12 408	12 236	10 276	9 271
1996/1997	8 771	14 369	9 886	10 474	11 002	10 414	13 326	13 908	11 840	9 380
1991/1992	10 533	9 976	12 780	12 546	13 891	13 046	15 853	17 607	15 075	12 040

Source : Institut canadien d'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Le total au Canada est partiel car les données du Québec ne sont pas incluses.

Indices de santé collective : Mortalité prématurée et hospitalisation

Tableau 6.4b : Sorties d'hôpital, taux brut par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies, exercice 1991-1992, exercice 1996-1997 et exercice 1998-1999

	Canada*	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Vancouver (comp. Burnaby)
Total									
1998/1999	8 312	7 073	14 513	10 199	17 870	16 687	12 726	11 644	10 220
1996/1997	8 771	6 999	19 974	6 946	22 150	19 548	17 720	17 021	18 955
1991/1992	10 533	8 214	15 969	10 758	17 975	16 829	13 771	12 003	15 846

Source : Institut canadien d'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Le total au Canada est partiel car les données du Québec ne sont pas incluses.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Indices de santé collective : Heures de travail perdues pour cause de maladie ou d'invalidité

Tableau 6.5 : Heures perdues (semaine complète ou partielle) pour cause de maladie ou d'invalidité en pourcentage de toutes les heures de travail effectives de tous les employés, par âge, Canada et municipalités régionales et villes choisies, moyennes annuelles 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1998										
15 - 39 ans	1,9	1,7	1,3	1,3	0,0	1,6	2,0	1,8	1,7	2,3
Plus de 40 ans	2,5	2,6	2,3	2,3	1,6	2,4	3,2	2,3	2,3	2,1
1996										
15 - 39 ans	1,6	2,0	1,4	0,9	0,0	1,1	2,0	1,3	1,4	0,0
Plus de 40 ans	2,2	2,5	2,2	1,6	2,0	1,7	2,1	2,3	1,7	0,0
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
1998										
15 - 39 ans	1,9	0,0	2,2	2,5	2,4	2,2	2,0	1,6	0,0	1,2
Plus de 40 ans	2,5	0,0	0,0	3,2	2,7	2,3	1,9	2,4	0,0	0,0
1996										
15 - 39 ans	1,6	0,0	0,0	1,7	1,5	2,2	1,4	1,7	2,0	1,2
Plus de 40 ans	2,2	0,0	0,0	2,5	1,7	3,3	1,3	2,1	0,0	2,1

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, A20093, " 0,0 " indique une évaluation lorsque l'échantillon est trop petit.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

7. Indices de sécurité municipale (ISM)

Définition :

Ces mesures reflètent la sécurité physique globale de la collectivité. Elles couvrent les taux de criminalité et de violence dans la collectivité ainsi que le taux des blessures accidentelles. Lorsqu'elle sera disponible, cette mesure comprendra l'incidence des maladies transmissibles à déclaration obligatoire²⁰.

Que nous révèlent ces données?

Les résidents considèrent la protection contre le crime comme une préoccupation majeure pour leur collectivité et beaucoup de familles iront s'établir dans un quartier plus sûr si elles se sentent menacées ou mal protégées là où elles sont présentement. C'est particulièrement le cas pour les ménages avec des enfants.

La perception de sécurité des quartiers n'est pas nécessairement compatible avec le taux de criminalité déclaré. La présence d'itinérants dans les rues, des quartiers à plus forte densité résidentielle, l'âge relativement élevé de la population globale et une couverture imposante des questions de sécurité par les médias peuvent contribuer à un sentiment d'insécurité. La sécurité peut également être menacée par une circulation mal réglementée, des lieux de travail dangereux et des conditions climatiques, comme des accumulations de neige.

À l'étape actuelle de l'élaboration du Système de rapports sur la QDV, les indices de sécurité municipale comprennent les crimes déclarés et confirmés (répartis en crimes contre la propriété et en crimes violents), les accusations portées contre les jeunes contrevenants ainsi que les blessures et les empoisonnements accidentels. Collectivement, ils présentent une image de la sécurité globale de la collectivité, mais il faudrait souligner que le taux de criminalité varie grandement aussi à l'intérieur des agglomérations urbaines.

Taux de criminalité (tableaux 7.1a et b)

À l'échelle nationale, les crimes signalés et confirmés semblent diminuer régulièrement. De 6 143 crimes contre les biens par 100 000 habitants en 1991, le taux annuel

a diminué d'environ 25 pour cent, pour s'établir à 4 556. Toutefois, la tendance au chapitre des crimes violents est moins évidente, s'étant stabilisée à 979 par 100 000 habitants en 1998. Ce nombre est encore légèrement inférieur à ce qu'il était en 1991. Les accusations contre les jeunes contrevenants sont également en baisse. Cette baisse globale peut s'expliquer en partie par les changements démographiques : aujourd'hui, on compte moins de jeunes adultes relativement au reste de la population et nous savons que la plupart des infractions sont commises par le groupe des jeunes hommes²¹.

Dans une certaine mesure, la structure d'âges des collectivités participantes est reflétée dans le taux de criminalité, bien que les différences d'âges ne soient pas suffisantes pour expliquer l'écart important entre elles. Les collectivités de l'Ouest ont une population relativement plus jeune et leur taux de criminalité dépasse la moyenne nationale de 50 à 100 pour cent. Une exception est Calgary, une ville avec une population jeune, mais avec un taux de criminalité beaucoup plus bas que Regina, Saskatoon et Winnipeg. Vancouver et Burnaby affichent également un taux de criminalité élevé, en particulier pour les crimes contre les biens.

Blessures et empoisonnements (tableaux 7.2 et 7.3)

Les taux de mortalité attribuables aux blessures et aux empoisonnements (y compris les cas accidentels) ont diminué graduellement au Canada, et plus rapidement dans beaucoup de grands centres urbains. Treize des collectivités participantes ont un taux inférieur à la moyenne nationale. Conformément aux tendances qui se dégagent des autres mesures de la QDV, les villes des Prairies affichent un taux plus élevé et, à Winnipeg, Regina et Saskatoon, le taux augmente. Sudbury a le taux le plus élevé, mais il est en baisse.

Le taux d'hospitalisation pour causes de blessure et d'empoisonnement (tableau 7.3) a également diminué assez rapidement au Canada et dans les collectivités participantes. On note des variations dans ce taux. Sudbury, Toronto et Peel sont au bas de l'échelle, peu en-dessous de la moyenne nationale, tandis que la plupart des collectivités sont situées au-dessus, mais réalisent des progrès. Les villes à l'ouest de Winnipeg affichent les taux les plus élevés.

20. Les maladies transmissibles à déclaration obligatoire sont celles que les professionnels de la santé doivent déclarer, habituellement pour des raisons de sécurité publique.

21. On peut trouver de l'information au sujet des facteurs qui influent sur le taux de criminalité sur le site Web du Centre international pour la prévention du crime, à l'adresse www.crimeprevention-intl.org.

Indices de sécurité municipale : Taux de criminalité

Tableau 7.1a : Taux de criminalité par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies 1986, 1991, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Jeunes contrevenants accusés										
1998	389	286	157	317	227	309	386	433	667	242
1996	473	ND	226	278	237	377	397	426	724	293
1991	611	635	395	496	449	413	400	635	897	367
1986	522	504	310	522	404	432	431	331	660	ND
Crimes violents										
1998	979	1 294	952	1 085	489	581	1 240	80	853	456
1996	973	ND	1 105	1 027	470	645	1 339	72	913	490
1991	1 056	1 760	1 545	1 399	516	697	1 203	878	1 016	537
1986	782	1 005	875	951	305	679	1 177	776	856	464
Crimes matériels										
1998	4 556	8 129	4 969	3 957	2 629	2 751	4 590	4 311	4 974	2 443
1996	5 193	ND	7 058	4 969	3 165	3 700	5 201	4 493	6 475	3 182
1991	6 143	11 029	9 139	6 642	3 925	4 562	5 850	5 459	7 017	3 954
1986	5 528	9 561	8 581	5 507	3 345	4 261	5 537	4 902	7 177	3 892

Source : Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada

Indices de sécurité municipale : Taux de criminalité

Tableau 7.1b : Taux de criminalité par 100 000 habitants, Canada et municipalités régionales et villes choisies 1986, 1991, 1996 et 1998

	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Jeunes contrevenants accusés										
1998	389	603	421	720	1 259	1 179	441	635	235	221
1996	473	742	399	649	1 219	1 091	681	568	222	234
1991	611	729	480	779	1 215	1 111	1 244	804	462	481
1986	522	2 342	536	1 049	752	850	392	259	478	390
Crimes violents										
1998	979	872	1 055	1 373	1 784	1 505	876	1 148	1 153	1 396
1996	973	918	1 207	1 183	1 293	1 407	777	1 038	1 360	1 602
1991	1 056	986	1 260	978	981	1 083	1 106	1 522	1 484	1 571
1986	782	599	1 326	904	896	1 031	526	1 396	1 068	1 765
Crimes matériels										
1998	4 556	4 222	4 887	6 009	9 175	6 697	5 249	5 912	9 182	12 369
1996	5 193	5 101	5 940	6 520	10 444	7 487	5 596	6 102	11 887	16 154
1991	6 143	7 023	6 682	7 483	10 117	7 234	8 256	10 634	11 928	13 061
1986	5 528	5 482	7 071	9 316	10 139	11 109	5 665	9 322	11 306	12 314

Source : Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de sécurité municipale : Blessures et empoisonnements

Tableau 7.2 : Taux de mortalité brut par 100 000 habitants pour cause de blessures et empoisonnements, Canada et municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996 et 1998

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Blessures et empoisonnements										
1998	43,5	38,2	28,6	32,4	20,6	21,6	33,5	31,3	33,7	30,0
1996	45,5	41,1	32,1	31,7	24,5	33,0	38,4	31,5	40,1	30,2
1991	47,2	41,3	36,4	35,1	28,0	34,3	38,8	33,0	25,4	33,0
changement en % 1996-1998	-4,6	-7,6	-12,2	2,2	-18,9	-52,8	-14,6	-0,6	-18,9	-0,6
changement en % 1991-1996	-4,1	-0,2	-13,3	-10,7	-14,2	-3,9	-1,0	-4,7	57,8	-9,2
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
Blessures et empoisonnements										
1998	43,5	49,6	37,1	45,8	44,7	44,7	37,2	45,7	30,2	38,3
1996	45,5	56,0	47,3	36,9	40,8	42,7	38,5	51,3	26,6	34,0
1991	47,2	51,5	34,7	40,0	41,9	41,9	42,0	51,5	42,1	65,9
changement en % 1996-1998	-4,6	-12,9	-27,4	19,4	8,7	4,5	-3,5	-12,3	11,9	11,2
changement en % 1991-1996	-4,1	8,0	36,3	-8,4	-2,6	1,9	-9,1	-0,3	-58,2	-93,8

Source : Statistique Canada, Division sur l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de sécurité municipale : Blessures et empoisonnements

Tableau 7.3 : Taux de sortie d'hôpital par 100 000 habitants pour cause de blessure et d'empoisonnement, Canada et municipalités régionales et villes choisies 1991, 1996 et 1998

	Canada*	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
Blessures et empoisonnements										
1998	637,9	949,1	592,3	581,5	634,4	582,3	995,1	917,1	813,2	679,8
1996	690,1	1011,2	675,7	634,5	695,3	609,7	1024,2	1044,6	951,3	659,4
1991	816,2	992,9	861,5	755,2	873,7	817,0	1110,8	1209,0	1086,9	854,7
changement en % 1996-1998	-15,4	1,8	-21,6	-16,0	-20,4	-25,4	-7,8	-13,6	-12,5	-22,9
changement en % 1991-1996	-7,6	-6,1	-12,3	-8,4	-8,8	-4,5	-2,8	-12,2	-14,5	3,1
	Canada*	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver (y compris Burnaby, 1996 et 1991)
Blessures et empoisonnements										
1998	637,9	541,1	834,7	717,3	1454,3	1248,3	1082,9	954,9	1285,2	1285,2
1996	690,1	581,0	938,8	761,7	1455,1	1212,0	1222,3	1058,6	1452,9	1452,9
1991	816,2	622,0	1176,4	515,6	1626,8	1327,5	1585,4	1563,2	1722,0	1722,0
changement en % 1996-1998	-15,4	-6,6	-20,2	47,7	-10,6	-8,7	-22,9	-32,3	-15,6	-15,6
changement en % 1991-1996	-7,6	-6,9	-11,1	-5,8	-0,1	3,0	-11,4	-9,8	-11,5	-11,5

Source : Statistique Canada, Division sur l'information sur la santé, tabulations spéciales. Calculs de l'Advocate Institute.

*Note : Le total au Canada est partiel car les données du Québec ne sont pas incluses.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury

8. Indices de participation communautaire (IPC)

Définition :

Ces indices reflètent la participation des citoyens à la vie civique et politique de la collectivité. Ils comprennent le taux de participation aux élections, le degré d'alphabétisation tel que mesuré par le tirage du journal quotidien, ainsi que les dons de charité et le soutien aux projets communautaires tels que mesurés par le biais du bureau local de Centraide.

Que nous révèlent ces données?

Au cours des deux dernières décennies, les entreprises, la société et les politiques publiques se sont grandement mondialisées. Les entreprises qui utilisent la haute technologie peuvent s'établir n'importe où dans le monde, et les travailleurs de l'industrie du savoir jouissent d'une très grande mobilité. Afin que les collectivités puissent conserver leur capital humain, il est important que les résidents soient satisfaits et à l'aise dans leur collectivité. Les collectivités doivent avoir la capacité de répondre aux enjeux locaux, d'aider les défavorisés et d'améliorer la qualité de vie globale. Pour bâtir le capital social de la collectivité, il faut également renforcer les systèmes de soutien, les réseaux ainsi que les ressources intellectuelles et naturelles. Nous obtiendrons ainsi des collectivités solides et saines qui contribuent à la solidarité sociale nationale.

Participation électorale (tableau 8.1)

Le Rapport sur la qualité de vie de 1999 avait indiqué une baisse du taux de participation électorale. C'était le cas pour les élections fédérales, où la tendance à la baisse était évidente depuis les années 1980 et aussi avec un taux plus faible pour les gouvernements provinciaux et locaux. Le taux de participation électorale en 2000 est indiqué au tableau 8,1 ainsi que celui de la participation aux élections municipales pour les années où elles étaient disponibles. On constate que la participation aux élections fédérales continue de diminuer.

Dons de charité (tableaux 8.2a et b)

Un des volets encourageants de la participation communautaire au cours des dernières années est celui des contributions monétaires aux oeuvres de charité. Ces oeuvres se répartissent généralement en plusieurs catégories, comme les organismes religieux, de santé et de services sociaux, les arts et la culture. Comme le montre le tableau 8,2 pour les régions métropolitaines de recensement qui englobent les collectivités participantes, les dons se situent près ou au-dessus de la moyenne nationale et, dans plusieurs cas, ils ont augmenté plus rapidement que l'inflation. Cette tendance semble suivre l'évolution démographique de la société, et elle est encourageante pour les organismes communautaires et la santé de la société civile.

Contributions à Centraide (tableau 8.3)

Le tableau 8.3 montre les contributions aux campagnes de Centraide. Comme pour les dons de charité, le niveau d'aide semble être à la hausse, mais on note beaucoup de variations entre les collectivités. Les contributions faites aux campagnes Centraide sont un indicateur à la fois de la disposition des habitants à contribuer aux besoins de services sociaux en général et de la capacité de la collectivité à organiser une campagne fructueuse.

Activités de recyclage (tableau 8.4)

Un indicateur pertinent pour cette mesure ainsi que pour les préoccupations environnementales est le niveau d'effort de recyclage dans la collectivité. Le tableau 8.4 indique que cette activité prend de l'ampleur dans la plupart des collectivités participantes.

Tirage du journal local (tableau 8.5)

Le tirage des journaux locaux permet de savoir, indirectement, dans quelle mesure les résidents sont informés des enjeux locaux et de connaître leur intérêt civique. C'est une indication générale, puisque les gens ont accès à de l'information par le biais de la télévision, de l'Internet et de publications spécialisées hebdomadaires et mensuelles. À partir des données partielles disponibles, le tableau 8.3 indique que la tendance à la baisse dégagée dans le premier rapport sur la QDV s'est poursuivie, se stabilisant sans doute en 1999.

Indices de participation communautaire : Participation électorale

Tableau 8.1 : Pourcentage de participation électorale, Canada et municipalités régionales et villes choisies, élections fédérales et municipales, années diverses de 1991-2000

	Canada	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton**
Fédérales 2000	61,2	59,9	63,4	55,9	57,1	52,8	58,0	57,6	55,9	62,3
Fédérales 1997	67,0	67,6	71,4	66,5	65,2	64,2	60,9	63,4	62,4	70,0
Fédérales 1993	69,6	61,0	69,5	67,2	70,1	68,4	67,0	65,2	64,7	62,5
Municipales 99/00		34,0	47,0	37,6						32,0
Municipales 98/99										
Municipales 97/98			31,9	50,8		26,7	34,6	30,4	43,1	35,5
Municipales 95/96		31,0	39,0	36,3*		32,2	36,9	37,4	43,4	
Municipales 91/94		37,5	41,0	43,0*		31,2	41,0	30,2	35,5	37,2
	Canada	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby***	Vancouver***
Fédérales 2000	61,2	59,1	52,6	53,9	62,4	62,0	58,0	59,3	60,2	60,5
Fédérales 1997	67,0	64,7	57,3	62,2	65,1	62,4	59,5	57,1	66,2	64,0
Fédérales 1993	69,6		60,7	67,2	69,5	66,9	64,6	61,9	66,0	63,8
Municipales 99/00		42,6	40,8		38,3				30,8	36,0
Municipales 98/99							45,8			
Municipales 97/98		44,0	30,9	53,6	23,4	20,0		35,5		
Municipales 95/96		51,4	34,5	53,5	39,4		23,4	50,3	27,4	
Municipales 91/94		55,7		58,4			34,2	51,6	27,7	

Source : Élections Canada (élections fédérales); gouvernements municipaux, (élections municipales).

*Note : Ces chiffres sont pour l'ancienne ville de Toronto.

**Note : La nouvelle ville de Hamilton et la municipalité régionale de Halton partagent la circonscription 35095 - Ancaster-Dundas-Flamborough-Aldershot (anciennement la circonscription de Hamilton-Wentworth).

***Note : Burnaby et Vancouver partagent la circonscription 59031 - Vancouver Sud, Burnaby.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de participation communautaire : Dons de charité

Tableau 8.2a : Dons de charité, Canada et RMR choisies 1995, 1997, 1998

	Canada	Halifax	Ottawa	RMR de Toronto (comp. York & Peel)	RMR d'Hamilton -Wentworth	RMR de Kitchener (comp. Waterloo)	RMR de London	Municipalité régionale de Halton**	RMR de Sudbury
Don moyen par donateur 1998 (\$)	860	818	940	1273	901	1126	943	1029	573
Par contribuable 1998 (\$)	222	222	311	331	275	353	295	348	158
Don moyen par donateur 1997 (\$)	810	750	810	1120	860	1040	890	940	481*
Par contribuable 1997 (\$)	210	200	260	290	260	330	280	259	136*
Don moyen par donateur 1995 (\$)	650	570	610	820	710	810	730	725	456
Par contribuable 1995 (\$)	180	170	210	220	220	270	240	249	128

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales. Calculs de l' Advocate Institute.

*Note : Les données de la colonne 1997 sont celles de 1996 pour Sudbury.

**Note : Contrairement aux autres collectivités dans le tableau 8.2a, qui sont représentées par la RMR, les données présentées pour la Municipalité régionale de Halton représentent la municipalité.



Indices de participation communautaire : Dons de charité

Table 8.2b : Dons de charité, Canada et RMR choisies, 1995, 1997, 1998

	Canada	RMR de Windsor	RMR de Winnipeg	RMR de Régina	RMR de Saskatoon	RMR de Calgary	RMR de Edmonton	RMR de Vancouver (comp. Burnaby)
Don moyen par donateur 1998 (\$)	860	731	859	800	1101	1142	925	1095
Par contribuable 1998 (\$)	222	239	268	246	312	324	245	264
Don moyen par donateur 1997 (\$)	810	700	850	830	1090	1080	880	1060
Par contribuable 1997 (\$)	210	230	260	250	310	300	230	260
Don moyen par donateur 1995 (\$)	650	610	700	670	850	730	730	810
Par contribuable 1995 (\$)	180	210	230	220	250	240	210	200

Source : Données régionales et administratives de Statistique Canada, tabulations spéciales, calculs de l' Advocate Institute.

Indices de participation communautaire : Dons à Centraide par habitant

Tableau 8.3 : Dons par tête à Centraide, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996, 1997*, 1998, 1999**

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton (comp. Burlington)	Kitchener-Waterloo	London-Middlesex	Municipalité régionale de Halton (excl. Burlington)
Recettes de campagnes 1999	3 870 000 \$	16 178 705 \$	63 100 000 \$	4 500 000 \$	9 378 595 \$	6 050 000 \$	4 705 000 \$	4 932 353 \$	2 993 000 \$
Par tête *'98 population utilisée	10,75	21,35	25,15	6,78	9,89	11,69	10,89	14,55	8,92
Recettes de campagnes 1998	3 660 000 \$	14 600 000 \$	60 250 000 \$	4 000 000 \$	8 726 122 \$	5 940 000 \$	4 560 000 \$	4 750 000 \$	3 240 500 \$
Par tête	10,16	19,27	24,01	6,03	9,20	11,55	10,55	14,01	9,59
Recettes de campagnes 1997	3 600 000 \$	13 577 638 \$	56 100 000 \$	3 500 000 \$	8 442 588 \$	5 800 000 \$	4 356 000 \$	4 586 188 \$	3 003 500 \$
Par tête *'96 population utilisée	10,50	18,83	23,52	5,91	9,90	11,89	10,74	14,08	9,09
Recettes de campagnes 1996	3 600 000 \$	12 605 348 \$	52 100 000 \$	2 903 000 \$	9 674 076 \$	5 960 190 \$	4 300 000 \$	4 354 375 \$	2 638 627 \$
Par tête	10,50	17,48	21,84	4,90	11,35	12,22	10,61	13,37	7,99
Recettes de campagnes 1991	4 010 000 \$	ND	44 971 000 \$	ND	6 218 000 \$	6 700 000 \$	4 411 915 \$	4 096 000 \$	175 000 \$***
Par tête	12,12	19,76	18,46	ND	11,68	13,14	ND	ND	0,54***

Source : Statistique de Centraide national et séries démographiques de Statistique Canada, Calculs de l'Advocate Institute.

À noter, dans certains cas Centraide ne couvre pas entièrement la municipalité. Ainsi, les chiffres présentés sont inférieurs à la réalité.

*Note : Les données de 1997 utilisent les chiffres de la population de 1996.

**Note : Les données de 1999 utilisent les estimations de la population de 1998.

***Note : Les données de 1991 pour la Municipalité régionale de Halton ne comprennent que les données pour Halton Hills.

La ventilation des chiffres selon les limites municipales n'est pas disponible pour les chiffres de 1991 et 1996.

Par conséquent, la même contribution par tête a été attribuée aux deux villes. Burnaby 1998 et 1999 par habitant est basé sur l'estimation de la population

Indices de participation communautaire : Dons à Centraide par habitant

Tableau 8.3 (suite) : Dons par tête à Centraide, municipalités régionales et villes choisies, 1991, 1996, 1997*, 1998, 1999**

	Sudbury	Windsor- Essex	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby***	Vancouver***
Recettes de campagnes 1999	1 040 000 \$	9 131 966 \$	11 000 000 \$	1 989 000 \$	1 760 000 \$	21 775 577 \$	10 930 000 \$	2 448 801 \$	7 102 065 \$
Par tête *198 population utilisée	6,29	30,43	17,53	10,66	8,62	25,85	16,91	12,87	12,87
Recettes de campagnes 1998	1 134 000 \$	8 307 276 \$	10 502 000 \$	1 811 272 \$	1 626 000 \$	19 363 000 \$	10 132 973 \$	2 309 924 \$	6 737 857 \$
Par tête	6,86	28,64	16,74	9,71	7,97	23,01	15,67	12,21	12,21
Recettes de campagnes 1997	1 150 000 \$	8 112 637 \$	9 871 000 \$	1 774 268 \$	1 502 000 \$	17 197 000 \$	9 507 853 \$	2 204 271 \$	6 322 323 \$
Par tête *196 population utilisée	6,97	30,27	15,96	9,84	7,76	22,39	15,43	12,30	12,3
Recettes de campagnes 1996	1 050 000 \$	7 910 108 \$	9 329 551 \$	1 752 748 \$	1 403 655 \$	14 722 000 \$	900 000 \$	2 021 478 \$	5 798 033 \$
Par tête	6,36	29,51	15,08	9,72	7,25	19,17	14,60	11,28	11,28
Recettes de campagnes 1991	1 065 437 \$	7 019 000 \$	8 238 000 \$	1 687 801 \$	1 147 000 \$	10 500 000 \$	7 632 108 \$	1 683 000 \$	4 996 827 \$
Par tête	6,4	26,19	13,39	9,42	6,16	14,77	12,37	10,59	10,59

Source : Statistique de Centraide national et séries démographiques de Statistique Canada, Calculs de l'Advocate Institute.

À noter, dans certains cas Centraide ne couvre pas entièrement la municipalité. Ainsi, les chiffres présentés sont inférieurs à la réalité.

*Note : Les données de 1997 utilisent les chiffres de la population de 1996.

**Note : Les données de 1999 utilisent les estimations de la population de 1998.

***Note : Les chiffres de Burnaby et Vancouver sont dérivés de la campagne Centraide du Lower Mainland.

La ventilation des chiffres selon les limites municipales n'est pas disponible pour les chiffres de 1991 et 1996.

Par conséquent, la même contribution par tête a été attribuée aux deux villes. Burnaby 1998 et 1999 par habitant est basé sur l'estimation de la population



Indices de participation communautaire : Recyclage (nombre de kilogrammes par habitant et par an)

Tableau 8.4 : Poids des produits recyclables par résident, kilogrammes collectés par habitant, municipalités régionales et villes choisies, 1996, 1997, 1998 et 1999

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
kg ramassé 1999	47,60	73,9	102	56,2	95,7	54,9	58,5	51,9	81,6
kg ramassé 1998	43,80	69	98	56,2	89,7	48,3	56,7	49,8	78,9
kg ramassé 1996	38,9	48,4	94	45,4	94,6	46,9	ND	46,8	71,8
	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby	Vancouver
kg ramassé 1999	57,7	50,4	42,2	ND	95,9	60,5	124,7	112,3	ND
kg ramassé 1998	54,6	49,6	40,1	ND	60,8	53,7	114,4	91,5	ND
kg ramassé 1996	47,1	48,1	42,3	180 kg/maison	Pas de prog.	44,8	101,0	47,6	ND

Source : Municipalités régionales, calculs de l'Advocate Institute.

*Note : kilogrammes par résident basés sur l'estimation de la population de 1998.

À noter : Les données des gouvernements municipaux sont basées sur leur propre définition, ainsi l'information doit être utilisée pour suivre les tendances dans le temps. Les taux ne sont pas comparables car ils utilisent des définitions différentes.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.

Indices de participation communautaire Tirage des quotidiens

Tableau 8.5 : Pourcentage du nombre total de ménages recevant des journaux quotidiens, municipalités régionales et villes choisies, 1995, 1997, 1998 et 1999

	Municipalité régionale de Halifax	Ottawa	Toronto	Municipalité régionale de York	Municipalité régionale de Peel	Hamilton	Municipalité régionale de Waterloo	London	Municipalité régionale de Halton
1999	64,0	57,3	33,8	40,0	36,3	49,4	43,1	ND	41,9
1998	62,6	54,5	34,7	36,7	34,1	48,8	43,6	ND	40,8
1997	67,2	58,4	40,5	38,8	35,7	51,3	44,9	43,8	ND
1995	66,5	68,9	35,2	39,9	40,3	62,8	58,4	48,4	ND
	Sudbury†	Windsor	Winnipeg	Régina	Saskatoon	Calgary	Edmonton	Burnaby*	Vancouver
1999	36,2	ND	54,0	57,6	53,4	50,0	61,0	41,0	41,0
1998	41,2	ND	55,2	53,5	54,6	49,5	52,0	40,5	40,5
1997	ND	65,3	56,5	57,1	56,5	51,1	52,7	46,2	46,2
1995	ND	82,1	68,2	66,1	64,0	59,0	63,6	54,3	54,3

Source : Audit Bureau of Circulation

*Note : La source fournit seulement les données sur le Grand Vancouver, la ville de Burnaby fait partie du Grand Vancouver.

† Les données pour Sudbury comprennent l'ancienne municipalité régionale de Sudbury.



Système de rapports de la FCM
sur la **qualité de vie**

Annexe I

Résultats préliminaires (1999)

Résultats préliminaires (1999)

Étant donné qu'il s'agit ici d'un rapport préliminaire, les résultats qu'il contient serviront de chiffres de référence pour le suivi futur. Chaque fois que possible, des données historiques et des comparaisons avec d'autres recherches complètent ces indices.

Un certain nombre de conclusions importantes émergent de l'analyse préliminaire. Dans certains cas, les conditions ou tendances de qualité de vie divergent d'une municipalité à l'autre, ce qui amène à s'interroger sur les différences d'impact des politiques d'une collectivité à l'autre. Toutefois, certaines conditions ou tendances semblent uniformes dans toutes les collectivités étudiées :

1. Les normes de revenu, d'éducation et d'emploi dans plusieurs municipalités participantes sont supérieures aux moyennes canadiennes et provinciales. Cela signifie que les caractéristiques des agglomérations urbaines canadiennes collent à l'Indice du développement humain des Nations Unies, qui place le Canada en tête. Le niveau de vie des tranches de population à revenu moyen et élevé, de même que les cotes dans des domaines tels que l'éducation et la santé de la population d'ensemble, sont généralement élevés et, dans certains cas, en progrès. Le taux de chômage s'est amélioré dans la plupart des villes étudiées au cours de la période.
2. Les agglomérations canadiennes traversent une transformation remarquable qui les voit se muer en sociétés multiculturelles dynamiques. Par exemple, Toronto, Peel et Vancouver ont maintenant plus de 40 p. 100 d'habitants nés à l'étranger. Les gouvernements municipaux et les collectivités urbaines ne cessent d'ajuster leur gamme de services pour aider les nouveaux arrivants à s'intégrer à leur nouvelle société. Ces collectivités multiculturelles voient émerger des formes de relations sociales, culturelles et économiques qui contribueront de façon majeure à définir la société canadienne au 21^e siècle.
3. Les agglomérations étudiées dans ce rapport présentent de plus larges inégalités de revenu et une plus grande incidence de pauvreté que les moyennes canadiennes et provinciales. Entre 1992 et 1996, les ménages dans la moitié supérieure de l'échelle des revenus ont affiché des hausses de revenu de l'ordre de 6 à 8 p. 100. Dans la plupart des villes, les ménages dans la moitié inférieure de l'échelle des revenus ont enregistré des baisses d'ampleur similaire ou supérieure – et ce, sans tenir compte de la diminution du pouvoir d'achat résultant de l'inflation.
4. Les tendances pointent vers une amplification et une concentration des problèmes sociaux dans les grands centres urbains du Canada. Ces problèmes englobent un manque de logements bon marché, certaines formes de criminalité urbaine, des concentrations de pauvreté et une insuffisance de ressources chez d'importants segments de la population urbaine.
5. Les taux de criminalité d'ensemble sont en baisse au Canada (d'environ 10 p. 100 entre 1991 et 1996). Toutefois, les données laissent à penser que ces taux sont volatils et instables dans le temps et que les crimes violents sont en recrudescence dans certaines villes depuis quelques années.
6. Le logement est une grave préoccupation dans les agglomérations, avec des problèmes d'abordabilité extrêmes. Le nombre de locataires dont le loyer accapare 30 p. 100 ou plus du revenu a augmenté entre 1991 et 1996 dans plusieurs villes, et ce, dans une proportion pouvant atteindre 40 p. 100.
7. Le problème du chômage des jeunes n'a pas trouvé de solution au Canada, en dépit des efforts fédéraux et provinciaux déployés. Le faible salaire payé aux jeunes est une difficulté connexe.
8. Parallèlement aux difficultés des jeunes sur le marché du travail, les jeunes familles deviennent financièrement plus vulnérables. La faiblesse des salaires et des revenus familiaux et la prolifération des familles monoparentales apparaissent de manière évidente.

Le processus de consultation a également fait apparaître que les gouvernements municipaux prennent des initiatives pour mieux cerner les tendances qui se font jour localement et amener les collectivités à participer aux plans d'amélioration de la qualité de vie.

Résumé préliminaire

Les agglomérations canadiennes reflètent des évolutions à la fois positives et négatives intervenues au cours des années 1990. Les indicateurs économiques et de nombreux indicateurs sociaux portant sur la population d'ensemble sont soit stables soit en progrès. Les Canadiens sont en relativement bonne santé et instruits. Toutefois, les problèmes sociaux s'amplifient. Ces problèmes reflètent les effets cumulatifs des mutations économiques (mondialisation, révolution informatique et profonde restructuration du marché du travail) et des changements intervenus dans les politiques provinciales et fédérales au cours des 20 dernières années. Une approche plus sophistiquée et plus intuitive de l'élaboration des politiques est requise, mettant en jeu les collectivités et les gouvernements municipaux à titre de partenaires réels. C'est là un vrai défi pour l'union sociale canadienne.



Système de rapports de la FCM
sur la **qualité de vie**

Annexe II

Membres de l'Équipe technique

Membres de l'Équipe technique

Équipe de la FCM : Conseiller Michael Phair, Ville d'Edmonton
Susan Welke, Secrétariat de la FCM
Denis Arseneault, Secrétariat de la FCM
Terrance Hunsley, consultant, Advocate Institute
Tracey Jones, consultante, Advocate Institute

Ville de Vancouver
Ville de Burnaby
Ville de Calgary

Rick Gates
John Foster
Frank Hoebarth
John TeLinde
Steve Friedenthal
Terry Mountjoy
Bruce Rice

Ville d'Edmonton
Ville de Regina

Frank Abramovic
Bill Holden
Karen Mitchell
Georges Chartier
Ursula Stelman

Ville de Saskatoon
Ville de Winnipeg

Tin-Chee Wu
Penny Earley
Bruno Ierullo
Pina Sauro
Glenn Howlett

Ville du Grand Sudbury

Ville de Windsor
Ville de London

Lynn Randall
Lydia Fitchko
Harvey Low

Région de Waterloo
Ville de Toronto

Ville de Hamilton

Carmen Bian
Jane Underwood
Wendy Kowalski

Région de Halton

Région de Peel
Région de York

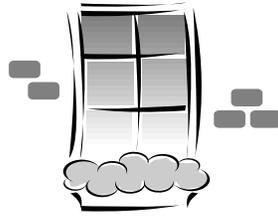
Lynne Simons
LeeAnn Lloyd
Joan Christenson
Jennifer Zubick

Ville d'Ottawa

Dick Stewart
Colleen Pellatt
Helen Durand-Charron
Barb Nehilley

Municipalité régionale de Halifax





Système de rapports de la FCM
sur la **qualité de vie**

Annexe III

Indices en voie d'élaboration

Indices en voie d'élaboration

Ajout de deux nouveaux indices au Système de rapports sur la qualité de vie : les infrastructures sociales et l'environnement

Pour compléter les indices actuels du Système de rapports sur la QDV, nous élaborons actuellement deux nouveaux indices pour les infrastructures sociales et l'environnement. Le tableau suivant présente de l'information au sujet des indices proposés et décrit le processus d'élaboration. La liste des indicateurs potentiels pour ces deux nouveaux indices n'a pas encore été établie de façon définitive et elle pourrait changer à mesure que le processus d'élaboration se poursuit.

Nom de l'indice	Infrastructures sociales	Qualité de l'environnement
Année où le travail a commencé	1998	1999
Formation des équipes de travail avec une collectivité directrice et une collectivité de soutien	Collectivité directrice : Ville de Toronto Soutien : Municipalité régionale d'Halifax et Ville d'Ottawa	Municipalité directrice : Ville de Hamilton Soutien : Ville d'Edmonton, Ville de Windsor et Région de Halton
Objectif(s)	<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer l'ampleur et la portée des programmes sociaux et des systèmes de mise en oeuvre • Réfléter la proportion de l'économie appuyée par les programmes sociaux et le rôle que ces programmes jouent dans la création d'emplois • Examiner la proportion de la population qui reçoit directement des services • Déterminer les écarts de services ou les besoins auxquels on ne répond pas • Établir un fondement pour élaborer ultérieurement des points de référence ou des normes 	<ul style="list-style-type: none"> • Signaler des changements dans l'environnement naturel, notamment dans les attributs de l'environnement considérés comme étant des éléments importants contribuant à la qualité de vie et à la viabilité dans les collectivités canadiennes.
Pourquoi cet indice est-il important?	Les services qui appuient une vie familiale saine et la participation à la vie sociale, économique et culturelle de la collectivité sont un facteur majeur de la qualité de vie.	Les gouvernements municipaux voient directement les effets négatifs sur la santé et le bien-être de leurs résidents lorsque les conditions environnementales se détériorent.
Consultations communautaires et préparation d'un document de consultation pour déterminer les indicateurs potentiels.	Les indicateurs possibles sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • La proportion de la main-d'œuvre employée dans les " services communautaires " d'après la définition de Statistique Canada (y compris les services sociaux et de santé, en plus des autres); • Les dépenses annuelles par habitant pour les parcs; 	Les indicateurs possibles sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de journées où il y a beaucoup de smog; • La quantité de déchets municipaux produits par habitant; • Le poids des produits recyclables recueillis par résident; • La qualité de l'eau brute destinée à être utilisée comme eau potable;

	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses annuelles par habitant pour les loisirs; • Les dépenses annuelles par habitant pour les installations culturelles; • Les dépenses annuelles par habitant et/ou les collections par habitant dans les bibliothèques publiques; • Les places en garderie par résident; • Les ratios élèves-enseignant, 	<ul style="list-style-type: none"> • Le pourcentage de la population / des ménages bénéficiant d'une eau traitée; • Le pourcentage de terres écosensibles protégées (établies par la province ou la municipalité),
Les défis dans le choix et l'adoption des indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> • La détermination des intrants et des coûts suscite des préoccupations sur le plan de la fiabilité et de l'exactitude en raison des incohérences dans la définition des termes et des techniques d'échantillonnage limitées. • Les données sont souvent recueillies à des fins de gestion des programmes et non pour suivre des résultats individuels. • Les sondages auprès des ménages sont une riche source d'information; pourtant, il est parfois difficile de comprendre la corrélation entre plusieurs dimensions du bien-être. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les données sont rarement recueillies sur une base municipale ou en fonction du système de codage géographique utilisé par Statistique Canada. • Les données sont souvent recueillies à des postes régionaux et locaux et ne sont pas compatibles à l'échelle nationale. • Les échanciers de la collecte des données ne sont pas cohérents.
Collecte et présentation des données (étape de l'essai)	Prévue provisoirement pour le troisième rapport technique du Système de rapports sur la QDV	Prévue provisoirement pour le troisième rapport technique du Système de rapports sur la QDV
Étape de l'évaluation	Immédiatement après le premier rapport sur ces indices, ils seront évalués pour déterminer leur efficacité à mesurer les infrastructures sociales.	Immédiatement après le premier rapport sur ces indices, ils seront évalués pour déterminer leur efficacité à mesurer les préoccupations à l'endroit de la qualité de l'environnement.
Rapports réguliers	L'évaluation peut donner lieu à des modifications de l'indice, mais on s'attend à ce que l'indice soit intégré aux rapports futurs sur la qualité de vie.	L'évaluation peut donner lieu à des modifications de l'indice, mais on s'attend à ce que l'indice soit intégré aux rapports futurs sur la qualité de vie.
Évaluation de suivi tous les trois à cinq ans	Puisque des changements se produisent avec le temps (par exemple, de nouvelles données sont disponibles, les enjeux n'ont plus la même priorité), les indices seront évalués périodiquement pour déterminer leur efficacité.	Puisque des changements se produisent avec le temps (par exemple, de nouvelles données sont disponibles, les enjeux n'ont plus la même priorité), les indices seront évalués périodiquement pour déterminer leur efficacité.



Système de rapports de la FCM
sur la **qualité de vie**

Annexe IV

Calcul de l'INV

Calcul de l'INV

L'INV est calculé comme suit : un panier « à échelle réduite » de l'IPC de Statistique Canada, représentant la majorité des coûts de la vie, a été intégré à toutes les municipalités participantes. Cet exercice a été coordonné par la Ville de Winnipeg. À ce moment, la détermination du prix ne comprenait pas les coûts du logement, en raison des problèmes particuliers qui existent lorsqu'on essaye d'établir un prix pour des produits semblables dans différentes localités. Ce problème a également empêché Statistique Canada d'inclure des prix comparatifs pour le logement dans ses comparaisons de prix sur une base géographique. Le coût total, avec des « pondérations relatives » pour chaque catégorie correspondant aux pondérations établies par Statistique Canada, est devenu le coût de vie total pour chaque municipalité. Ces coûts ont ensuite été convertis en un indice, chaque total étant calculé en pourcentage de la moyenne de toutes les municipalités. Cela est devenu l'indice de coût initial. L'équipe de la FCM est très confiante en la validité de cet exercice, puisque les résultats se rapprochaient des résultats d'un exercice semblable réalisé un an auparavant par Statistique Canada à l'aide de données réelles de l'IPC, mais qui n'étaient disponibles que pour sept des municipalités participantes. Une fois l'indice de coût initial établi, afin de tenir compte des coûts de logements différents, qui sont en fait la variable la plus importante relativement aux coûts de vie différents, nous avons adopté comme indice du coût du logement le prix de location moyen d'un appartement à deux chambres dans chaque localité, tel que calculé annuellement par la SCHL. Ces prix ont ensuite été convertis en un indice, et les deux indices ont été combinés avec l'indice du logement pondéré à la même valeur que celle établie par Statistique Canada. Le résultat est l'indice du coût (pour l'ensemble de la population). L'indice a ensuite été recalculé pour la population qui se situe en bas du revenu médian (population à modeste revenu), d'après les pondérations fournies par Statistique Canada à partir de calculs spéciaux en utilisant l'Enquête sur les dépenses des familles. Les indices de coûts sont alors devenus les dénominateurs dans le calcul des INV. Les numérateurs étaient les indices de revenu. Dans ce cas, Statistique Canada a fourni des séries de données spéciales qui révélaient les revenus médians des familles pour chaque municipalité ainsi que la médiane pour la population à modeste revenu. Ces deux médianes ont ensuite été converties en indices associés aux médianes nationales, une fois de plus fournies par Statistique Canada. Les INV ont ensuite été calculés en

divisant l'indice des coûts (dénominateur) par l'indice des revenus (numérateur) pour chaque municipalité et pour chaque population (globale et à modeste revenu).

$$\text{CAM 1} = \frac{\text{Revenu médian de la population totale}}{\text{Coût de vie moyen (d'après l'exercice de détermination des coûts locaux de la FCM)}}$$

$$\text{CAM 2} = \frac{\text{Revenu médian de la population à revenu modeste}}{\text{Coût de vie moyen de la population à modeste revenu}}$$